



**SAVENCIA**  
FROMAGE & DAIRY

# **RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

## **2017**

**SAVENCIA SA**

42 rue Rieussec, 78223 VIROFLAY Cedex - France - T +33 1 34 58 63 00

Société anonyme au capital de 14.032.930 €- 847 120 185 RCS Versailles - TVA : FR 46  
847 120 185

# SOMMAIRE

<b>1 RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (EXERCICE 2017)</b>	<b>3</b>
1.    Activité du Groupe	4
2.    Société-mère	8
3.    Organisation du contrôle interne et de la gestion des risques	11
<b>2 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>16</b>
1.    Compte de résultat consolidé	17
2.    Bilan consolidé	18
3.    Tableau des flux de trésorerie consolidés	20
4.    Tableau des variations de capitaux propres consolidés	21
5.    Notes annexes aux états financiers consolidés	22
6.    Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	66
<b>3 COMPTES SOCIAUX EXERCICE 2017</b>	<b>70</b>
1.    Compte de résultat	71
2.    État des flux de trésorerie	71
3.    Bilan actif	72
4.    Bilan passif	73
5.    Notes annexes	73
6.    Résultats des cinq derniers exercices	84
7.    Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	85
<b>4 ATTESTATION DU DIRECTEUR FINANCIER</b>	<b>89</b>

# 1

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (EXERCICE 2017)

Le présent rapport de gestion figurant dans le Rapport Financier Annuel est une version adaptée du rapport de gestion présenté à l'Assemblée des actionnaires. Le rapport de gestion destiné à l'Assemblée des actionnaires est complété des informations édictées par le code de commerce (rapport sur le gouvernement d'entreprise, informations sociales et environnementales notamment...). Il est mis à la disposition des actionnaires selon les modalités visées à l'article R.225-83 du code de commerce.

La présentation générale de l'activité du Groupe est développée dans le Rapport d'activité disponible sur le site internet ([www.savencia-fromagedairy.com](http://www.savencia-fromagedairy.com))

## 1. Activité du Groupe

Le Groupe a évolué en 2017 dans un contexte laitier très défavorable.

En effet, la croissance de la demande internationale et l'absence de stocks ont entraîné une flambée des cours du beurre et de la crème.

Dans le même temps, et malgré un prix du lait orienté à la hausse, la cotation de poudre de lait écrémé a baissé tout au long de l'année jusqu'à passer très nettement en dessous du prix d'intervention fixé par la Commission Européenne, influencée par l'importance des stocks.

Parmi l'ensemble de nos marchés, seule la France n'a pu répercuter les hausses de prix des matières premières dans les tarifs des produits de grande consommation. Le marché des produits laitiers français demeure en effet toujours impacté par la guerre des prix entre certains distributeurs. Enfin, à l'International, l'Asie poursuit sa croissance. L'Amérique Latine bénéficie d'un regain de consommation en dépit d'une économie fortement inflationniste.

Dans ce contexte, SAVENCIA Fromage & Dairy a démontré sa résistance en poursuivant son développement à l'International et en Europe hors France, en s'appuyant sur la force de ses marques et la qualité de ses produits.

### Périmètre de consolidation et normes comptables

Au cours de l'exercice 2017, le Groupe s'est désinvesti de sa participation mise en équivalence dans la société Financière Louis. Il a également exercé l'option de rachat de 28 % dans le capital de la société roumaine Delaco qu'il détient désormais à 100 %. Enfin, le Groupe a acquis, le 22 décembre, 96 % de la société russe Belebевski Molochny Kombinat, appelée couramment Belebey, dont l'activité est spécialisée dans les pâtes pressées. Une option d'achat et de vente des 4 % résiduels est exerçable à compter de la quatrième année suivant celle de l'acquisition.

Au cours de l'exercice 2016, le Groupe s'était séparé de sa participation minoritaire mise en équivalence dans la société Lacto Sérums France SA (15 juin).

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis en appliquant les normes IFRS en vigueur, telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Le Groupe a appliqué les amendements aux normes et interprétations applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

### Activité et résultat

La croissance du chiffre d'affaires de SAVENCIA Fromage & Dairy (nom commercial de SAVENCIA SA) au cours de l'exercice 2017 s'explique principalement par une hausse des prix de vente en lien avec la croissance du prix des matières premières laitières, de la crème et des cotations de beurre. Après une année 2016 très favorable, le résultat opérationnel courant 2017 est en recul, impacté par de très fortes hausses des coûts matières et la difficulté à les répercuter dans les prix de vente, notamment en Europe. Le Groupe poursuit son développement à l'International ainsi que ses efforts de compétitivité.

L'éclatement géographique de ses marchés ainsi que la diversité de ses métiers permet à SAVENCIA Fromage & Dairy de compenser au mieux les aléas conjoncturels pouvant affecter tant le niveau de consommation que les différentes composantes des prix de revient. La demande des consommateurs n'évolue en effet pas de la même façon sur les marchés matures et sur les zones en développement. Elle

peut varier en fonction du type de produits de grande consommation et de l'intensité des actions commerciales entreprises. Les variations des cotations mondiales des produits industriels n'affectent normalement pas les activités « Produits Fromagers » et « Autres Produits Laitiers » aux mêmes moments, avec la même ampleur et dans le même sens. La répercussion d'éventuelles hausses de prix de revient s'appuie sur la force des marques et le caractère souvent innovant des offres faites aux consommateurs.

D'autres éléments relatifs aux risques figurent dans la partie « situation financière » du présent document, au point 5.2.10 de l'annexe aux états financiers consolidés et dans le rapport sur le contrôle interne, la gestion des risques et le plan de vigilance figurant en annexe 3 du rapport de gestion.

Au 31 décembre 2017, le chiffre d'affaires consolidé de SAVENCIA Fromage & Dairy s'établit à **4 852,8 millions d'euros** contre **4 418,4 millions d'euros** pour la même période de l'année précédente, en progression de **9,8 %**.

À périmètre <sup>(1)</sup> et taux de change constants <sup>(2)</sup>, l'évolution est positive de 10,8 %. L'évolution du chiffre d'affaires est pénalisée par un effet de change défavorable de - 0,9 %, en lien avec la réévaluation de l'euro vis-à-vis du peso argentin, du yuan chinois, du dollar américain et dans une moindre mesure de la livre sterling et de la livre égyptienne, le tout partiellement compensé par l'appréciation du real brésilien.

La part du chiffre d'affaires réalisé hors de France passe de 70,3 % en 2016 à 71 % en 2017.

**Le résultat opérationnel courant est en recul de 7,7 % par rapport à 2016.** Il s'élève à **172,7 millions d'euros**. La marge opérationnelle courante est de 3,6 %. Elle s'élevait à 4,2 % du chiffre d'affaires en 2016. Cette évolution résulte :

- de l'impact de la hausse du prix du lait et de la crème sur des marchés matures dominés par une pression continue sur les prix de vente des produits de grande consommation notamment en France et sur l'ensemble de l'Europe en général ;
- du cours élevé et de la pénurie de matière grasse qui pénalise le développement des activités de beurre et crème ;
- d'un contexte économique inflationniste dans certains pays et en particulier sur la zone Amérique du Sud.

Et ceci malgré :

- une amélioration du mix volume dans certaines activités ;
- le développement des activités à l'International ;
- la poursuite des actions de rationalisation.

## Produits Fromagers

**Le chiffre d'affaires des Activités fromagères** est en progression de 5,7 % par rapport à 2016, à **2 761 millions d'euros**, soit 56,9 % du chiffre d'affaires consolidé total de SAVENCIA Fromage & Dairy. Cette part relative était de 59,1 % en 2016.

Cette croissance du chiffre d'affaires résulte de l'effet conjoint de la hausse des prix de vente, en lien avec la forte croissance du prix des matières premières, et d'une amélioration du mix des volumes vendus. Ces derniers progressent plus rapidement en Amérique du Sud et en Asie-Pacifique que sur les marchés européens.

La variation de chiffre d'affaires se décompose en :

- une croissance organique <sup>(3)</sup> de + 6 % ; et
- un effet de change défavorable de - 0,3 % qui provient principalement de l'affaiblissement du dollar US, du yuan chinois et dans une moindre mesure de la livre égyptienne et de la livre sterling ;
- il n'y a pas d'effet de structure.

---

(1) Le retraitement de périmètre des entités entrantes consiste :

- pour les entrées de périmètre de l'année en cours à déduire la contribution de l'acquisition des agrégats de l'année en cours ;
- pour les entrées de périmètre de l'année précédente, à déduire la contribution de l'acquisition du 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours jusqu'au dernier jour du mois de l'année en cours où a été réalisée l'acquisition l'année précédente.

Le retraitement des entités sortantes consiste :

- pour les sorties de périmètre de l'année en cours, à déduire les contributions de l'entité sortie aux agrégats de l'année précédente à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois de cession ;
- pour les sorties de périmètre de l'année précédente, à déduire les contributions de l'entité sortie aux agrégats de l'année précédente.

(2) Le retraitement de l'effet change consiste en un calcul des agrégats de l'année en cours aux taux de change de l'année précédente.

(3) La croissance organique mesure l'évolution d'un agrégat à périmètre et taux de change constants une fois les retraitements de change et périmètre susmentionnés effectués.

En **France**, le chiffre d'affaires progresse sous l'effet de la répercussion partielle des hausses des coûts matières dans les prix de vente et de la bonne résistance des volumes des produits à marque stratégique.

Sur les autres pays d'**Europe**, le chiffre d'affaires est en progression, également grâce à un effet prix positif sur la plupart des marchés. L'effet volume est globalement légèrement positif mais cependant variable selon les pays, certains d'entre eux souffrant d'une conjoncture économique difficile entraînant un ralentissement de la consommation.

Le chiffre d'affaires à l'**International** est pénalisé par un effet de change globalement défavorable. En croissance organique, le chiffre d'affaires des zones Amérique du Sud et Asie est en forte progression grâce à une amélioration du mix des volumes vendus. Cette situation est accentuée en Amérique du Sud, sous l'effet des hausses tarifaires.

**Le résultat opérationnel courant ressort à 147,3 millions d'euros**, en baisse de 8,8 millions d'euros par rapport à 2016 soit une baisse de - 5,6 %. Le taux de marge opérationnelle de ce secteur d'activité est en recul de 6 % à 5,3 % en 2017, ceci en lien avec la forte hausse des coûts matières non intégralement répercutés dans les prix de vente et malgré l'amélioration du portefeuille produit et le renforcement des activités internationales.

### **Autres Produits Laitiers**

Le **chiffre d'affaires** des « **Autres Produits Laitiers** » ressort à **2 233 millions d'euros**, en hausse de 15 % par rapport à 2016. Il représente 46 % du chiffre d'affaires consolidé total de SAVENCIA Fromage & Dairy. Cette part relative était de 43,9 % en 2016.

Cette variation de chiffre d'affaires se décompose en :

- un effet de croissance organique de + 17 %. La progression sur le marché français s'explique pour l'essentiel par un effet prix en lien avec l'évolution des cotations mondiales de beurre et la hausse des prix matières. Les activités internationales poursuivent leur développement ;
- un effet de change défavorable de - 1,7 % provenant principalement de la dépréciation du peso argentin, du yuan chinois et du dollar US par rapport à l'euro ; et
- il n'y a pas d'effet de structure.

**Le résultat opérationnel courant des « Autres Produits Laitiers » ressort à 43,8 millions d'euros** contre 47 millions d'euros en 2016, soit un recul de - 6,8 %. Le taux de marge opérationnelle passe de 2,4 % en 2016 à 2 % en 2017. Si ce secteur bénéficie en 2017 de la remontée des cotations de produits industriels en particulier sur l'activité Ingrédients qui peut ainsi mieux valoriser ses productions, le cours élevé et la pénurie de matière grasse pénalisent fortement le développement des activités de beurre et crème.

### **Éléments non affectés aux activités**

**Le résultat opérationnel courant** des éléments non affectés s'élève à - 18,4 millions d'euros contre - 16 millions d'euros en 2016. Il représente principalement les charges des sociétés holdings.

Les **éléments non récurrents** s'établissent à - **19,5 millions d'euros**, contre - 6,1 millions d'euros en 2016. Ils sont liés pour l'essentiel à la constatation de pertes de valeur de certains actifs et à des charges et provisions de restructuration résultant des plans d'amélioration des performances engagés.

Le **résultat opérationnel** s'élève à **153,3 millions d'euros**, en baisse de 15,3 % par rapport à 2016.

Les **charges financières nettes** de SAVENCIA Fromage & Dairy ressortent à - **16,1 millions d'euros** pour l'année 2017 comparées à - 28,1 millions d'euros en 2016. L'évolution du résultat financier s'explique par l'effet de la baisse des taux court terme en zone euro et par une amélioration du résultat de change par rapport à 2016.

La **quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence** net d'impôt ressort à **5,4 millions d'euros** contre 6,7 millions d'euros en 2016.

**L'impôt sur les résultats** s'élève à **46,2 millions d'euros**, en baisse de 1,5 million d'euros par rapport à 2016. Le taux effectif ressort à 32,4 % contre 29,9 % en 2016. Cette évolution résulte notamment d'une augmentation des charges d'impôts différés en liaison avec la baisse annoncée des taux d'imposition, en particulier en France, Belgique et États-Unis.

Le **résultat net des activités poursuivies** s'établit à **96,5 millions d'euros**, à comparer à 111,9 millions d'euros en 2016.

**Le résultat net des activités cédées, en cours de cession ou abandonnées** est nul.

**Le résultat de l'exercice** revenant aux actionnaires de SAVENCIA Fromage & Dairy s'établit à **93 millions d'euros**. Il était de **104,5 millions d'euros en 2016**.

## Investissements

Les **investissements corporels & incorporels** de SAVENCIA Fromage & Dairy sont en baisse de 2,2 % par rapport à 2016, leur montant s'élève à **176,4 millions d'euros** en 2017, par rapport à un montant de **180,3 millions d'euros** en 2016.

Par secteur d'activité, les investissements se répartissent de la façon suivante :

- « Produits Fromagers » pour 62,6 % ;
- « Autres Produits Laitiers » pour 30,1 % ;
- non affectés pour 7,3 %.

Le développement externe concerne principalement l'achat de Belebey en Russie et des parts minoritaires de Delaco en Roumanie. Il n'y a eu aucune acquisition de filiale en 2016.

## Recherche et développement

SAVENCIA Fromage & Dairy a de tout temps considéré ses dépenses de recherche et développement comme un atout fort permettant d'assurer l'innovation et par conséquent la croissance de ses différents métiers. En cohérence avec sa culture et ses principes généraux de fonctionnement, les opérations de développement sont regroupées par pôles technologiques afin de s'adapter aux besoins spécifiques de chaque métier. Ces opérations sont coordonnées dans le cadre de programmes transversaux. Ces programmes sont dirigés en priorité vers l'alimentation équilibrée et l'exploitation des qualités nutritionnelles du lait.

Les dépenses de recherche et développement sont comptabilisées, pour leur totalité, dans les comptes de charges par nature concernés.

## Effectifs

Les **effectifs moyens totaux**, y compris les intérimaires, des sociétés intégrées globalement représentent **19 485 collaboratrices et collaborateurs** en **2017** contre **19 307 collaboratrices et collaborateurs** en **2016**, soit une hausse de 0,9 %. Il n'y a pas d'effet de périmètre.

Ils se répartissent entre :

- « Produits Fromagers » pour 71,0 % ;
- « Autres Produits Laitiers » pour 25,3 % ; et
- effectifs non affectés pour 3,7 %.

## Situation financière

Le **bilan** du Groupe reflète une situation financière toujours saine.

Les **fonds propres**, à **1 378,4 millions d'euros**, varient de + 16,7 millions d'euros par rapport aux comptes 2016, soit + 1,2 %.

L'**endettement net**, à **531,6 millions d'euros**, est en hausse de 191,6 millions d'euros. Il représente 38,6 % **des capitaux propres**, contre 25 % au 31 décembre 2016.

Les ratios financiers imposés par les contrats de financement sont respectés.

SAVENCIA Fromage & Dairy ne présente pas d'exposition significative aux risques des marchés financiers. Les risques de change sont, comme par le passé, limités par la politique d'implantation d'unités de production sur les marchés de commercialisation. Les risques de taux sont gérés dans le cadre d'une politique de couverture prudente.

## Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Dans le cadre du développement de ses activités Retail et Foodservice Premium, le Groupe est engagé dans l'acquisition d'une société en Corée du Sud. Cette opération a obtenu l'accord de l'autorité de la concurrence coréenne. Elle reste soumise à quelques conditions suspensives et devrait être signée dans les prochains jours. Par ailleurs, afin de rationaliser leurs activités, certaines filiales d'Europe Centrale ont lancé des plans de restructuration dont les impacts sont de l'ordre de 14 millions d'euros.

## Perspectives

La volatilité des prix des matières premières laitières et la nécessité de pouvoir les répercuter dans les prix de vente restent des enjeux déterminants de la période à venir. Dans cet environnement, SAVENCIA Fromage & Dairy, confiant dans le dynamisme de ses équipes, continue de se focaliser sur ses fondamentaux : le développement de marques de spécialités, l'amélioration de sa compétitivité et le renforcement de ses positions à l'international.

Dans ce contexte, SAVENCIA Fromage & Dairy a porté son taux de détention dans des participations minoritaires à 50% dans la Compagnie Fromagère en Tunisie et à 49% dans Ferrari en Italie début 2018. Par ailleurs, le Groupe est engagé dans l'acquisition de la société de distribution Bake Plus en Corée du Sud. L'accord des autorités de la concurrence ayant été obtenu, la transaction sera finalisée prochainement.

## 2. Société-mère

En 2017, les comptes de votre Société ont été établis en utilisant les mêmes principes et méthodes comptables qu'en 2016.

### Activités et résultats

Les produits d'exploitation de l'exercice 2017, comprenant principalement les redevances de propriété industrielle et incorporelle versées par vos filiales, se sont élevés à 26,7 millions d'euros contre 32,8 millions d'euros en 2016 qui incluaient une reprise de provision.

Les charges d'exploitation de l'exercice 2017 se sont élevées à 39,5 millions d'euros contre 41,2 millions d'euros en 2016.

Le résultat financier est positif de 31,2 millions d'euros contre 32,7 millions d'euros en 2016.

Le résultat exceptionnel est négatif de 7 millions d'euros contre un gain de 6 millions d'euros en 2016. Les deux exercices sont impactés par des cessions de titres de participation.

Le poste impôts sur les bénéfices est impacté par le régime de l'intégration fiscale dont bénéficient vos filiales françaises détenues à 95 % ou plus. Ce régime permet de neutraliser les opérations réalisées au sein du Groupe intégré et de compenser les profits taxables avec les pertes fiscales.

Le résultat net comptable, après prise en compte des amortissements et de l'effet des provisions représente un bénéfice de 19,1 millions d'euros contre un bénéfice de 40,2 millions d'euros en 2016.

Au cours de l'exercice, les investissements incorporels composés principalement de logiciels se sont élevés à 6,6 millions d'euros contre 1,7 million d'euros en 2016.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement d'un montant de 37 millions d'euros représente un placement de liquidité et les actions auto-détenues.

### Prêts inter-entreprises

Conformément aux dispositions du Code Monétaire et Financier et du décret d'application y afférent, les sociétés par action doivent communiquer le montant des prêts à moins de deux (2) ans consentis aux entreprises avec lesquelles elles entretiennent des liens économiques le justifiant. Cette information fait l'objet d'une attestation du commissaire aux comptes de la Société, selon les modalités prévues par la Législation en vigueur. Au 31 décembre 2017, la Société n'a pas consenti de prêts inter-entreprises.



Afin de nous conformer aux dispositions de l'article L.441-6-1 du code de commerce relatives à l'information concernant les délais de paiement, nous vous informons de la décomposition, à la clôture de l'exercice, du solde des dettes de la Société à l'égard de ses fournisseurs et ses clients.

DETTES FOURNISSEURS	Article D.441-4 du code de commerce : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jrs	31 à 60 jrs	61 à 90 jrs	91 jrs et plus	total (1 jr et plus)
<b>(A) Tranche de retard de paiement</b>						
Nombre de factures concernées	72					35
Montant total factures concernées TTC (en milliers d'euros)	6 233	5	7	0	17	29
% du montant facturé de l'exercice TTC	5,21 %	0,00 %	0,01 %	0,00 %	0,01 %	0,02 %
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses et non comptabilisées</b>						
Néant						
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)</b>						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	30 jours nets < délais contractuels > 45 jours nets					

CRÉANCES CLIENTS	Article D.441-4 du code de commerce : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jrs	31 à 60 jrs	61 à 90 jrs	91 jrs et plus	total (1 jr et plus)
<b>(A) Tranche de retard de paiement</b>						
Nombre de factures concernées	64					27
Montant total factures concernées TTC (en milliers d'euros)	7 135	929	58	59	-	1 047
% ca de l'exercice TTC	7,62 %	0,99 %	0,06 %	0,06 %	0,00 %	1,12 %
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses et non comptabilisées</b>						
NÉANT						
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)</b>						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 30 jours fin de mois le 25					

## Revue des conventions autorisées au cours d'un exercice précédent et poursuivies en 2017

Le Conseil d'Administration a examiné les conventions suivantes conclues au cours d'un exercice antérieur et dont l'exécution a été poursuivie en 2017 :

- financement de la société de droit belge S.B.M.S.

La Société a consenti, en 2013, à la société de droit belge S.B.M.S. un prêt d'un montant de 180 millions d'euros, pour une durée de 5 ans portant intérêt au taux euribor à 6 mois majoré d'une marge de 1,15 %. Les intérêts dus au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 1 658 225 euros.

- régime complémentaire de retraite.

Un régime de retraite relevant de l'article 39 du Code Général des Impôts a été mis en place en 2002 prévoyant le versement à certains cadres dirigeants d'une somme correspondant à 0,5 % du dernier salaire par année d'ancienneté, avec un plafond de 2,5 %, et ce, en complément du régime de base.

## Résultat de l'exercice et proposition d'affectation

Nous vous demandons d'approuver les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils vous sont présentés et vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2017 qui se monte à 19 081 686,69 euros, ce qui, augmenté du report à nouveau antérieur de 379 901 312,31 euros, constitue un montant disponible de 398 982 999 euros, ainsi qu'il suit :

*En euros*

Aux actionnaires, un dividende brut de 1,40 euro par action	19 646 102
Au poste report à nouveau	379 336 897
<b>TOTAL</b>	<b>398 982 999,00</b>

Le dividende global brut revenant à chaque action serait fixé à 1,40 euros.

Lorsque le dividende est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis soit, à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du Code Général des Impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après notamment un abattement de 40 % (article 200 A, 13 et 158 du Code Général des Impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Le dividende sera payé le 16 mai 2018 directement aux actionnaires qui sont titulaires d'actions inscrites dans un compte nominatif pur ou aux intermédiaires financiers chargés de la gestion des actions au porteur ou inscrites en compte nominatif administré, par l'intermédiaire de Caceis.

La date de détachement du coupon sera fixée au 14 mai 2018.

Il sera précisé que les sommes correspondant au dividende non versé sur les actions propres détenues par la Société au jour du détachement du coupon seront affectées au report à nouveau.

Pour satisfaire aux prescriptions légales, il est rappelé que les dividendes versés aux actionnaires au titre des trois derniers exercices s'établissent comme suit :

Versés en	Au titre de l'exercice	Nombre d'actions composant le capital	Dividende Total <sup>(1)</sup>	Dividende brut par action	Abattement
2015	2014	14 032 930	11 220 780,00 €	0,80 €	40 %
2016	2015	14 032 930	13 943 830,00 €	1,00 €	40 %
2017	2016	14 032 930	22 223 742,00 €	1,60 €	40 %

<sup>(1)</sup> Excluant les actions n'ouvrant pas droit à dividende.

Nous vous confirmons qu'il n'y a pas eu en 2017 de dépenses somptuaires au sens de l'article 223 *quater* du Code Général des Impôts.

## Informations sur le Capital

### Répartition du capital au 31 décembre 2017

Au 31 décembre 2017	Capital %	Nb d'actions	Nb droits de vote bruts <sup>(3)</sup>	Droits de vote bruts %	Nb droits de vote nets <sup>(4)</sup>	Droits de vote nets %
SAVENCIA Holding	66,64 %	9 350 953	18 701 906	79,11 %	18 701 906	79,52 %
FCPE <sup>(1)</sup>	2,81 %	393 900	630 967	2,67 %	630 967	2,68 %
Auto-détention <sup>(2)</sup>	0,87 %	122 057	122 057	0,52 %	0	0 %
Public	29,69 %	4 166 020	4 184 966	17,70 %	4 184 966	17,79 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>14 032 930</b>	<b>23 639 896</b>	<b>100 %</b>	<b>23 517 839</b>	<b>100 %</b>

<sup>(1)</sup> Personnels de SAVENCIA Fromage & Dairy et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 3344-1 et suivants du Code du Travail, détenant des actions SAVENCIA Fromage & Dairy, dans le cadre de Fonds Commun de Placement d'Entreprise.

<sup>(2)</sup> Y compris contrat de liquidité.

<sup>(3)</sup> Tenant compte des actions privées de droit de vote.

<sup>(4)</sup> Excluant les actions privées de droit de vote.

La société Northern Trust détient 6,59 % du capital de votre Société au 31 décembre 2017.

Depuis le 28 février 2013, le capital social se compose de 14 032 930 actions de 1 euro de nominal chacune.

## Négociation en Bourse par la Société de ses propres actions

L'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2017, agissant dans le cadre des dispositions prévues à l'article L. 225-209 du code de commerce, a autorisé la Société à racheter en Bourse ses propres actions en vue de l'exercice de plans d'options d'achat et/ou de souscription d'actions, par les cadres dirigeants et/ou mandataires sociaux et/ou salariés de la Société ou des sociétés affiliées, ou l'attribution gratuite aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société ou des sociétés affiliées.

Prix maximum d'achat : 140 euros par action.

Nombre d'actions à acquérir : à concurrence de 10 % maximum du nombre d'actions composant le capital social.

À ce titre, et au cours de l'exercice :

1) s'agissant des programmes d'options d'achat d'actions consenties aux cadres dirigeants et/ou aux mandataires sociaux et/ou aux salariés de la Société ou des sociétés affiliées :

- il a été acheté 7 428 actions au cours moyen de 78,62 euros,
- il a été cédé 32 760 actions au cours moyen de 54,22 euros ;

2) s'agissant de l'animation du marché des titres de la Société, la Société a mis en place un contrat de liquidité. Dans le cadre de ce contrat de liquidité :

- 27 212 actions ont été achetées au cours moyen de 77,77 euros,
- 26 677 actions ont été vendues au cours moyen de 79,20 euros,
- le montant des frais de négociation s'est élevé à 25 000 euros.

Au 31 décembre 2017, votre Société détient 122 057 de ses propres actions représentant 0,87 % du capital, pour une valeur d'achat de 7 234 132 euros, ce qui représente un montant de capital total de 122 057 euros.

Néanmoins, et pour tenir compte des rachats d'actions exercés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, jusqu'au 7 février 2018, il est précisé que votre société détient 121 682 actions représentant 0,87% du capital, pour une valeur d'achat de 7 206 723 euros, ce qui représente un montant de capital total de 121 682 euros.

## 3. Organisation du contrôle interne et de la gestion des risques

### 1. Généralités

Les procédures de contrôle interne en vigueur chez SAVENCIA Fromage & Dairy ont notamment pour objet de vérifier que les informations comptables et financières communiquées aux organes sociaux du Groupe reflètent sincèrement l'activité et la situation des sociétés qui le composent. Elles ont également pour objet d'apporter l'assurance que les risques liés aux différents processus opérationnels mis en œuvre dans les différentes entités du Groupe sont connus et maîtrisés.

Le contrôle interne est mis en œuvre par chaque entité sous l'impulsion de la Direction Générale du Groupe et avec l'appui du Conseil d'Administration et de son Comité d'audit et des risques dans le cadre de leurs missions. Elles ont pour objet de vérifier que :

- les lois et règlements en vigueur dans chacun des pays où le Groupe opère, ainsi que les politiques qui encadrent la gestion des exploitations sont respectés ;
- les actifs sont sauvegardés ;
- les informations comptables et financières communiquées aux organes sociaux du Groupe reflètent sincèrement l'activité et la situation des sociétés qui le composent dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Elles contribuent également à prévenir et à détecter les erreurs et fraudes.

Comme tout système, ces procédures de contrôle interne ne peuvent fournir une garantie absolue de l'exhaustivité de la connaissance et de la maîtrise des risques.

La gestion des risques, s'appuyant sur une démarche ERM (*Enterprise Risk Management*) à tous les niveaux du Groupe, et notamment sur la cartographie des risques, vise à une stratégie de maîtrise des risques (opérationnels, financiers, stratégiques...) en optimisant :

- les moyens de prévention ;

- les moyens de réduction ou de couverture (par exemple par des contrats d'assurance) ;
- l'acceptation de la prise de certains risques.

## 2. Cartographies des risques

Le Groupe dispose de trois cartographies des risques construites en coordination avec le Management, dans le but d'identifier les risques potentiels et de développer les mesures permettant de réduire au maximum leur portée et leur occurrence :

- une cartographie des risques « Groupe » ;
- une cartographie des risques « Loi Sapin II » ;
- une cartographie des risques « Loi sur le devoir de vigilance ».

### 2.1 Cartographie des risques « Groupe »

La formalisation de la démarche d'analyse des risques (ERM) par les principales entités opérationnelles se poursuit. Les résultats de ces cartographies locales viendront compléter la cartographie Groupe existante.

**La cartographie des risques comprend les étapes suivantes :**

- identification des risques : le risque représente la possibilité qu'un événement survienne et dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, les objectifs du Groupe ou sa réputation ;
- évaluation du niveau de gravité du risque : les risques sont évalués selon deux critères, leur probabilité d'occurrence et leur impact ;
- analyse du niveau de maîtrise du risque : cette étape consiste à examiner les mesures de prévention et de protection existantes à date et à évaluer le niveau de maîtrise des risques potentiels.

**Les principaux risques identifiés au niveau du Groupe sont les suivants :**

- Risque de non-respect de la réglementation

Les activités du Groupe sont soumises à de multiples lois et réglementations changeantes et de plus en plus contraignantes, relatives à la sécurité alimentaire, la protection des consommateurs, la nutrition, l'environnement, ou le droit de la concurrence.

Le Groupe veille au respect de toutes les dispositions légales et réglementaires des pays où il opère, et prend les mesures qu'il considère appropriées pour s'assurer de ce respect. Outre une veille permanente afin d'identifier les différentes évolutions réglementaires, il développe par exemple des actions de sensibilisation à destination des collaborateurs concernés et poursuit des actions de formation.

- Risque produit

La confiance des consommateurs dans les marques du Groupe repose sur une matière première et un produit de qualité irréprochable. Le Groupe est donc particulièrement attentif à la sécurité alimentaire de ses produits. Le risque de contamination est principalement lié à des origines microbiologiques mais aussi à de possibles contaminants chimiques, allergènes ou corps étrangers et ce, aux différents stades de l'élaboration des produits, depuis la collecte du lait ou l'achat des matières premières jusqu'à la fabrication et le stockage des produits, ou leur distribution.

La politique qualité du Groupe couvre aussi bien les processus d'achat des matières premières, que de production et de distribution. Elle répond aux protocoles internationaux de diagnostic et de maîtrise de la sécurité alimentaire les plus rigoureux et est constamment mise à jour, notamment dans ses nouveaux métiers, comme la nutrition infantile ou le parapharmaceutique.

- Risque d'atteinte sérieuse à la réputation du Groupe

La réputation du Groupe et son image peuvent être, à tout moment, fragilisées par des événements défavorables portant atteinte à la notoriété de ses produits, ou par la diffusion non contrôlée d'informations préjudiciables dans les médias et les réseaux sociaux relatifs à ses activités, ses sites de production, ses marques, ses produits, leur composition et ses dirigeants.

Face à ce risque, le Groupe s'est doté d'un dispositif de gestion de crise qui a pour objectif de prévenir les crises et de réduire leurs impacts.

- Risque de volatilité des prix matières

Sur l'ensemble des marchés où il opère, le Groupe doit faire face à une volatilité croissante des prix des matières premières et de la cotation des produits industriels. Cette volatilité s'est accrue en Europe à partir de 2007, puis suite à l'arrêt en 2015 des dispositifs de régulation des marchés laitiers. Dans le cas d'une situation de marché fortement haussière, le Groupe pourrait ne pas pouvoir augmenter ses tarifs auprès des

clients distributeurs dans la même proportion et dans les mêmes délais, ce qui pourrait impacter ses résultats.

Face à ce risque, le Groupe peut s'appuyer sur un portefeuille unique de marques internationales et locales reconnues sur leurs marchés.

- Risque d'arrêt d'un site stratégique

Certaines spécialités ou ingrédients stratégiques sont fabriqués ou transitent dans un nombre limité de sites, voire sur un site unique. La survenance d'un événement entraînant la destruction totale ou partielle de l'un de ces sites pourrait affecter significativement la production et la commercialisation de ces produits.

Le Groupe poursuit depuis de nombreuses années un programme de sécurisation de ses sites et de prévention des risques incendie avec le concours de ses assureurs et fixe à ses principaux sites industriels des objectifs d'amélioration visant à diminuer l'occurrence de ces risques. Le Groupe poursuit le développement d'une démarche de Plan de Continuité d'Activité en cas de sinistre majeur. En outre, le Groupe a toujours traditionnellement pratiqué une politique prudente en matière de protection de ses actifs, de couverture de risques majeurs du type dommages aux biens, de pertes d'exploitation et de responsabilité civile.

- Risque sécurité des hommes

La santé et la sécurité des hommes et des femmes qui travaillent pour le Groupe sont une priorité. Pour améliorer constamment la sécurité au travail, le Groupe met en œuvre un programme international de mobilisation, de formation et de gestion : « la Sécurité, c'est notre affaire ! ». Un référentiel sert de guide à toutes les unités de production et l'affichage des 10 règles d'or véhicule sur tous les sites les messages de prévention. Outil central de ce programme, la visite de sécurité comportementale (VSC) permet de sensibiliser et de mobiliser toutes les parties prenantes : Direction, managers et opérateurs. En outre, un programme visant à protéger la sécurité des collaborateurs en déplacement a été développé.

- Risques financiers

- Risque de marché

Le Groupe est exposé à des risques financiers, tels que les risques d'évolution des taux d'intérêt, de change ou des cours des matières premières. Ceux-ci peuvent avoir un impact défavorable sur le chiffre d'affaires et les résultats financiers.

La politique du Groupe consiste à suivre et gérer ces expositions de manière centralisée et de n'utiliser des instruments dérivés qu'à des fins de couverture économique. Les opérations de marchés font l'objet de procédures strictes. Le risque de change est par ailleurs limité par la stratégie du Groupe visant à produire et commercialiser localement la plupart de ses spécialités.

- Risque de placement

Le Groupe est exposé au risque de contrepartie, notamment bancaire, dans le cadre de sa gestion financière. La politique bancaire du Groupe a pour objectif de réduire ses risques en diversifiant les contreparties, en privilégiant la qualité de crédit de celles-ci et leur caractère liquide ainsi qu'en appliquant des limites à chacune d'elles.

- Risque de financement

Le Groupe a été amené ces dernières années à augmenter son endettement via des financements à court et long terme. Le financement du Groupe fait l'objet d'une politique visant à centraliser et diversifier ses sources de financement et à veiller au respect des covenants liés à ces financements.

- Risque climatique

À court terme, le Groupe n'a pas identifié de risques financiers significatifs liés aux effets du changement climatique. Les risques associés au dérèglement climatique sont limités en raison des implantations géographiques des filiales. À date, les sites ayant identifié des risques potentiels s'y sont préparés en se dotant de plans de continuité d'activité et en réalisant des études spécifiques.

Afin de réduire progressivement ses émissions de gaz à effet de serre, SAVENCIA SA priorise les actions de réduction de ses consommations énergétiques et veille à ce que les nouveaux équipements soient moins émetteurs de GES.

- Risques de pertes de clients

La concentration de la grande distribution, client privilégié des circuits de grande consommation, accroît le risque de déréférencement lié au regroupement des ventes sur un nombre réduit de clients.

Afin de se prémunir contre un risque de déréférencement, le Groupe met en avant la force de ses marques, la qualité des services rendus et la rentabilité apportée à ses clients au travers d'une innovation régulière.

## 2.2 Cartographie des risques « Loi Sapin II »

La loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique de décembre 2016, dite loi Sapin II, impose l'établissement d'une cartographie détaillant les risques de sollicitations externes aux fins de corruption, notamment en fonction des zones géographiques dans lesquelles le Groupe déploie ses activités.

La cartographie des risques de corruption vise deux séries d'objectifs :

- identifier, évaluer, hiérarchiser les risques de corruption pour garantir un programme de conformité efficace et adapté ;
- informer la direction et lui donner la visibilité nécessaire pour la mise en œuvre de mesures de prévention et de détection proportionnées aux enjeux identifiés.

## 2.3 Cartographie des risques « Loi sur le Devoir de Vigilance »

Conformément à la loi relative au Devoir de vigilance, le Groupe a établi une cartographie des risques spécifiques propre à identifier et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes, ainsi que l'environnement, résultant des activités du Groupe et de celles des sociétés qu'il contrôle. De cette cartographie émane un Plan de vigilance dont le suivi des mesures et l'évaluation de leur efficacité s'effectueront par le biais d'indicateurs identifiés et ce, sous la supervision de la Direction Conformité.

## 3. Modalités du contrôle

Les procédures de contrôle interne et de gestion des risques (ERM) sont mises en place en tenant compte des valeurs du Groupe qui mettent en avant la subsidiarité et l'autonomie de ses unités, ainsi que de la cartographie des risques. La Société-mère contrôle l'activité de ses filiales au travers :

- des Directions d'Activité chargées de les animer et de les superviser ;
- de la Direction Financière chargée d'apprécier la pertinence des résultats et l'équilibre financier du Groupe.

Le Comité d'audit et des risques du Conseil d'Administration assure le suivi de l'efficacité de ces contrôles, en s'appuyant sur les travaux de l'Audit interne et des commissaires aux comptes.

Dans le cadre d'un plan pluriannuel, le Département d'Audit interne, rattaché à la Direction Générale du Groupe, porte une appréciation sur la maîtrise du contrôle interne de chacune des entités, ainsi que des processus transverses de plus en plus présents dans le Groupe, s'appuyant pour cela sur le cadre de référence défini par l'Autorité des marchés financiers (AMF). Les missions contribuent à apprécier les risques majeurs spécifiques à l'activité de chaque entité, en s'appuyant sur les cartographies des risques élaborées dans le cadre de la démarche ERM en cours de déploiement dans le Groupe. Le rapport établi à l'issue de la mission fait ressortir les points d'amélioration du contrôle interne. Les entités sont ensuite tenues d'établir et de déployer des plans d'actions visant à mettre en place les améliorations ainsi recommandées, et de rendre compte périodiquement de leur état d'avancement. L'avancement de ces plans d'actions est supervisé par les Directeurs d'activité, et fait l'objet d'un suivi annuel par le Département d'Audit interne.

Concernant l'information financière, le processus d'élaboration des comptes de chaque filiale repose sur :

- un plan de comptes unique qui s'impose à toutes les filiales ;
- un manuel de procédures comptables visant à harmoniser les politiques mises en œuvre dans ce domaine.

Sur ces bases, les filiales établissent des situations mensuelles qui se comparent à la même période de l'exercice précédent. Elles établissent également une prévision annuelle de résultats. La Direction Financière du Groupe assure un suivi de l'activité et de ses résultats avec une présence active et un contrôle des informations reçues par les Directeurs Financiers de chaque activité.

Les comptes sociaux de chaque filiale et les informations supplémentaires nécessaires à l'établissement et aux retraitements des consolidations semestrielles et annuelles sont par ailleurs certifiés par les auditeurs externes de chaque filiale. La nomination de ces auditeurs est inscrite dans une politique d'harmonisation établie en liaison avec les commissaires aux comptes du Groupe. De plus les dirigeants de chaque filiale signent une lettre d'affirmation, à l'attention du Conseil d'Administration, sur la qualité et le contenu de leurs comptes.

Le processus d'élaboration des comptes consolidés repose sur un système informatisé permettant de centraliser les comptes sociaux ainsi harmonisés de même que les informations supplémentaires nécessaires à l'élaboration de la consolidation.

Pour que ces opérations de consolidation soient assurées dans de bonnes conditions de contrôle interne, des procédures ont été établies et visent à garantir l'intégrité des données collectées au moyen d'un outil unique dont les accès sont strictement contrôlés. La fiabilité des traitements de consolidation et l'image fidèle des restitutions consolidées sont garanties par des procédures visant à séparer les tâches et à assurer la supervision des opérations.

Les commissaires aux comptes, dans le cadre de leurs diligences relatives à la vérification des comptes consolidés, procèdent chaque année à un examen des procédures mises en place pour l'établissement de ceux-ci et formulent les recommandations qu'ils estiment nécessaires. Ces remarques sont prises en compte pour améliorer régulièrement nos procédures existantes.

# 2

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017



# 1. Compte de résultat consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	12 mois	
		2017	2016
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>2</b>	<b>4 852 816</b>	<b>4 418 361</b>
Consommations externes	3	- 3 199 354	- 2 763 912
Frais de personnel	4	- 859 568	- 839 169
Dotations et reprises d'exploitation	5	- 124 710	- 125 267
Autres produits et charges d'exploitation	6	- 496 476	- 502 910
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</b>	<b>2</b>	<b>172 708</b>	<b>187 103</b>
Autres charges opérationnelles	7	- 23 731	- 18 626
Autres produits opérationnels	7	4 276	12 516
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>		<b>153 253</b>	<b>180 993</b>
Charges financières	8	- 29 363	- 38 278
Produits financiers	8	13 297	10 210
Quote-part de résultat net des entreprises associées	9	5 419	6 715
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>		<b>142 606</b>	<b>159 640</b>
Impôts sur les résultats	10	- 46 147	- 47 693
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>96 459</b>	<b>111 947</b>
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>96 459</b>	<b>111 947</b>
Part revenant aux actionnaires de la Société-mère		92 988	104 494
Participations ne conférant pas le contrôle	23	3 471	7 453
<b>RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)</b>			
<b>Part du Groupe</b>			
• de base	11	6,69	7,48
• dilué	11	6,56	7,30
<b>Des activités poursuivies</b>			
• de base		6,69	7,48
• dilué		6,56	7,30

## ÉTAT RÉSUMÉ DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	Notes	12 mois	
		2017	2016
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>96 459</b>	<b>111 947</b>
Autres éléments du résultat global :			
Écarts de conversion <sup>(1)</sup>		- 50 884	22 078
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		377	- 946
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie <sup>(2)</sup>		353	- 2 837
Autres mouvements		- 1 867	- 468
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments recyclables		- 428	- 97
<b>Total des éléments recyclables en résultat net</b>		<b>- 52 449</b>	<b>17 730</b>
Gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite		- 37	- 7 678
Autres mouvements		-	-
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments non recyclables		- 63	23
<b>Total des éléments non recyclables en résultat net</b>		<b>- 100</b>	<b>- 7 655</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts</b>	<b>21</b>	<b>- 52 549</b>	<b>10 075</b>
<b>TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL NET D'IMPÔTS</b>		<b>43 910</b>	<b>122 022</b>
Part du Groupe		40 234	115 092
Participations ne conférant pas le contrôle	23	3 676	6 930

(1) Essentiellement sur les devises suivantes : USD, BRL, CNY, ARS.

(2) Concerne pour l'essentiel les couvertures de taux d'intérêts et de matières premières.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## 2. Bilan consolidé

### ACTIF

En milliers d'euros	Notes	Au 31 décembre	Au 31 décembre
		2017	2016
Immobilisations incorporelles	12	542 050	434 163
Immobilisations corporelles	13	950 810	928 558
Autres actifs financiers	14	29 774	30 823
Participations dans les entreprises associées	9	121 277	118 417
Instruments financiers dérivés non courants	18	2 727	18 253
Actifs d'impôts différés	15	34 751	33 368
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>1 681 389</b>	<b>1 563 582</b>
Stocks et en cours	16	494 107	462 461
Clients et autres créances	17	871 887	797 047
Créances d'impôts		46 894	36 469
Instruments financiers dérivés courants	18	6 172	6 948
Autres actifs financiers	19	14 443	12 466
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20	362 116	430 824
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>		<b>1 795 619</b>	<b>1 746 215</b>
Actifs des activités abandonnées ou en cours de cession		674	938
<b>ACTIFS</b>		<b>3 477 682</b>	<b>3 310 735</b>

## PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
<b>Capital apporté</b>	<b>22</b>	<b>88 166</b>	<b>86 956</b>
Autres réserves	22	- 63 805	- 12 835
Résultats non distribués		1 250 408	1 186 253
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>		<b>1 274 769</b>	<b>1 260 374</b>
Participations ne conférant pas le contrôle	23	103 655	101 312
<b>CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE</b>		<b>1 378 424</b>	<b>1 361 686</b>
Provisions	24	106 995	110 609
Emprunts et dettes financières non courants	25	278 629	196 573
Autres passifs non courants	26	23 908	36 204
Instruments financiers dérivés passif non courants	28	4 824	6 559
Passifs d'impôts différés	15	48 075	52 579
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>462 431</b>	<b>402 524</b>
Fournisseurs et autres créiteurs	27	976 573	932 687
Impôts sur les résultats à payer		19 728	14 652
Instruments financiers dérivés courants	28	3 589	3 793
Emprunts et concours bancaires	25	636 899	595 347
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>		<b>1 636 789</b>	<b>1 546 479</b>
Passifs des activités abandonnées ou en cours de cession		38	46
<b>PASSIFS</b>		<b>2 099 258</b>	<b>1 949 049</b>
<b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>3 477 682</b>	<b>3 310 735</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

### 3. Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois		
	Notes	2017	2016
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>96 459</b>	<b>111 947</b>
Impôts sur les bénéficiaires	10	46 147	47 693
Amortissements et provisions	5	124 710	125 267
Plus ou moins-values de cession		636	1 959
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées	9	- 5 419	- 6 715
Charges financières nettes		9 748	11 517
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie		9 453	10 842
<b>Marge brute opérationnelle</b>		<b>281 734</b>	<b>302 510</b>
Intérêts financiers payés		- 19 233	- 20 018
Intérêts financiers reçus		9 373	8 869
Impôts sur les résultats payés		- 59 068	- 64 480
Variation du BFR	29	- 61 384	- 10 788
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies</b>		<b>151 422</b>	<b>216 093</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'EXPLOITATION</b>		<b>151 422</b>	<b>216 093</b>
Acquisitions de filiales, d'unités opérationnelles et de participations ne conférant pas le contrôle		- 156 967	-
Cessions d'activités nettes de la trésorerie cédée		433	13 564
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2	- 176 381	- 180 323
Produits résultant de cessions		5 793	13 576
Acquisition/cession d'actifs financiers et variations des autres actifs financiers courants		- 4 109	3 391
Dividendes reçus (incluant les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)		1 198	1 272
<b>Flux nets provenant des investissements des activités poursuivies</b>		<b>- 330 033</b>	<b>- 148 517</b>
<b>Flux nets provenant des investissements des activités abandonnées ou en cours de cession</b>		<b>-</b>	<b>- 3</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE UTILISÉS POUR LES INVESTISSEMENTS</b>		<b>- 330 033</b>	<b>- 148 520</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>			
Rachat et cession net d'actions propres	22	1 196	- 7 211
Augmentation de capital reçue des minoritaires		3 483	-
Émission d'emprunts	25	188 087	130 824
Remboursement d'emprunts	25	- 52 778	- 39 829
Dividendes versés		- 27 695	- 16 539
<b>Flux nets provenant du financement des activités poursuivies</b>		<b>112 293</b>	<b>67 245</b>
<b>Flux nets provenant du financement des activités abandonnées ou en cours de cession</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS DANS LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		<b>112 293</b>	<b>67 245</b>
Incidences des variations de change		- 1 623	8 535
<b>Augmentation/diminution de la trésorerie</b>		<b>- 67 941</b>	<b>143 353</b>
<b>Reclassement de trésorerie des activités abandonnées ou en cours de cession</b>		<b>9</b>	<b>216</b>
<b>TRÉSORERIE À L'OUVERTURE</b>	<b>20</b>	<b>390 792</b>	<b>247 222</b>
<b>TRÉSORERIE À LA CLÔTURE</b>	<b>20</b>	<b>322 860</b>	<b>390 792</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## 4. Tableau des variations de capitaux propres consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	Capitaux propres revenant aux actionnaires de la Société				
	Capital apporté (note 22)	Autres réserves (note 22)	Résultats non distribués	Participations ne conférant pas le contrôle (note 23)	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
<b>CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2016</b>	<b>94 165</b>	<b>- 23 901</b>	<b>1 100 881</b>	<b>99 731</b>	<b>1 270 876</b>
Dividendes distribués			- 13 944	- 2 595	- 16 539
<b>Total des éléments du résultat global au 31/12/2016</b>		<b>11 066</b>	<b>104 026</b>	<b>6 930</b>	<b>122 022</b>
Plans d'options d'achats d'actions :					
• Valeur des services rendus	-				-
• Cession d'actions propres	-				-
Actions propres rachetées <sup>(1)</sup>	- 7 209			- 2	- 7 211
Variation de capital			-	-	-
Effets de variations de périmètre :					
• Rachat de participations ne conférant pas le contrôle			-	-	-
• Options de vente accordées aux participations ne conférant pas le contrôle			- 4 745	- 2 716	- 7 461
• Augmentation suite à regroupement d'entreprises			-	-	-
• Variation de pourcentage d'intérêt			36	- 36	-
Autres			- 1	-	- 1
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2016</b>	<b>86 956</b>	<b>- 12 835</b>	<b>1 186 253</b>	<b>101 312</b>	<b>1 361 686</b>
Dividendes distribués			- 22 224	- 5 471	- 27 695
<b>Total des éléments du résultat global au 31/12/2017</b>		<b>- 50 970</b>	<b>91 204</b>	<b>3 676</b>	<b>43 910</b>
Plans d'options d'achats d'actions :					
• Valeur des services rendus	-				-
• Cession d'actions propres	1 210				1 210
Actions propres rachetées	-			- 14	- 14
Variation de capital				3 483	3 483
Effets de variations de périmètre :					
• Rachat de participations ne conférant pas le contrôle			-	-	-
• Options de vente accordées aux participations ne conférant pas le contrôle			- 7 376	3 220	- 4 156
• Augmentation suite à regroupement d'entreprises			-	-	-
• Variation de pourcentage d'intérêt			2 551	- 2 551	-
Autres			-	-	-
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2017</b>	<b>88 166</b>	<b>- 63 805</b>	<b>1 250 408</b>	<b>103 655</b>	<b>1 378 424</b>

(1) Durant l'exercice 2016 SAVENCIA SA a eu l'opportunité de racheter ses propres actions mises sur le marché (127 885 actions).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## 5. Notes annexes aux états financiers consolidés

SAVENCIA SA est une Société Anonyme à Conseil d'Administration enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé à Viroflay (78220). Ses actions sont négociées sur la Bourse de Paris.

Le nom commercial de SAVENCIA SA et de ses filiales est SAVENCIA Fromage & Dairy « Le Groupe ». Son activité s'exerce dans deux secteurs : les « Produits Fromagers » et les « Autres Produits Laitiers » (cf. note 2).

Les états financiers consolidés ont été arrêtés le 7 mars 2018 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire. Ils seront définitifs après approbation par l'Assemblée Générale du 26 avril 2018.

### 5.1 Base de préparation des états financiers consolidés

En application du règlement européen CE n° 1 606/2 002 du 19 juillet 2002 relatif à l'utilisation des normes comptables internationales, les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2017 ont été établis conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté dans l'Union européenne à cette même date. Par ailleurs ces états financiers ont également été préparés conformément aux normes IFRS émises par l'IASB (International Accounting Standards Board). Ils sont arrêtés sur la base des comptes individuels de chaque entité constituant le Groupe et retraités pour être en conformité avec les principes comptables qu'il a retenus. Ils ont été établis selon la convention du coût historique à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente, des actifs et passifs évalués à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat (instruments financiers dérivés compris), des actifs biologiques ainsi que les actifs et les passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur. Sauf indication contraire, ces normes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Conformément à la norme IFRS 2 relative aux paiements en actions, seuls les plans d'options d'achat d'actions octroyées après le 7 novembre 2002 dont les droits ne sont pas acquis au 1<sup>er</sup> janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs à cette date ne sont pas évalués et ne sont pas comptabilisés.

Le Groupe applique les amendements aux normes et interprétations applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Le Groupe n'applique pas les normes et interprétations d'application obligatoire à partir de l'exercice 2018 mais qui peuvent être anticipés dans les comptes annuels de 2017. Le Groupe revoit l'ensemble des nouvelles normes et interprétations qui seront d'application à horizon 2018 et 2019, en particulier IFRS 9 – Instruments financiers, IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients et IFRS 16 – Contrats de location. Le Groupe ne s'attend pas à des impacts significatifs de l'application de la norme IFRS 15. Dans le cadre de la transition, le Groupe prévoit d'opter pour la méthode du rattrapage cumulatif. Concernant IFRS 9, les impacts en termes de classification et évaluation des actifs financiers seront faibles et le Groupe étudie les opportunités plus larges qu'offre la norme IFRS 9 en matière de comptabilité de couverture. Dans la perspective de la mise en place d'IFRS 16, une étude d'impact a été menée en 2017 sur la base des données à fin décembre 2016. La simulation selon des différentes méthodes proposées par la norme nous conduit à retenir celle du rattrapage cumulatif simple. L'application de la norme conduira à augmenter les actifs corporels et la dette financière d'un montant compris entre 56 et 60 millions d'euros. L'impact sur le résultat opérationnel et le résultat financier n'est pas significatif à l'échelle du Groupe.

### 5.2 Méthodes de consolidation

Les états financiers d'une entité sous contrôle sont inclus dans le périmètre de consolidation dès le jour où le contrôle est transféré au Groupe et jusqu'à ce qu'il cesse. Les filiales font l'objet d'une intégration globale, les entités contrôlées conjointement et les entreprises associées font l'objet d'une mise en équivalence.

#### 5.2.1 Filiales

Est considérée comme filiale toute entité contrôlée. Le contrôle consiste pour le Groupe à être exposé ou à avoir droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la filiale, ainsi qu'en la capacité à influencer

sur le montant de ces rendements en vertu du pouvoir qu'il exerce sur celle-ci. Il peut s'agir d'un contrôle de fait. L'évaluation du contrôle prend également en compte les droits de vote potentiels substantifs qui sont exerçables en temps utile pour diriger les activités clés. Les états financiers des filiales sont intégrés ligne à ligne dans les comptes consolidés et les intérêts ne conférant pas le contrôle sont présentés distinctement au sein des capitaux propres. La part de résultat revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle est également présentée distinctement dans le compte de résultat.

Conformément à IFRS 3 révisée, la méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de nouvelles activités par SAVENCIA Fromage & Dairy. La contrepartie transférée correspond à la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments de rémunération remis au vendeur par le Groupe en échange du contrôle de l'acquireur en excluant tout élément qui rémunère une transaction distincte de la prise de contrôle. Les éléments du prix d'acquisition comprennent :

- les actifs remis au vendeur ;
- les passifs encourus ou éventuels ;
- les instruments de capitaux propres émis par le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy ; et
- les ajustements éventuels du prix d'acquisition.

Les coûts directs liés à l'acquisition sont comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus dans le poste « Autres charges d'exploitation », à l'exception :

- des frais d'émission d'instruments de capitaux propres émis en rémunération d'un regroupement d'entreprises qui sont déduits des capitaux propres ; et
- des coûts liés aux dettes financières contractées dans le cadre d'un regroupement d'entreprises qui sont déduits des dettes financières correspondantes.

Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables et les passifs éventuels assumés lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Pour chaque regroupement d'entreprises, le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy doit évaluer les intérêts ne conférant pas le contrôle soit :

- sur la base de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'acquireur évalué à la juste valeur à la date d'acquisition et donc sans comptabilisation d'un goodwill au titre des intérêts ne conférant pas le contrôle (méthode du *goodwill* partiel) ;
- à la juste valeur à la date d'acquisition avec, en conséquence la comptabilisation d'un goodwill à la fois pour la part groupe et pour les intérêts ne conférant pas le contrôle (méthode du *goodwill* complet).

L'écart d'acquisition déterminé à la date de prise de contrôle correspond sur ces bases à la différence entre :

- la contrepartie transférée au titre de la prise de contrôle constatée à la juste valeur à la date d'acquisition, plus le cas échéant le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle et pour les acquisitions par étapes, la juste valeur, à la date d'acquisition de la quote-part d'intérêts antérieurement détenue ;
- le montant net des actifs identifiables acquis et passifs repris évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Lorsque le calcul de l'écart d'acquisition aboutit à une différence négative, un profit est comptabilisé directement au compte de résultat.

Lors d'une prise de contrôle par achats successifs de titres, la quote-part d'intérêts détenue par l'acquéreur dans l'acquireur avant la date de prise de contrôle est réévaluée en contrepartie du résultat sur la base des justes valeurs déterminées à la date de prise de contrôle.

Par application d'IAS 27, les effets des augmentations ou diminutions de pourcentages d'intérêt sans conséquence sur le contrôle d'une filiale sont constatés en capitaux propres.

La perte de contrôle exclusif donne lieu à la comptabilisation d'un résultat global de cession quand bien même un intérêt résiduel serait conservé.

## 5.2.2 Activités conjointes

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel le Groupe dispose de droits sur les actifs et d'obligations sur les passifs d'une entité. Chacun des coparticipants comptabilise les actifs, les passifs, les charges et les produits relatifs à ses intérêts dans l'activité conjointe.

## 5.2.3 Co-entreprises

Est considéré comme co-entreprise tout partenariat dans lequel le Groupe exerce un contrôle conjoint sur l'actif net de l'entité. La méthode de la mise en équivalence est alors appliquée. Les comptes consolidés du

Groupe comprennent la quote-part des profits et pertes réalisés et accumulés de cette entreprise sur la base du pourcentage de détention et ce, à compter du jour où l'influence notable commence jusqu'à ce qu'elle cesse. Quand la quote-part du Groupe dans les pertes dépasse le montant investi dans la participation, celui-ci est ramené à zéro. De nouvelles pertes ne sont pas prises en compte à moins que le Groupe en ait l'obligation.

## 5.2.4 Éliminations des transactions et soldes intra-groupes

Les soldes et transactions intra-groupes sont éliminés ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-groupes. Les profits latents résultant de transactions réalisées avec des entités associées ou sous contrôle conjoint sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt détenu par le Groupe.

## 5.2.5 Entreprises dont les actifs non courants sont détenus en vue de la vente, activités abandonnées ou en cours de cession

Un groupe d'actifs et de passifs non courants est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée par le biais de la vente et non par son utilisation continue. Pour ce faire, il faut que l'actif soit disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs au bilan, sur la ligne « Actifs des activités abandonnées ou en cours de cession ». Ces actifs sont évalués au plus faible de la valeur comptable ou de la juste valeur diminuée des coûts de cession. Les passifs d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés au bilan sur la ligne « Passifs des activités abandonnées ou en cours de cession ».

Une activité cédée ou en cours de cession est définie comme une composante de l'entreprise faisant l'objet soit d'une cession, soit d'un classement en actifs abandonnés ou en cours de cession, qui soit :

- représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe ;
- fait partie d'un plan global de cession d'une activité ou d'une zone géographique significative pour le Groupe ;
- est une filiale significative acquise uniquement dans le but de la revente.

S'agissant des activités abandonnées, le traitement du bilan n'est pas modifié.

Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées s'ils présentent un caractère significatif.

## 5.2.6 Conversion des monnaies étrangères

Dans les sociétés du Groupe, les transactions réalisées en monnaie étrangère sont converties au cours de change en vigueur au moment où elles sont effectuées. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent des opérations précitées sont inscrites au compte de résultat.

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés du Groupe exprimés dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la fin de l'année, et, les postes du compte de résultat dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros au cours de change annuel moyen ou au cours de change en vigueur à la date de la transaction. À la clôture de l'exercice, les différences de change qui surviennent lors de la nouvelle conversion des actifs nets du Groupe par rapport au cours de l'exercice précédent ainsi que celles survenant lors de la conversion au cours de clôture des résultats et transactions convertis au cours moyen ou effectif, sont imputées directement en autres éléments du résultat global.

Les *goodwill* et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de l'activité à l'étranger et convertis en euros au taux de clôture. Les bilans et résultats des sociétés du Groupe actives dans les économies hyper inflationnistes sont retraités pour tenir compte des changements de pouvoir d'achat des monnaies locales en utilisant les indices officiels ayant cours à la date du bilan. Ils sont ensuite convertis en euros au cours de change en vigueur à la fin de l'année.

## 5.2.7 Information sectorielle

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 Secteurs opérationnels.

Cette norme requiert que l'information sectorielle soit présentée conformément au reporting interne régulièrement examiné par le Directeur Général, principal décideur opérationnel, afin d'évaluer les performances de chaque secteur opérationnel et de leur allouer les ressources. Les secteurs sont définis en conformité avec la norme IFRS 8. Les résultats sectoriels représentent les résultats de l'activité de chaque



secteur. Les frais de siège ainsi que les frais de recherche et développement sont réalloués aux secteurs concernés.

Les actifs par activité comprennent l'ensemble des actifs courants et non courants. Les actifs du siège utilisés par les secteurs opérationnels sont réalloués aux secteurs concernés. Les participations détenues dans les sociétés mises en équivalence sont affectées aux secteurs auxquelles elles sont rattachées.

## 5.2.8 Compte de résultat

Le compte de résultat présente les charges et les produits par nature. Dans les charges, il distingue les consommations externes (matières premières, matières incorporables, utilités...), les frais de personnel, les amortissements et les autres charges d'exploitation (honoraires, loyers, etc.).

## 5.2.9 Méthodes d'évaluation et définitions

### 5.2.9.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de service à des tiers, soustraction faite de l'ensemble des déductions commerciales : remises et ristournes accordées aux clients, coûts liés aux accords commerciaux de développement ou aux actions promotionnelles facturées par les distributeurs. Ces déductions commerciales correspondent généralement à des remises sur volumes de ventes et/ou des services rendus par la GMS dont la construction de prix dépend de la nature des services rendus. Elles sont enregistrées dans le compte de résultat lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou des services est transféré à l'acheteur. Elles sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. La disposition des excédents de lait, les échanges entre confrères et la valorisation des coproduits sont traités comme des éléments du coût des matières consommées.

Concernant les programmes de fidélisation de la clientèle, la part de chiffre d'affaires relative aux avantages octroyés qui seront utilisés dans le futur en lieu et place de la constatation d'une provision représentative des coûts encourus par le Groupe au titre de ces mêmes avantages, est différée. Le chiffre d'affaires différé, correspondant à la juste valeur des avantages octroyés, est reconnu en résultat au cours de l'exercice où ces avantages sont convertis en prestations.

### 5.2.9.2 Contrats de location

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrat de location simple. Les paiements au titre de ces contrats (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

### 5.2.9.3 Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant est défini conformément à la recommandation du CNC 2009-R.03. Les éléments du résultat opérationnel n'en faisant pas partie sont des « Autres charges opérationnelles » et des « Autres produits opérationnels » résultant d'événements significatifs, inhabituels, anormaux et peu fréquents.

### 5.2.9.4 Charges et produits financiers

Les charges financières incluent les intérêts supportés sur les fonds empruntés auprès des tiers. Elles comprennent également les commissions bancaires et les différences de change.

Les produits financiers incluent les intérêts acquis sur les fonds placés auprès des tiers. Ils comprennent aussi les différences de change sur les actifs et les passifs financiers.

Les profits et les pertes sur les instruments de couverture de taux d'intérêt affectant le compte de résultat sont également enregistrés sur cette ligne.

### 5.2.9.5 Impôts

La ligne « Impôts sur les résultats » comprend les impôts courants sur les bénéfices ainsi que les impôts différés. L'effet fiscal sur les éléments comptabilisés directement en capitaux propres est également enregistré directement en capitaux propres.

Sur la base d'une analyse en substance, le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) est traité en subvention d'exploitation conformément à IAS 20. Par ailleurs, le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) est classé en diminution des frais de personnel.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont comptabilisés sur les différences entre la valeur comptable au bilan des actifs et passifs et leur base fiscale telle qu'elle est retenue pour le calcul du bénéfice imposable, selon la méthode bilantielle du report variable.

Des impôts différés passifs sont calculés sur toutes les différences temporelles imposables à l'exception des écarts d'acquisition non déductibles. Des impôts différés actifs sont calculés sur toutes les différences temporelles déductibles ainsi que sur les pertes fiscales à reporter dans la mesure où il est probable que de futurs bénéfices imposables permettant leur imputation seront disponibles. À chaque clôture, la valeur nette comptable des impôts différés est revue sur la base des prévisions à trois ans. Une provision est enregistrée dès lors que les perspectives de résultat et donc de charges d'impôt probables des 3 prochains exercices ne permettent pas d'assurer la recouvrabilité des impôts différés actifs nets.

Les impôts différés sont calculés par application de la législation en vigueur sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'effet de tout changement de taux d'impôt est enregistré au compte de résultat à l'exception de ceux liés directement aux éléments de capitaux propres.

#### 5.2.9.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, lorsqu'elles sont propriétés du Groupe, sont inscrites au bilan à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Elles sont amorties linéairement, par composant, en fonction de leur durée d'utilité et en tenant compte des valeurs résiduelles éventuelles.

Les principales durées d'utilité sont les suivantes :

• bâtiments et aménagements	10 à 30 ans
• machines et équipements	5 à 20 ans
• outillage, mobilier, matériel informatique et divers	3 à 15 ans
• véhicules	4 à 7 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Les intérêts sur le financement des immobilisations en-cours de construction sont capitalisés conformément à IAS 23 révisée. Toute dépense future est inscrite au compte de résultat au cours de l'exercice où elle est encourue à l'exception du cas où elle accroîtrait la capacité de l'actif immobilisé auquel elle est liée à générer des avantages économiques futurs.

Des immobilisations corporelles peuvent être mises à disposition du Groupe par des contrats de location ou de crédit-bail de longue durée. Lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété est supportée par le Groupe, ces contrats sont comptabilisés comme des contrats de location financement, en inscrivant à l'actif le montant le moins élevé de la juste valeur du bien ou de la valeur actuelle des paiements minimaux lors de la signature du contrat, diminué des amortissements et des pertes de valeur, calculés de la même manière que pour des immobilisations corporelles de même destination. La contrepartie de ces actifs est une dette financière.

Les subventions d'équipement sont déduites de la valeur brute des immobilisations.

#### 5.2.9.7 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles acquises telles que les systèmes d'information de gestion, les droits de propriété intellectuelle, les droits d'exercer des activités (droits exclusifs de vente, droits au bail...) et les marques.

Les écarts d'acquisition y compris les zones de lait représentent l'excédent qui existait entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs nets identifiables, à la date d'acquisition des activités nouvelles. L'écart d'acquisition se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les « Participations dans les entreprises associées ». L'écart d'acquisition comptabilisé séparément est soumis à un test de dépréciation au minimum annuel et plus fréquent s'il existe des indices de perte de valeur. Il est évalué à son coût déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur des écarts d'acquisition ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition lié à l'entité cédée. Aux fins de réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou aux groupes d'unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux écarts d'acquisition. Une unité génératrice de trésorerie correspond généralement à une zone géographique.

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité lorsqu'elle est déterminable ce qui est le cas pour les systèmes d'information de gestion (3 à 7 ans), les droits de propriété intellectuelle (selon la protection juridique) et les droits d'exercer (selon les termes des contrats). Du fait de la notoriété des marques acquises, leur durée d'utilité ne peut être déterminée, elles ne sont donc pas amorties. Elles font l'objet, à chaque clôture annuelle ou intermédiaire s'il existe un indice de perte de valeur, d'un test de perte de valeur dans les mêmes conditions que pour les écarts d'acquisition.

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels et à leur mise en service sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les mettre en service. Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Lorsqu'ils confèrent un caractère unique aux logiciels acquis ou produits contrôlés par le Groupe, les coûts de développement, comprenant les coûts salariaux des personnels participant au développement et une quote-part appropriée des frais généraux, sont inscrits au bilan dès lors qu'ils généreront des avantages économiques futurs attendus et sont amortis sur la durée d'utilité des logiciels concernés.

Les frais de recherche sont intégralement inscrits au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

Les frais résultant du développement (ou de la phase de développement d'un projet interne) doivent être immobilisés si, et seulement si, une entité peut démontrer tout ce qui suit :

- (a) la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- (b) son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- (c) sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- (d) la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;
- (e) la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- (f) sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Au niveau du Groupe, les frais de développement sont liés à des nouveaux produits et ne sont pas comptabilisés en tant qu'actifs, la probabilité des avantages économiques futurs ne se manifestant que lorsque les produits sont sur le marché.

#### **5.2.9.8 Dépréciation des actifs non financiers**

Les écarts d'acquisition et les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis et sont soumis à un test annuel de dépréciation. Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison d'événements ou de circonstances particulières, le caractère recouvrable de leurs valeurs comptables est mis en doute. La valeur recouvrable d'un actif représente sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Lesdits actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie, qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants.

Les tests de dépréciation des UGT sont réalisés en comparant la valeur recouvrable de ces actifs ou de ces unités génératrices de trésorerie à leur valeur comptable. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir des projections de flux futurs de trésorerie basés sur les prévisions financières en général à 3 ans approuvées par la Direction. Au-delà de la période de trois ans, les flux futurs de trésorerie sont extrapolés sur la base de la dernière année sans croissance. Les flux nets futurs de trésorerie attendus sont actualisés au coût moyen pondéré des capitaux, ajusté du risque géographique spécifique inhérent aux actifs et de l'inflation pour les pays hors zone Euro.

Une dépréciation (imputée en priorité sur les écarts d'acquisition) est comptabilisée en autres charges opérationnelles à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Les tests de perte de valeur des marques consistent à calculer la valeur recouvrable de la marque en utilisant l'approche par la prime. Cette méthode consiste à estimer la part de flux futurs générés par la marque par comparaison avec les flux futurs que l'activité pourrait générer sans la marque.

Pour les actifs non financiers (autres que les écarts d'acquisition) ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture annuelle ou intermédiaire.

#### **5.2.9.9 Actifs financiers**

Les actifs financiers qui ont une échéance supérieure à une année (sauf pour les instruments de capitaux propres) comprennent les créances non courantes et les autres instruments financiers comme les participations dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable. Suivant les raisons qui ont motivé leur acquisition, les actifs financiers sont classés en « Titres détenus jusqu'à l'échéance » ou en « Titres disponibles à la vente ». Ils sont comptabilisés dès que la transaction est réalisée.

Les créances ne portant pas intérêt sont évaluées à leur juste valeur sur la base du taux de marché.

La majorité des actifs financiers relève de la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente et de la catégorie des actifs détenus jusqu'à échéance.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Les gains ou pertes non réalisés sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global sauf en cas de baisse significative ou durable, auquel cas, les pertes sont constatées en compte de résultat. Lors de la vente de ces éléments, les ajustements de valeur figurant en capitaux propres sont comptabilisés au compte de résultat. La juste valeur est déterminée sur la base du prix de marché à la date de conclusion du contrat pour les instruments cotés ou de techniques d'actualisation des flux futurs de trésorerie fondés sur les données de marché pour les autres instruments.

Les créances non courantes et les autres instruments représentatifs de dettes dont les clauses contractuelles prohibent la vente sont désignés comme actifs détenus jusqu'à l'échéance. Ils sont inscrits au bilan selon la méthode du coût amorti net de toute perte de valeur durable constatée.

#### **5.2.9.10 Stocks**

Les stocks sont évalués au plus bas du coût ou de la valeur nette de réalisation.

Le lait acheté est évalué au coût d'achat réel à la date de clôture. Les stocks de lait produit par les troupeaux appartenant au Groupe sont évalués à la juste valeur à la date de production, diminuée des frais estimés du point de vente. Les produits finis achetés sont évalués à leur coût d'achat réel. Les produits en cours de fabrication et les produits finis sont évalués à leur coût qui comprend les frais directs de production et une allocation de frais communs et d'amortissement des centres de production. Il n'inclut pas les coûts d'emprunt.

La méthode du premier entré premier sorti est appliquée pour comptabiliser les mouvements de stocks des matières premières hors lait ainsi que des stocks de produits finis achetés. La méthode du coût moyen pondéré est utilisée dans les autres cas.

Si la valeur nette de réalisation que représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normale d'un élément quelconque, déduction faite des frais de vente, est inférieure à son coût établi comme décrit ci-dessus, une provision de la différence est comptabilisée.

#### **5.2.9.11 Clients et autres créances**

Les clients et autres créances sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis ultérieurement évalués à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des dépréciations. La dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la dépréciation représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. Les charges constatées d'avance sont incluses dans cette ligne.

La créance prend un caractère irrécouvrable et est comptabilisée comme telle, lorsqu'il peut être démontré du défaut du créancier, par l'obtention d'un certificat d'irrécouvrabilité ou toute preuve établissant le défaut irrémédiable du créancier, ou encore à l'expiration du délai de prescription.

#### **5.2.9.12 Trésorerie et équivalents Trésorerie**

La ligne « Trésorerie et équivalents Trésorerie » se décompose en trésorerie, équivalents trésorerie, titres négociables, placements à court terme et autres. Les équivalentes trésoreries regroupent les dépôts bancaires à terme et les placements à taux fixe dont l'échéance à compter de la date d'acquisition est égale ou inférieure à trois mois. Les dépôts à terme de plus de trois mois ne sont susceptibles d'être classés en équivalents de trésorerie que s'il existe des options de sortie exerçables à tout moment ou au maximum tous les trois mois, que ces options soient initialement prévues au contrat et exerçables sans pénalité. Les dépôts à terme et placements à taux fixes doivent être également soumis à un risque négligeable de changement de valeur ; ceux dont l'échéance est supérieure à trois mois et qui ne satisfont pas les conditions énoncées ci-dessus, ou dont l'échéance est inférieure à trois mois mais susceptible de changement de valeur font partie des « Autres actifs financiers courants », conformément à la norme IAS 7 et aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

La trésorerie est évaluée à sa juste valeur. Tous les gains et pertes non réalisés sont enregistrés en compte de résultat.

Dans le cas où certains titres négociables seraient détenus en vue d'obtenir un profit à court terme, ils sont évalués à leur juste valeur. Tous les profits ou pertes réalisés ou non sont comptabilisés directement en résultat.

La juste valeur est déterminée sur la base du prix de marché à la date de conclusion du contrat pour les instruments cotés ou sur la base de techniques d'actualisation des flux futurs de trésorerie fondés sur les données de marché pour les autres instruments.

### **5.2.9.13 Instruments financiers dérivés**

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe pour gérer les risques de change, de taux d'intérêts et de prix de certaines matières premières auxquels il est confronté dans le cadre de ses activités.

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe sont principalement des contrats de change à terme ferme ou optionnel, des contrats d'achat de matières premières à terme ferme ou optionnel et des contrats d'échange de devise ou de taux d'intérêts.

Tous les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur est déterminée :

- soit en fonction de prix cotés sur un marché actif ;
- soit au moyen de techniques d'évaluation internes telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie, ces modèles intégrant des données observables sur le marché ;
- soit à partir de techniques de valorisation internes intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables.

Sous certaines conditions, la comptabilité de couverture peut être appliquée lorsque les instruments financiers compensent, en totalité ou partiellement, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'actifs ou de passifs comptabilisés ou d'engagement ferme. Elle est également appliquée pour les instruments dérivés désignés comme couverture d'un risque spécifique associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction future, hautement probable ou bien comme couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger. L'efficacité des couvertures est appréciée à intervalles réguliers, et au moins tous les trimestres.

Les couvertures de juste valeur comprennent les dérivés servant à couvrir le risque de change et/ou de taux d'intérêt. Le profit ou la perte résultant de la réévaluation de ces instruments de couverture à la juste valeur à la date du bilan est enregistré immédiatement dans le compte de résultat. L'ajustement au bilan de l'élément couvert est réalisé en tenant compte du risque couvert et les variations de juste valeur du risque couvert sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir les flux financiers liés aux transactions futures telles que les ventes à l'exportation, les achats d'équipements en devises, la variation de prix et/ou de cours de change pour les achats de matières premières ainsi que les fluctuations anticipées de taux d'intérêts. Lorsque la couverture est efficace, la part efficace du gain ou de la perte résultant de l'évaluation de la juste valeur des instruments de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. La part inefficace de la variation de juste valeur est enregistrée immédiatement en compte de résultat. Lorsqu'un actif ou un passif résultant d'une transaction future couverte est comptabilisé au bilan, les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture précédemment enregistrés en capitaux propres sont transférés au coût d'acquisition du dit actif ou passif.

Des instruments financiers dérivés sont également utilisés pour réduire l'exposition au risque de change de l'investissement net dans une entité étrangère. Les variations de juste valeur de ces instruments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la vente ou la sortie de l'investissement net.

Les dérivés de transactions comprennent les instruments dérivés utilisés conformément à la politique de gestion des risques du Groupe mais pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée. Les dérivés acquis dans le but d'atteindre des objectifs de rendement des portefeuilles d'investissement font également partie de cette catégorie de dérivés. Leurs variations de juste valeur sont enregistrées en compte de résultat.

### **5.2.9.14 Capital social**

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts complémentaires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts.

Lorsqu'une des sociétés du Groupe achète des actions de la Société (actions propres), le montant versé en contrepartie, y compris les coûts supplémentaires directement attribuables (nets de l'impôt sur le résultat), est déduit des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société jusqu'à l'annulation, la réémission ou la cession des actions. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts supplémentaires directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

### **5.2.9.15 Dettes à court, moyen et long terme**

Les dettes portant intérêts sont initialement comptabilisées à leur juste valeur nette des coûts de transactions encourus. Elles sont ensuite évaluées en application de la méthode du coût amorti. La différence entre la juste valeur à l'émission et le montant remboursé est amortie en fonction de la durée de la dette ou de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. Ils sont classés en passifs courants à moins qu'il n'existe un droit inconditionnel de reporter le règlement de la dette au minimum douze mois après la clôture.

### **5.2.9.16 Options de vente accordées aux détenteurs de participation ne donnant pas le contrôle**

En application d'IAS 32, lorsque des actionnaires minoritaires disposent d'options de vente de leur participation, les intérêts ne conférant pas le contrôle sont reclassés en dettes, cette dernière étant mesurée à la valeur actualisée du prix d'exercice de l'option.

Suite à la révision de la norme IAS 27, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2010, l'écart entre la valeur de la dette, et la valeur des intérêts ne conférant pas le contrôle est imputé sur les capitaux propres part du Groupe.

Le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy a choisi de figer les écarts d'acquisitions relatifs aux options de vente accordées aux actionnaires minoritaires émises avant la révision de la norme IAS 27. Les variations ultérieures de la dette relatives au changement de la valeur estimée du prix d'exercice de l'option sont enregistrées en capitaux propres – part groupe et non plus en écart d'acquisition comme auparavant. L'effet de la désactualisation de la dette financière est constaté en résultat.

Les options de vente sont classées au bilan dans les autres passifs non courants, leur montant étant jugé significatif à l'échelle du Groupe, ceci conformément à la norme IAS 1.58.

### **5.2.9.17 Engagements envers le personnel et paiements fondés sur des actions**

Selon les lois et usages de chaque pays, les sociétés du Groupe ont des obligations en termes de retraite, préretraite, indemnités de départ, régimes de prévoyance et autres avantages à long terme (médailles du travail, jubilés, etc.). Ces obligations s'appliquent généralement à l'ensemble des salariés et/ou ex-salariés des sociétés concernées.

Pour les régimes à cotisations définies et autres avantages à court terme, le coût de l'exercice est passé en charges sur la base des appels de cotisations ou sur la base des crédits de droits à prestation.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont déterminés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, les probabilités de mortalité, de rotation du personnel et de projections de salaires, ainsi que les hypothèses spécifiques à chaque régime et les dispositions réglementaires.

Les taux d'actualisation sont déterminés en référence au rendement, à la date d'évaluation, des obligations émises par les entreprises de premier rang (ou par l'État s'il n'existe pas de marché représentatif pour les emprunts privés) de maturité équivalente et de même monnaie que celles des engagements.

Les rendements attendus sont évalués en utilisant ce même taux d'actualisation.

Les gains et les pertes actuariels résultant des changements d'hypothèses actuarielles ou d'écarts d'expérience sont reconnus sur l'exercice dans les autres éléments du résultat global. Ils ne sont jamais recyclés par le résultat.

Le coût des services passés relatifs à un amendement ou à une modification du régime est constaté immédiatement en résultat de l'exercice. Pour chaque plan, lorsque le montant à comptabiliser (montant de l'engagement net de la valeur des actifs de couverture et des éléments différés) est un passif, il figure en « Provisions ». Lorsqu'il s'agit d'un actif, il est inclus en « Autres actifs financiers ».

La charge de retraite est comptabilisée en frais de personnel hormis les coûts financiers et les rendements sur les actifs du régime, qui sont classés en résultat financier.

Certaines filiales offrent d'autres avantages à long terme, essentiellement des médailles du travail. Le coût de ces avantages est déterminé par calcul actuariel et comptabilisé en résultat sur la durée du service. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement.

Le Groupe a mis en place un plan de rémunération qui se dénoue en instruments de capitaux propres (options sur actions). La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'options est comptabilisée en charges en contrepartie des capitaux propres. Le montant total comptabilisé en charge sur la période d'acquisition des droits est déterminé par référence à la juste valeur des options octroyées en date d'attribution. À chaque date de clôture, l'entité réexamine le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables.

Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres. Les sommes perçues lorsque les options sont levées, sont créditées aux postes « Capital social » (valeur nominale) et « Prime d'émission », nettes des coûts de transaction directement attribuables.

### **5.2.9.18 Autres provisions**

Les provisions pour remise en état de site, pour coûts de restructuration, pour actions en justice et pour risques divers sont comptabilisées lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés s'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de la provision peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour restructuration englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail et ne sont comptabilisées que lorsque des plans détaillés ont été établis et qu'un commencement de mise en œuvre ou une annonce ont créé une attente. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Lorsqu'il existe un certain nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire au règlement de ces obligations est déterminée en considérant la catégorie d'obligations comme un tout. Bien que la probabilité de sortie pour chacun des éléments soit faible, il peut être probable qu'une certaine sortie de ressources sera nécessaire pour régler cette catégorie d'obligations dans son ensemble. Si tel est le cas, une provision est comptabilisée.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Le taux d'actualisation avant impôt utilisé pour déterminer la valeur actuelle reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de la désactualisation est comptabilisée en charges d'intérêt.

## **5.2.10 Gestion du risque financier**

### **5.2.10.1 Risque financier**

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risques de marché, risque de crédit et risque de liquidité. La gestion des risques vise à minimiser leurs effets potentiellement défavorables sur la performance financière du Groupe. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions au risque.

La gestion du risque est assurée conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'Administration. Les risques financiers sont identifiés, évalués et couverts en collaboration étroite avec les unités opérationnelles du Groupe. Pour chaque catégorie de transactions, des procédures spécifiques précisent les instruments utilisables, les montants maximum autorisés, les contreparties possibles et les contrôles à effectuer.

### **5.2.10.2 Risque de marché**

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que le cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans les limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité, risque. En ce qui concerne les cours de matières premières (principalement le lait, le beurre et la poudre), le Groupe ne peut gérer ces risques qu'en présence de marchés organisés ce qui n'est le cas qu'aux États-Unis.

### **5.2.10.3 Risque de change**

Le Groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé au risque de change en raison de l'implantation locale de ses unités de production. Le risque de change porte sur des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs en devises enregistrés au bilan et des investissements nets dans des entités étrangères.

Pour gérer le risque de change lié aux transactions commerciales futures et aux actifs et aux passifs en devises enregistrés au bilan, les entités du Groupe recourent à des contrats de change à terme fermes ou optionnels.

Dans le cadre de sa gestion des risques, le Groupe a pour politique de couvrir environ 80 % du montant des transactions futures anticipées dans chaque devise importante sur les 12 mois à venir.

Le Groupe détient certains investissements dans des activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion de devises.

#### **5.2.10.4 Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts initialement émis à taux fixe exposent le Groupe au risque de variation de prix sur taux d'intérêt. Le Groupe adapte ses décisions de couverture de taux en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et de ses en cours de financement.

#### **5.2.10.5 Risque de crédit**

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients (*cf. note 17*), des titres de placement (*cf. note 14*), et des instruments financiers dérivés actifs (*cf. note 18*).

Le Groupe ne présente pas de concentration importante de risque de crédit. Il a mis en place des politiques lui permettant de s'assurer que les clients achetant ses produits ont un historique de risque de crédit approprié. Une politique de contreparties bancaires est définie. Elle vise à répartir de manière ciblée les en cours placés et les instruments dérivés auprès de banques et d'institutions financières de premier ordre. Elle vise à éviter d'être exposée à des concentrations significatives des risques financiers.

#### **5.2.10.6 Risque de liquidité**

Le risque de liquidité résulte du fait que certaines contreparties pourraient ne pas remplir leurs obligations en termes de financements ou de placements. En termes de financement, la liquidité est assurée par une politique de lignes à long et moyen termes confirmées et partiellement utilisées. En termes de placements, la liquidité est assurée en minimisant l'exposition aux placements non monétaires (*cf. notes 25 et 28*).

#### **5.2.10.7 Estimation de la juste valeur**

Certaines méthodes comptables du Groupe de même que certaines informations à fournir impliquent d'évaluer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers. Le Groupe possède un dispositif pour contrôler les évaluations de juste valeur sous le contrôle de la Direction Financière du Groupe.

La juste valeur est déterminée :

- soit en fonction de prix cotés sur un marché actif ;
- soit au moyen de techniques d'évaluation internes telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie, ces modèles intégrant des données observables sur le marché ;
- soit à partir de techniques de valorisation internes intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables.

La valeur nominale, diminuée des provisions pour dépréciation, des clients et autres débiteurs et des fournisseurs et autres créanciers est présumée correspondre à la juste valeur de ces éléments.

#### **5.2.10.8 Estimations et jugements comptables déterminants**

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes internationales, nécessite que le Groupe procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe. Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les évaluations des écarts d'acquisition, des autres actifs incorporels et corporels, les provisions, les engagements de retraite et les impôts différés. Les estimations utilisées par le Groupe sur ces différents thèmes sont élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'établissement des comptes et détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque problématique (*cf. notes 7, 12, 13, 15, 24*).

#### **5.2.10.9 Gestion du capital**

La politique du Groupe consiste à maintenir un niveau de fonds propres suffisant, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité.

Les membres du personnel détiennent 2,81 % des actions ordinaires à travers un plan d'épargne entreprise.

Occasionnellement, le Groupe achète ses propres actions sur le marché. Le rythme de ces achats dépend des besoins de gestion du capital et des cours. Ces actions sont principalement utilisées dans le cadre des programmes d'attribution d'options sur actions du Groupe. Les décisions d'achat et de vente sont prises au cas par cas.

Le Groupe n'a pas modifié sa politique en matière de gestion du capital au cours de l'exercice 2017.



Ni la Société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques externes en matière de capital.

## NOTE 1. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au cours de l'exercice 2017 les principales évolutions de périmètre concernent :

- cession d'une participation de 10,38 % dans la société Financière Louis le 18 mai 2017, cette opération a été réalisée à la suite du désengagement du fonds 21 Central Partners dans le capital de cette société.

Cette opération concerne le secteur « Autres ».

- exercice de l'option d'achat de 28 % dans le capital de la société roumaine Delaco Distribution, le 9 juin 2017, le Groupe détient désormais 100 % de la participation ;
- acquisition de 96 % via notre société russe BEV de Belebeevski Molochny Kombinat (B.M.K.) appelée également Belebey et de sa filiale AGRO 2000 le 22 décembre 2017. Belebeevski Molochny Kombinat est spécialisée dans les pâtes pressées. Le projet s'inscrit dans la stratégie de croissance à l'internationale de SAVENCIA Fromage & Dairy. Grâce à cette implantation dans un pays à forte consommation fromagère, le Groupe va pouvoir développer une position majeure sur le marché russe avec des marques de spécialités.

L'opération étant réalisée en fin d'exercice, le calcul du *goodwill*, de l'ordre de 109 millions d'euros, est provisoire et fera l'objet d'ajustement et d'affectation dans la période de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

Une option d'achat et de vente des 4 % détenus par l'actionnaire minoritaire, valorisée à 6,1 millions d'euros et comptabilisée au bilan, sera exerçable à compter du début de la quatrième année qui suit l'acquisition principale.

L'intégration de ces deux sociétés en fin d'année n'a pas d'impact sur le compte de résultat consolidé 2017 ;

- liquidation de la société ESBON en Turquie le 24 décembre 2017.

Ces opérations concernent le secteur des « Produits Fromagers ».

Au cours de l'exercice 2016 la principale évolution de périmètre a été la suivante :

- cession d'une participation de 24,94 % dans la Société Lacto Sérums France SA le 15 juin 2016. Le résultat de cession n'était pas matériel.

Cette opération concernait le secteur des « Produits Fromagers ».

## NOTE 2. INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Directeur Général, principal décideur opérationnel. Les informations du reporting interne sont préparées en conformité avec le référentiel comptable appliqué par le Groupe.

Les secteurs opérationnels sont au nombre de deux :

**Les Produits Fromagers** : ce secteur regroupe la production et la distribution de fromages de marque et spécialités fromagères sur la plupart des marchés.

**Les Autres Produits Laitiers** : ce secteur regroupe la production et la distribution des crèmes fraîches et beurres de grande consommation, des produits pour la restauration commerciale (crèmes fraîches et UHT, préparations pour desserts, beurres pâtisseries, crèmes longue conservation) et des préparations à base de lait pour l'hôtellerie de luxe internationale.

Cette activité regroupe également les beurres techniques et les protéines laitières à haute spécificité pour les industries alimentaires, les industries de la nutrition et de la santé.

Parmi les indicateurs clés de performance revus et utilisés par le principal décideur opérationnel, seuls le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel courant et la marge opérationnelle courante font l'objet d'un suivi par secteur d'activité. Les autres indicateurs, notamment ceux relatifs aux flux de trésorerie et l'endettement net sont établis et analysés au niveau Groupe.

Les éléments de résultat résumé répartis par secteur d'activité se présentent et se rapprochent du bilan du Groupe comme suit :

En milliers d'euros	12 mois							
	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
CA par secteur	2 761 010	2 611 667	2 233 143	1 941 794	68 076	67 515	5 062 229	4 620 976
CA inter-secteur	- 105 946	- 110 520	- 52 468	- 42 837	- 50 999	- 49 258	- 209 413	- 202 615
<b>CA externe</b>	<b>2 655 064</b>	<b>2 501 147</b>	<b>2 180 675</b>	<b>1 898 957</b>	<b>17 077</b>	<b>18 257 485</b>	<b>2 852 816</b>	<b>4 418 361</b>
Dotations aux amortissements et provisions	- 77 554	- 79 671	- 39 659	- 37 120	- 7 497	- 8 476	- 124 710	- 125 267
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>147 289</b>	<b>156 079</b>	<b>43 779</b>	<b>46 966</b>	<b>- 18 360</b>	<b>- 15 942</b>	<b>172 708</b>	<b>187 103</b>
<b>Marge opérationnelle courante*</b>	<b>5,3 %</b>	<b>6,0 %</b>	<b>2,0 %</b>	<b>2,4 %</b>			<b>3,6 %</b>	<b>4,2 %</b>
Coûts de restructuration	- 2 136	- 1 824	- 467	- 532	- 2 668	- 1 476	- 5 271	- 3 832
Dépréciation de valeur d'actif	- 10 329	- 13 354	- 2 215	401	-	-	- 12 544	- 12 953
<b>Résultat sectoriel</b>	<b>134 824</b>	<b>140 901</b>	<b>41 097</b>	<b>46 835</b>	<b>- 21 028</b>	<b>- 17 418</b>	<b>154 893</b>	<b>170 318</b>

\* Le calcul de la marge opérationnelle n'est pas pertinent sur le secteur « Autres ».

Les éléments du bilan répartis par secteur d'activité se présentent et se rapprochent du bilan du Groupe comme suit :

En milliers d'euros	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
	Total des actifs dont :	2 238 965	2 112 879	1 218 744	1 186 146	19 973	11 710	3 477 682
Participations dans les entreprises associées	120 434	113 609	843	849	-	3 959	121 277	118 417

Les éléments de flux d'investissement par secteur d'activité se présentent et se rapprochent des flux du Groupe comme suit :

En milliers d'euros	12 mois							
	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Investissements incorporels et corporels	110 481	103 707	53 053	69 121	12 847	7 495	176 381	180 323

Passage du résultat par secteur d'activité au résultat de l'exercice :

En milliers d'euros	12 mois	
	2017	2016
<b>Résultat sectoriel</b>	<b>154 893</b>	<b>170 318</b>
Autres charges opérationnelles	- 4 935	- 444
Autres produits opérationnels	3 295	11 119
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>153 253</b>	<b>180 993</b>
Charges financières	- 29 363	- 38 278
Produits financiers	13 297	10 210
Quote-part de résultat net des entreprises associées	5 419	6 715
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>142 606</b>	<b>159 640</b>
Impôts sur les résultats	- 46 147	- 47 693
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>96 459</b>	<b>111 947</b>

Chiffre d'affaires, investissements incorporels et corporels et total des actifs par zone géographique :

<i>En milliers d'euros</i>	France	Reste de l'Europe	Reste du monde
<b>Chiffre d'affaires</b>			
Au 31 décembre 2017	1 409 641	1 933 896	1 509 279
Au 31 décembre 2016	1 312 416	1 752 683	1 353 262
<b>Investissements incorporels et corporels</b>			
Au 31 décembre 2017	106 114	28 807	41 460
Au 31 décembre 2016	94 383	35 936	50 004
<b>Total des actifs</b>			
Au 31 décembre 2017	3 001 703	298 795	177 184
Au 31 décembre 2016	2 774 484	334 343	201 908

### NOTE 3. CONSOMMATIONS EXTERNES

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2017	2016
Marchandises et matières consommées	- 3 452 470	- 2 984 768
Production stockée	39 307	40 676
Production immobilisée	4 295	2 837
Autres matières consommées non stockées	- 214 128	- 213 616
Ventes d'excédents, échanges de lait et ventes de co-produits	423 642	390 959
	<b>- 3 199 354</b>	<b>- 2 763 912</b>

Les évolutions des postes « Marchandises et matières consommées » d'une part, et « Ventes d'excédents, échanges de lait et ventes de co-produits » d'autre part, sont directement liées aux fluctuations de l'économie laitière.

### NOTE 4. FRAIS DE PERSONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2017	2016
Rémunération du personnel	- 558 540	- 542 447
Charges sociales	- 225 140	- 218 987
Participation des salariés	- 11 137	- 13 944
Personnel extérieur à l'entreprise	- 65 072	- 63 966
Subventions	321	175
	<b>- 859 568</b>	<b>- 839 169</b>

L'effectif moyen, comprenant également le personnel intérimaire, est de 19 485 personnes en 2017 (contre 19 307 en 2016). Cet effectif se répartit à raison de 8 081 personnes en France, 5 883 personnes en Europe (hors France) et 5 521 personnes dans les autres pays.

Les effectifs employés en France se répartissent par catégorie professionnelle à raison de 19 % de cadres, 30 % d'ETAM et 51 % d'ouvriers.

### NOTE 5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2017	2016
Dotations aux amortissements	- 126 930	- 121 973
Dotations et reprises de provisions d'exploitation	2 220	- 3 294
	<b>- 124 710</b>	<b>- 125 267</b>

## NOTE 6. AUTRES CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION

En milliers d'euros	12 mois	
	2017	2016
Services extérieurs <sup>(1)</sup>	- 458 209	- 467 664
Impôts et taxes	- 40 791	- 39 231
Autres produits nets d'exploitation <sup>(2)</sup>	2 524	3 985
	<b>- 496 476</b>	<b>- 502 910</b>

(1) Dont 0,9 million d'euros de frais d'acquisition (0,2 million d'euros en 2016).

(2) Les autres produits d'exploitation comprennent les crédits d'impôt recherche pour 3,3 millions d'euros (3,9 millions d'euros en 2016).

Parmi les Services extérieurs, le poste « honoraires des commissaires aux comptes » représente 2 millions d'euros dont 1,1 million d'euros pour KPMG Audit ID, et 0,9 million d'euros pour PWC Audit, montants équivalents à ceux de 2016. Le montant afférent aux autres prestations rendues s'élève à 0,1 million d'euros pour PWC et à 0,2 million d'euros pour KPMG en 2017. Cela correspond principalement à l'accompagnement des normes IFRS ou de services de conformités fiscales étrangères. Ce montant n'était pas significatif en 2016.

## NOTE 7. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les « Autres produits et charges opérationnels » comprennent en 2017 des dépréciations nettes de valeurs de certains actifs pour un montant de 12,5 millions d'euros (cf. notes 12 et 13), des charges nettes de restructurations industrielles pour 5,3 millions d'euros, des litiges, risques fiscaux et indemnités représentant un produit de 2,8 millions d'euros, et divers autres éléments représentant une charge de 4,5 millions d'euros.

En 2016, ils sont composés de dépréciations nettes de valeurs de certains actifs pour un montant de 13 millions d'euros, des charges nettes de restructurations industrielles pour 3,8 millions d'euros, des litiges, risques fiscaux et indemnités nets représentant un produit de 0,4 million d'euros, des remboursements de sinistres pour 5,8 millions d'euros et divers autres éléments représentant un produit net de 4,5 millions d'euros.

## NOTE 8. RÉSULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	12 mois	
	2017	2016
Charges financières d'intérêts (1)	- 14 837	- 17 886
Commissions bancaires	- 5 047	- 5 105
Autres charges financières nettes	- 6 219	- 4 283
Change net	- 3 260	- 11 004
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	<b>- 29 363</b>	<b>- 38 278</b>
Produits financiers (2)	12 189	10 004
Protection de taux d'intérêt net (3)	1 108	206
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>13 297</b>	<b>10 210</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES NETTES</b>	<b>- 16 066</b>	<b>- 28 068</b>
Dont charges d'intérêts, net (1)+(2)+(3)	- 1 540	- 7 676

Le résultat financier au 31 décembre 2017 est impacté positivement par la baisse des charges financières liée à la baisse des taux court terme en zone euro et par une évolution plus favorable du résultat de change par rapport à l'année dernière.

## NOTE 9. PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les seules co-entreprises du Groupe sont les sociétés Compagnie des Fromages et RicheMonts (CF & R) en France et sa filiale Sodiaal GmbH en Allemagne détenues à 50 %.

Ce partenariat a été créé début 2008 avec Sodiaal afin de bénéficier de la complémentarité des marques, des moyens industriels, des positions commerciales et des savoir-faire des deux entreprises rapprochées.

Le Groupe détient également des intérêts dans quelques entreprises associées, qui considérées individuellement, n'ont pas de caractère significatif.

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2017	2016
Quote-part dans les résultats avant impôts	5 723	9 942
Quote-part dans les impôts	- 304	- 3 227
<b>Quote-part nette</b>	<b>5 419</b>	<b>6 715</b>

Au 31 décembre 2017, la variation du poste Participation dans les co-entreprises et entreprises associées s'explique par :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>118 417</b>	<b>126 344</b>
Variation de périmètre <sup>(1)</sup>	- 872	- 13 299
Résultat de la période <sup>(2)</sup>	5 419	6 715
Dividendes distribués	- 1 196	- 1 269
Autres	- 63	23
Variation écart de conversion	- 428	- 97
<b>SOLDE FIN DE PÉRIODE</b>	<b>121 277</b>	<b>118 417</b>

(1) Au cours de l'exercice 2017, le Groupe a cédé sa participation de 10,38 % dans l'entreprise associée Financière Louis. Au cours de l'exercice 2016, le Groupe avait cédé sa participation de 24,94 % dans l'entreprise associée Lacto Sérum France SA.

(2) Comprend 3,1 millions d'euros au titre de la perte de Financière Louis avant cession.

<i>En milliers d'euros</i>	Compagnie des Fromages et RicheMonts	
	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Actifs courants	176 688	179 356
Actifs non courants	174 251	172 554
<b>Actifs</b>	<b>350 939</b>	<b>351 910</b>
Capitaux propres	204 883	190 752
Passifs courants	112 576	124 589
Passifs non courants	33 480	36 569
<b>Passifs et capitaux propres</b>	<b>350 939</b>	<b>351 910</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 957	706
Passifs financiers courants	125	2 166
Passifs financiers non courants	3 991	4 842

<i>En milliers d'euros</i>	Compagnie des Fromages et RicheMonts	
	12 mois	
	2017	2016
Chiffre d'affaires	540 016	522 689
Résultat net	16 648	11 979
Autres ajustements	- 1 033	- 25
Autres éléments du résultat global	- 125	45
Résultat global de l'exercice	15 490	11 999

<i>En milliers d'euros</i>	Compagnie des Fromages et RicheMonts	
	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Dividendes versés par la co-entreprise ou l'entreprise associée	- 1 196	- 1 260

Réconciliation de ces montants avec la valeur de mise en équivalence :

<i>En milliers d'euros</i>	Compagnie des Fromages et RicheMonts	
	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Capitaux propres	204 883	190 752
Pourcentage de détention	50 %	50 %
Quote-part de capitaux propres	102 442	95 376
Autres ajustements	4 582	5 099
<b>Valeur des intérêts du Groupe dans la co-entreprise</b>	<b>107 024</b>	<b>100 475</b>
Résultat net des entreprises associées	15 615	12 960
Pourcentage de détention	50 %	50 %
<b>Quote-part de résultat net dans les entreprises associées et ajustements</b>	<b>7 808</b>	<b>6 480</b>
<b>Quote-part des entreprises associées dans les autres éléments du résultat global</b>	<b>- 63</b>	<b>23</b>

## NOTE 10. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La charge d'impôt sur les résultats se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2017	2016
Impôts courants	- 53 252	- 55 549
Impôts différés	7 105	7 856
	<b>- 46 147</b>	<b>- 47 693</b>

Le montant de l'impôt sur les résultats est différent du montant théorique qui ressortirait du taux d'imposition moyen pondéré applicable aux bénéficiaires des sociétés consolidés en raison des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2017	2016
Résultat avant impôts	142 606	159 640
<b>Impôts théoriques aux taux nationaux applicables aux bénéficiaires dans les pays concernés</b>	<b>41 087</b>	<b>47 807</b>
Effets d'impôts :		
• retraitement de l'impôt des entreprises associées	- 1 820	- 2 329
• des bénéficiaires non assujettis à l'impôt et des charges non déductibles	- 2 584	- 4 372
• des impôts courants et différés liés à la qualification de la CVAE en impôt sur le résultat	5 815	5 716
• des crédits d'impôts	- 639	- 823
• de l'utilisation de pertes fiscales non comptabilisées antérieurement et des dépréciations d'actifs nets d'impôts différés <sup>(1)</sup>	1 267	6 721
• de changement de taux sur les impôts différés <sup>(2)</sup>	1 458	- 3 649
• autres	1 563	- 1 378
<b>Charge d'impôt sur le résultat comptabilisé</b>	<b>46 147</b>	<b>47 693</b>
Taux moyen pondéré constaté	32,36 %	29,88 %

(1) Les pertes fiscales activées en fonction de la probabilité de récupération de ces déficits. En 2017, les perspectives de résultat et de charges d'impôt des trois années à venir de certaines sociétés ont conduit à enregistrer une dépréciation nette de 1,3 million d'euros, contre une dépréciation nette de 6,7 millions d'euros en 2016 (en particulier sur la zone Amérique Latine).

(2) Prise en compte des effets des changements de taux d'imposition prévus ou actés en France, Belgique et aux USA sur les impôts différés.

Le taux d'impôt applicable en 2017 pour la Société-mère qui clôt ses comptes au 31 décembre est de 34,43 % auquel s'ajoute la contribution exceptionnelle de 15 %, soit 39,43 % au total. Le taux appliqué était de 34,43 % au 31 décembre 2016.

Le plafonnement des déficits reportables n'a pas entraîné de charge d'impôt supplémentaire sur l'exercice au niveau du Groupe.

## NOTE 11. DIVIDENDES PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA par le nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de chaque exercice, hors actions propres rachetées par la Société (cf. note 22).

<i>En milliers d'euros</i>	2017	2016
Résultat revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA	92 988	104 494
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	13 895 691	13 973 253
Résultat de base par action	6,69	7,48

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la levée des options d'achat d'actions octroyées.

<i>En milliers d'euros</i>	2017	2016
Résultat revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA	92 988	104 494
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	13 895 691	13 973 253
Effet dilutif des options d'achats	271 410	336 018
Nombre moyen pondéré d'actions ajusté	14 167 101	14 309 271
Résultat dilué par action	6,56	7,30

Les dividendes versés en 2017 et 2016 ont été respectivement de 1,6 et 1 euro par action. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 26 avril prochain de distribuer un dividende de 1,4 euro par action au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2017.

## NOTE 12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Écarts d'acquisition <sup>(1)</sup>	Droits de propriété intellectuelle et Marques <sup>(2)</sup>	Autres droits d'exploitation	Total
<b>Au 31/12/2015</b>				
Coût	281 440	231 619	39 545	552 604
Amortissements et dépréciations cumulés	- 12 601	- 85 876	- 20 420	- 118 897
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>268 839</b>	<b>145 743</b>	<b>19 125</b>	<b>433 707</b>
<b>Exercice 2016</b>				
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE À L'OUVERTURE</b>				
	<b>268 839</b>	<b>145 743</b>	<b>19 125</b>	<b>433 707</b>
Différences de conversion	37	- 2	- 31	4
Acquisitions	-	4 451	3 707	8 158
Cessions	-	-	- 2	- 2
Dépréciation (note 7)	-	- 132	- 105	- 237
Variations de périmètre	-	-	-	-
Dotation aux amortissements (note 5)	-	- 6 083	- 1 384	- 7 467
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>268 876</b>	<b>143 977</b>	<b>21 310</b>	<b>434 163</b>
<b>Au 31/12/2016</b>				
Coût	280 338	236 032	42 556	558 926
Amortissements et dépréciations cumulés	- 11 462	- 92 055	- 21 246	- 124 763
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>268 876</b>	<b>143 977</b>	<b>21 310</b>	<b>434 163</b>
<b>Exercice 2017</b>				
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE À L'OUVERTURE</b>				
	<b>268 876</b>	<b>143 977</b>	<b>21 310</b>	<b>434 163</b>
Différences de conversion	- 4 835	- 386	- 54	- 5 275
Acquisitions	-	9 531	2 947	12 478
Cessions	-	-	- 442	- 442
Dépréciation (note 7)	-	- 153	-	- 153
Variations de périmètre <sup>(3)</sup>	109 090	58	- 44	109 104
Dotation aux amortissements (note 5)	-	- 6 648	- 1 177	- 7 825
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>373 131</b>	<b>146 379</b>	<b>22 540</b>	<b>542 050</b>
<b>Au 31/12/2017</b>				
Coût	382 737	244 051	43 852	670 640
Amortissements et dépréciations cumulés	- 9 606	- 97 672	- 21 312	- 128 590
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>373 131</b>	<b>146 379</b>	<b>22 540</b>	<b>542 050</b>

(1) Le montant des écarts d'acquisitions nets relatifs à l'activité « Produits Fromagers » s'élève à 190,7 millions d'euros contre 84,2 millions d'euros au 31 décembre 2016. Le montant des écarts d'acquisition nets relatif à l'activité « Autres Produits Laitiers » s'élève à 182,4 millions d'euros contre 184,7 millions d'euros au 31 décembre 2016.

(2) Le montant de la valeur nette comptable des marques relatif à l'activité « Produits Fromagers » s'élève à 90,4 millions d'euros contre 90,6 millions d'euros au 31 décembre 2016 et le montant de la valeur nette comptable des marques relatif à l'activité « Autres Produits Laitiers » s'élève à 33,7 millions d'euros contre 33,7 millions d'euros au 31 décembre 2016.

(3) Écart d'acquisition provisoire sur la société russe B.M.K.

Le total de la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie est de 497,2 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 393,2 millions d'euros au 31 décembre 2016. Elles sont composées des écarts d'acquisition et des marques.

### Tests de dépréciation :

Les pertes de valeurs enregistrées en 2017 et 2016 sont le résultat des tests de dépréciation réalisés soit, sur toutes les unités génératrices de trésorerie qui ont des actifs incorporels à durée d'utilité indéfinie, soit sur les unités génératrices de trésorerie pour lesquelles des indices de pertes de valeur ont été relevés.

Les principales hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité sont relatives :

- aux tendances d'évolutions des principaux marchés ;
- à l'évolution des cours de matières premières : le prix du lait ainsi que les cotations beurre et poudre ;



- aux hypothèses financières en matière de taux de change, de coût des couvertures de change, de taux d'inflation et de taux d'intérêt ;
- à l'évolution des taux d'actualisation.

Les hypothèses retenues sont celles du marché quand l'information est disponible (devises, taux d'intérêt...). Les hypothèses concernant les matières premières sont élaborées collégialement en interne en fonction des tendances historiques corrigées des effets des modifications de situations de marché anticipées par nos spécialistes.

Les taux d'actualisation utilisés dépendent du coût moyen pondéré des capitaux utilisés par le Groupe, majorés de coefficients de risques suivant les zones géographiques où les activités Produits Fromagers et Autres Produits Laitiers sont exercées.

## VALEURS NETTES COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES À DURÉE DE VIE INDÉFINIE ET ANALYSE DE SENSIBILITÉ DE LA VALEUR RECOUVRABLE DES UGT

	Valeurs comptables des écarts d'acquisition et des marques		Taux d'actualisation		Impact sur la valeur recouvrable - Taux d'actualisation + 0,5 %	Impact sur la valeur recouvrable - Taux de marge opérationnelle courante minoré de 5 % *
	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016	2017	2016	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2017
<b>PRODUITS FROMAGERS</b>						
Europe de l'Ouest	119,10	119,10	4,5 % à 5 %	4,5 % à 5 %	- 9,7 %	- 3,7 %
Europe du Sud	5,90	5,90	7,0 %	7,0 %	- 6,7 %	- 4,1 %
Peco	139,10	30,40	5,5 % à 25 %	5,5 % à 27 %	- 8,1 %	- 4,6 %
Fromage international						
USA	16,70	19,00	5,5 % 11 % à 13,5 %	5,5 % 13 % à 14 %	- 8,7 %	- 5,1 %
Bresil/Uruguay					- 5,5 %	- 3,8 %
Chili	0,60	0,60	7,0 %	7,0 %	- 7,9 %	0,4 %
Chine			6,5 %	6,0 %	- 7,5 %	- 6,0 %
<b>AUTRES PRODUITS LAITIERS</b>						
Bassin laitier France	129,10	129,10	5,0 %	5,0 %	- 10,3 %	- 5,0 %
Sodilac	35,70	35,70	5,0 %	5,0 %	- 9,0 %	- 5,0 %
Pologne	-	-	7,0 %	6,0 %	- 10,3 %	- 5,0 %
AFP	2,00	2,30	5,5 %	5,5 %	- 9,0 %	- 5,7 %
Corman	23,10	23,10	4,50 %	4,50 %	- 9,6 %	- 5,0 %
Sinodis	25,90	27,80	6,5 %	6,0 %	- 7,6 %	- 5,2 %
Milkaut	-	-	27 %	34,5 %	- 4,7 %	- 4,2 %

\* le taux de marge opérationnelle est calculé en rapportant le Résultat opérationnel courant sur le chiffre d'affaires.

En 2017, les perspectives du plan à long terme tiennent compte des nouvelles évolutions des marchés et de la concurrence, ainsi que du contexte économique difficile de certains pays dont la sortie de crise n'est pas prévisible dans un avenir proche. Celles-ci ont conduit à déprécier des immobilisations corporelles pour 12,5 millions d'euros dont 10,5 millions d'euros pour l'UGT Brésil/Uruguay, et 2 millions d'euros pour l'UGT Paslek en Pologne.

À fin décembre 2017, les dépréciations d'actifs cumulées s'élèvent à 73,1 millions d'euros dont essentiellement 22,9 millions d'euros sur l'Europe du Sud, 21,5 millions d'euros sur les différentes UGT de l'Europe de l'Est, 20,3 millions d'euros pour le Brésil/Uruguay, 6,6 millions d'euros pour l'Argentine et 1,8 million d'euros sur les autres UGT.

Au vu de la valeur de réalisation des actifs résiduels sur les UGT sensibles, les effets de sensibilité au taux d'actualisation entraîneraient 3,1 millions d'euros de dépréciation complémentaire. Les effets de sensibilité à

la baisse de 5 % du taux de marge opérationnelle conduiraient à une dépréciation supplémentaire de 1,9 million d'euros.

En 2016 les perspectives du plan à long terme ont conduit à déprécier des immobilisations corporelles pour 11,8 millions d'euros au Brésil, 0,5 million d'euros pour l'Ukraine et 0,7 million d'euros sur diverses autres entités.

## NOTE 13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains	Constructions et aménagement	Installations, techniques, matériel et outillages	Autres	Total
<b>Au 31/12/2015</b>					
Coût	42 467	607 400	1 510 794	300 724	2 461 385
Amortissements et dépréciations cumulés	- 1 120	- 353 401	- 1 089 381	- 134 963	- 1 578 865
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>41 347</b>	<b>253 999</b>	<b>421 413</b>	<b>165 761</b>	<b>882 520</b>
Exercice 2016					
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE À L'OUVERTURE</b>					
	<b>41 347</b>	<b>253 999</b>	<b>421 413</b>	<b>165 761</b>	<b>882 520</b>
Différences de conversion	268	1 816	3 529	147	5 760
Acquisitions	1 791	36 149	101 462	32 539	171 941
Cessions	- 19	- 700	- 3 372	- 111	- 4 202
Dépréciation (note 7)	-	- 3 295	- 9 058	- 1 137	- 13 490
Reprise de dépréciation (note 7)	1	-	128	400	529
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Dotation aux amortissements (note 5)	-	- 24 999	- 73 418	- 16 089	- 114 506
Impact activités en cours de cession	-	-	-	6	6
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>43 388</b>	<b>262 970</b>	<b>440 684</b>	<b>181 516</b>	<b>928 558</b>
<b>Au 31/12/2016</b>					
Coût	44 319	644 333	1 604 495	327 768	2 620 915
Amortissements et dépréciations cumulés	- 931	- 381 363	- 1 163 811	- 146 252	- 1 692 357
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE <sup>(1)</sup></b>	<b>43 388</b>	<b>262 970</b>	<b>440 684</b>	<b>181 516</b>	<b>928 558</b>
<b>Exercice 2017</b>					
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE À L'OUVERTURE</b>					
	<b>43 388</b>	<b>262 970</b>	<b>440 684</b>	<b>181 516</b>	<b>928 558</b>
Différences de conversion	- 1 078	- 4 518	- 10 079	- 7 417	- 23 092
Acquisitions	1 197	25 406	108 410	32 032	167 045
Cessions	- 144	- 766	- 1 861	- 620	- 3 391
Dépréciation (note 7)	-	- 7 877	- 5 382	- 125	- 13 384
Reprise de dépréciation (note 7)	1	741	251	-	993
Variations de périmètre*	11	1 538	7 387	4 790	13 726
Dotation aux amortissements (note 5)	-	- 25 010	- 78 037	- 16 646	- 119 693
Impact activités en cours de cession	-	48	-	-	48
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>43 375</b>	<b>252 532</b>	<b>461 373</b>	<b>193 530</b>	<b>950 810</b>
<b>Au 31/12/2017</b>					
Coût	44 231	654 135	1 678 355	345 313	2 722 034
Amortissements et dépréciations cumulés	- 856	- 401 603	- 1 216 982	- 151 783	- 1 771 224
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE <sup>(1)</sup></b>	<b>43 375</b>	<b>252 532</b>	<b>461 373</b>	<b>193 530</b>	<b>950 810</b>
Location financement brut	75	3 983	8 273	6 779	19 110
Location financement amortissements	-	- 3 702	- 7 379	- 3 593	- 14 674
<i>(1) Dont location financement net.</i>	<i>75</i>	<i>281</i>	<i>894</i>	<i>3 186</i>	<i>4 436</i>
* Entrée de B.M.K.					

Il a été comptabilisé 46,7 millions d'euros en 2017 et 46 millions d'euros en 2016 au compte de résultat au titre de la location financement de matériels et de biens immobiliers. Des emprunts bancaires sont garantis

par des terrains et des constructions pour une valeur de 0,3 million d'euros au 31 décembre 2017, contre 0,3 million d'euros au 31 décembre 2016.

Des subventions d'investissement ont été comptabilisées en déduction des immobilisations concernées pour un montant de 5,6 millions d'euros en 2017 et 7,9 millions d'euros en 2016.

Le montant des immobilisations en cours représente 134,2 millions d'euros en 2017 contre 117,9 millions d'euros au 31 décembre 2016.

## NOTE 14. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>Au 31 décembre 2016</b>
Titres disponibles à la vente	4 746	7 190
Titres détenus jusqu'à l'échéance	16 081	14 110
Prêts et créances	16 196	17 854
Dépréciation	- 7 249	- 8 331
	<b>29 774</b>	<b>30 823</b>

La dépréciation concerne essentiellement des participations minoritaires classées en titres détenus jusqu'à échéance.

Les actifs financiers comprennent une participation de 16 % dans la société Les Fromageries Occitanes pour 3,5 millions d'euros dans laquelle le Groupe ne dispose pas d'influence notable. Les autres participations ne présentent pas de caractère significatif.

## NOTE 15. IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés constatés au bilan reflètent des différences temporelles existant entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et des passifs.

Les impôts différés actifs ont principalement pour origine des dettes fiscales et les engagements de retraite et de prévoyance envers le personnel pour lesquels la déductibilité fiscale est reportée à la date de paiement effective. Ils comprennent également l'effet des pertes fiscales au titre d'exercices antérieurs. Les échéances des pertes fiscales à reporter se situent principalement après 5 ans.

Les impôts différés actifs non reconnus s'établissent à 58,3 millions d'euros au 31 décembre 2017 et à 63,1 millions au 31 décembre 2016. Ils concernent principalement des pertes reportables.

Les impôts différés passifs correspondent principalement aux différences de rythmes d'amortissement constatées, pour les immobilisations corporelles et incorporelles, entre les durées d'utilité utilisées en comptabilité et les incitations fiscales en la matière propres à chaque pays.

Le montant du produit d'impôt différé de l'exercice est de 7,1 millions d'euros, essentiellement liés à l'activation des déficits fiscaux reportables.

Le montant des impôts différés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sur l'exercice 2017 s'élève à 1,1 million d'euros. Il concerne essentiellement l'impôt différé sur la variation de juste valeur des instruments financiers et des titres disponibles à la vente ainsi que sur les gains et pertes actuariels.

Suite aux réformes fiscales notamment en France, en Belgique et aux USA, les actifs et passifs d'impôts différés ont été évalués sur la base de taux d'imposition nouvellement adoptés et compte tenu du planning de recouvrement. L'impact net de ces réformes est une charge d'impôt différé pour la France de 4,7 millions d'euros partiellement compensée par un produit net sur la Belgique de 2,5 millions d'euros et de 1,5 million d'euros sur les USA.

Concernant le classement comptable de la CVAE, le Groupe a décidé de qualifier cette cotisation d'impôt sur le résultat. En conséquence, ceci a conduit à comptabiliser dès le 31 décembre 2009 des impôts différés passifs relatifs aux différences temporelles existant à cette date pour un montant de 3,3 millions d'euros. Depuis 2010, le montant total de la charge courante et différée relative à la CVAE est présenté sur cette même ligne.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	Charges/ Produits	Variation de juste valeur	Gains/pertes actuariels	Variation de périmètre	Autres variations	Écarts de conversion	Au 31 décembre 2017
Immobilisations incorporelles et corporelles	- 93 162	- 1 268	-	-	27	- 173	485	- 94 091
Provisions	14 897	2 928	-	-	62	- 40	- 944	16 903
Provisions pour avantages du personnel	25 648	- 1 766	9	- 323	-	262	- 334	23 496
Instruments financiers	- 6 952	- 262	- 344	-	-	9 426	86	1 954
Déficits reportables	84 165	5 897	-	-	-	-	- 1 741	88 321
Autres impôts différés	19 275	181	35	3	- 776	- 9 599	- 727	8 392
<b>Total impôts différés bruts</b>	<b>43 871</b>	<b>5 710</b>	<b>- 300</b>	<b>- 320</b>	<b>- 687</b>	<b>- 124</b>	<b>- 3 175</b>	<b>44 975</b>
Impôts différés actifs non reconnus	- 63 082	1 395	-	-	-	-	3 388	- 58 299
<b>TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS</b>	<b>- 19 211</b>	<b>7 105</b>	<b>- 300</b>	<b>- 320</b>	<b>- 687</b>	<b>- 124</b>	<b>213</b>	<b>- 13 324</b>
Dont :								
Impôts différés Actifs	33 368							34 751
Impôts différés Passifs	52 579							48 075

## NOTE 16. STOCKS ET EN-COURS

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Matières premières, produits en cours de fabrication et matériaux divers <sup>(1)</sup>	218 989	198 872
Marchandises	15 916	18 185
Produits finis	287 875	265 007
Dépréciation	- 28 673	- 19 603
	<b>494 107</b>	<b>462 461</b>

(1) En 2017, la valorisation des stocks est impactée par la hausse des prix matières et par le niveau élevé des cotations de beurre cube et crème.

Les dépréciations concernent essentiellement les stocks de produits intermédiaires et finis.

En 2017, une dépréciation des stocks a été enregistrée pour 9,6 millions d'euros en lien essentiellement avec l'évolution des cotations de poudre contre une dépréciation de 1,8 million d'euros en 2016.

## NOTE 17. CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Clients	745 957	670 488
Créances fiscales (hors IS) et sociales	88 222	71 961
Débiteurs divers	41 170	52 751
Charges constatées d'avance et divers	13 525	12 759
Dépréciation	- 16 987	- 10 912
	<b>871 887</b>	<b>797 047</b>

Le Groupe a peu de risques de crédit sur les comptes clients. D'une part, nos produits sont essentiellement vendus à la grande distribution. D'autre part, il existe des couvertures de ce risque par des contrats d'assurance spécifiques. Seuls les risques non couverts peuvent faire l'objet d'une dépréciation. Les

créances clients non garanties et échues depuis plus de six mois non provisionnées représentent 1,2 million d'euros au 31 décembre 2017, contre 2,2 millions d'euros au 31 décembre 2016.

En 2017, une dépréciation du poste client de 1,4 million d'euros et du poste débiteurs divers de 3,7 millions d'euros a été enregistrée, contre une reprise de dépréciation de 3,2 millions d'euros en 2016.

Les charges constatées d'avance correspondent principalement à la quote-part des primes d'assurances et aux loyers payés d'avance relatifs à l'exercice suivant.

## NOTE 18. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ACTIFS

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2017		Échéance 2018		Échéance > 2018	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<b>Couvertures de juste valeur</b>						
Matières premières	48	-	48	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt <sup>(1)</sup>	1 108	83 382	-	-	1 108	83 382
Option de taux	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments de transactions</b>						
Dérivés sur devises	5 213	141 117	5 213	141 117	-	-
Dérivés sur taux d'intérêt <sup>(2)</sup>	1 619	220 000	-	170 000	1 619	50 000
Dérivés sur matières premières	911	-	911	-	-	-
	<b>8 899</b>	<b>-</b>	<b>6 172</b>	<b>-</b>	<b>2 727</b>	<b>-</b>
dont classés en actifs courants	6 172	-	6 172	-	-	-
dont classés en actifs non courants	2 727	-	-	-	2 727	-

(1) Échéance 2026.

(2) Échéance 2018 pour 170 000, 2019 pour 20 000 et 2020 pour 30 000.

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2016		Échéance 2017		Échéance > 2017	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<b>Couvertures de juste valeur</b>						
Matières premières	1 072	-	1 072	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt <sup>(1)</sup>	15 959	126 758	-	-	15 959	126 758
Options de taux	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments de transactions</b>						
Dérivés sur devises	5 253	137 714	5 253	137 714	-	-
Dérivés sur taux d'intérêt <sup>(2)</sup>	2 294	445 000	-	225 000	2 294	220 000
Dérivés sur matières premières	623	-	623	-	-	-
	<b>25 201</b>	<b>-</b>	<b>6 948</b>	<b>-</b>	<b>18 253</b>	<b>-</b>
dont classés en actifs courants	6 948	-	6 948	-	-	-
dont classés en actifs non courants	18 253	-	-	-	18 253	-

(1) Échéance 2025 et 2026.

(2) Échéance 2017 pour 225 000, 2018 pour 170 000, 2019 pour 20 000 et 2020 pour 30 000.

## NOTE 19. AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Sont classés dans cette catégorie les placements en OPCVM, FCP et titres qui, bien que d'échéances inférieures à un an, ne remplissent pas l'ensemble des critères qui permettent de les classer en équivalents de trésorerie. L'analyse de la conformité aux critères est menée sur la base des informations contenues dans le prospectus d'émission de chaque OPCVM ainsi que sur l'historique de l'évolution de leur valeur liquidative.

## NOTE 20. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Trésorerie	120 823	212 400
Équivalents de trésorerie	241 293	218 424
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>362 116</b>	<b>430 824</b>

Les équivalents de trésorerie comprennent essentiellement des actifs disponibles à la vente (SICAV, FCP, DAT et BMTN).

La trésorerie dont l'évolution est détaillée dans le tableau des flux de trésorerie se réconcilie comme suit, avec les bilans consolidés présentés.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	362 116	430 824
Concours bancaires courants et comptes courants financiers	- 39 256	- 40 032
<b>TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>322 860</b>	<b>390 792</b>

## NOTE 21. DÉTAIL PAR NATURE DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois					
	2017			2016		
	Montant avant IS	Effet d'impôt	Montant net d'impôt	Montant avant IS	Effet d'impôt	Montant net d'impôt
Écarts de conversion	- 50 884	-	- 50 884	22 078	-	22 078
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	433	- 56	377	- 1 441	495	- 946
Variation de juste valeur des flux futurs de trésorerie	597	- 244	353	- 3 364	527	- 2 837
Autres mouvements	- 1 451	- 416	- 1 867	-	- 468	- 468
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments recyclables	- 428	-	- 428	- 97	-	- 97
<b>Total des éléments recyclables en résultat net</b>	<b>- 51 733</b>	<b>- 716</b>	<b>- 52 449</b>	<b>17 176</b>	<b>554</b>	<b>17 730</b>
Gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite	283	- 320	- 37	- 10 693	3 015	- 7 678
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments non recyclables	- 36	- 27	- 63	35	- 12	23
<b>Total des éléments non recyclables en résultat net</b>	<b>247</b>	<b>- 347</b>	<b>- 100</b>	<b>- 10 658</b>	<b>3 003</b>	<b>- 7 655</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>- 51 486</b>	<b>- 1 063</b>	<b>- 52 549</b>	<b>6 518</b>	<b>3 557</b>	<b>10 075</b>

## NOTE 22. CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Évolution du capital apporté				
	Nombre d'actions en circulation	Actions ordinaires	Primes d'émission	Actions propres	Total
	<b>SOLDE AU 01/01/2016</b>	<b>14 010 961</b>	<b>14 033</b>	<b>81 478</b>	<b>- 1 346</b>
Plan d'options d'achats d'actions					
• Cession d'actions propres	3 000	-	-	-	-
• Rachat d'actions propres	- 127 885	-	-	- 7 209	- 7 209
<b>SOLDE AU 31/12/2016</b>	<b>13 886 076</b>	<b>14 033</b>	<b>81 478</b>	<b>- 8 555</b>	<b>86 956</b>
Plan d'options d'achats d'actions					
• Cession d'actions propres	32 760	-	-	1 210	1 210
• Rachat d'actions propres	- 7 963	-	-	-	-
<b>SOLDE AU 31/12/2017</b>	<b>13 910 873</b>	<b>14 033</b>	<b>81 478</b>	<b>- 7 345</b>	<b>88 166</b>

<i>En milliers d'euros</i>	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Gains et pertes actuariels	Différences de conversion	Total
<b>SOLDE AU 01/01/2016</b>	<b>- 5 479</b>	<b>3 311</b>	<b>- 12 924</b>	<b>- 8 809</b>	<b>- 23 901</b>
Réévaluation – brut		- 1441			- 1 441
Réévaluation – impôts		495			495
Réévaluation – entreprises associées					
Couverture de flux futurs de trésorerie					
• Variations de juste valeur de l'exercice	- 3 364				- 3 364
• Impôts sur les pertes de juste valeur	527				527
Gains et pertes actuariels – brut			- 9 898		- 9 898
Gains et pertes actuariels – Impôts			2 855		2 855
Écarts de conversion					
• Groupe				21 989	21 989
• Entreprises associées				- 97	- 97
<b>SOLDE AU 31/12/2016</b>	<b>- 8 316</b>	<b>2 365</b>	<b>- 19 967</b>	<b>13 083</b>	<b>- 12 835</b>
Réévaluation – brut		433			433
Réévaluation – impôts		- 56			- 56
Réévaluation – entreprises associées					
Couverture de flux futurs de trésorerie					
• Variations de juste valeur de l'exercice	597				597
• Impôts sur les pertes de juste valeur	- 244				- 244
Gains et pertes actuariels – brut			- 275		- 275
Gains et pertes actuariels – Impôts			- 178		- 178
Écarts de conversion					
• Groupe				- 50 765	- 50 765
• Entreprises associées			- 54	- 428	- 482
<b>SOLDE AU 31/12/2017</b>	<b>- 7 963</b>	<b>2 742</b>	<b>- 20 474</b>	<b>- 38 110</b>	<b>- 63 805</b>

Le capital social, entièrement libéré au 31 décembre 2017, est composé de 14 032 930 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

Un droit de vote double est attribué à toute action pour laquelle il est justifié d'une inscription en compte nominatif depuis 6 ans au moins au nom du même actionnaire.

Au 31 décembre 2017, SAVENCIA SA détient 122 057 actions propres (146 854 au 31 décembre 2016), dont 3 050 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité (2 515 actions en 2016). Les différents plans d'option d'achat d'actions représentent 200 020 actions au 31 décembre 2017 (284 280 au 31 décembre 2016). Les primes d'émission d'un montant de 81 479 milliers d'euros au 31 décembre 2017, comprennent la réserve légale pour 1 613 milliers d'euros, diverses primes d'émission et de fusion pour 73 610 milliers d'euros et les options d'achat d'actions pour 6 256 milliers d'euros.

Des options d'achat d'actions ont été attribuées à certains mandataires sociaux, et/ou dirigeants de la Société ou des sociétés affiliées du Groupe. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de Bourse précédant la date d'octroi des options. Elles peuvent être exercées pendant les 10 ans qui suivent la date d'octroi avec une période de blocage des 12 premiers mois. À partir du plan 2006, la période de blocage est de 4 ans et les cessions ne sont possibles qu'au-delà de la 6<sup>e</sup> année.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2017		2016	
	Prix d'exercice moyen pondéré (euro par action)	Options	Prix d'exercice moyen pondéré (euro par action)	Options
Au 1 <sup>er</sup> janvier	50,50	284 280	52,99	337 280
Exercées	54,38	- 32 760	47,90	- 3 000
Annulées	0,91	- 51 500	67,45	- 50 000
<b>Au 31 décembre</b>	<b>62,63</b>	<b>200 020</b>	<b>50,50</b>	<b>284 280</b>

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options d'achat d'actions en circulation à la clôture sont détaillés ci-après :

	Prix d'exercice en euro par action	Options en circulation	
		2017	2016
12 décembre 2017	75,84	-	59 500
11 décembre 2018	42,78	42 920	54 780
16 décembre 2019	51,14	29 000	31 500
16 décembre 2020	57,11	67 250	69 500
15 décembre 2021	46,87	60 850	69 000

## NOTE 23. INTÉRÊTS DES DÉTENTEURS DE PARTICIPATIONS NE CONFÉRANT PAS LE CONTRÔLE DANS LES ACTIVITÉS ET FLUX DE TRÉSORERIE DU GROUPE

Les participations ne conférant pas le contrôle s'analysent comme suit :

Participations ne conférant pas le contrôle (i.e. la part des minoritaires)

	Compagnie Laitière Européenne		Autres		TOTAL	
	12 mois		12 mois		12 mois	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
<i>En milliers d'euros</i>						
% des droits de vote	14,14 %	14,14 %	-	-	-	-
% d'intérêts détenus par les actionnaires minoritaires	14,14 %	15,42 %	-	-	-	-
Quote-part de résultat revenant aux minoritaires	1 933	1 656	1 538	5 797	3 471	7 453
Autres éléments du résultat global revenant aux minoritaires	443	- 454	- 238	- 69	205	- 523
Montant du résultat global revenant aux minoritaires	2 376	1 202	1 300	5 728	3 676	6 930
Montant cumulé des intérêts minoritaires	74 826	71 946	28 829	29 366	103 655	101 312
Dividendes versés aux minoritaires	844	942	4 627	1 653	5 471	2 595

Informations financières en IFRS sur base 100 % avant opérations internes :

	Compagnie Laitière Européenne	
	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
<b>BILAN</b>		
<i>En milliers d'euros</i>		
Actifs courants	606 272	566 968
Actifs non courants	560 327	566 839
<b>ACTIFS</b>	<b>1 166 599</b>	<b>1 133 807</b>
Capitaux propres	450 546	421 959
Passifs courants	525 435	508 608
Passifs non courants	190 618	203 240
<b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 166 599</b>	<b>1 133 807</b>



## COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros

	12 mois	
	2017	2016
Chiffre d'affaires	1 757 109	1 488 056
Résultat net	24 210	10 927
Résultat global de l'exercice	25 964	9 500

## NOTE 24. PROVISIONS

En milliers d'euros	Départs à la retraite, pensions et médailles du travail		Autres risques et charges	Total
	Restructurations			
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>83 464</b>	<b>13 594</b>	<b>9 482</b>	<b>106 540</b>
Différences de conversion	- 292	- 203	117	- 378
Constitution de provisions	5 290	1 447	8 013	14 750
Emplois	- 8 708	- 6 971	- 5 354	- 21 033
Variations des écarts actuariels	10 721	-	-	10 721
Autres variations	9	-	-	9
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>90 484</b>	<b>7 867</b>	<b>12 258</b>	<b>110 609</b>
Différences de conversion	32	- 5	- 468	- 441
Constitution de provisions <sup>(1)</sup>	7 992	1 415	3 340	12 747
Emplois <sup>(2)</sup>	- 5 069	- 3 814	- 6 868	- 15 751
Variations des écarts actuariels <sup>(3)</sup>	- 283	-	-	- 283
Autres variations	114	-	-	114
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>93 270</b>	<b>5 463</b>	<b>8 262</b>	<b>106 995</b>

(1) Les dotations aux provisions pour restructuration concernent des plans de rationalisation essentiellement engagés à l'étranger. Les dotations aux provisions pour autres risques et charges concernent des provisions pour litiges pour 2,6 millions d'euros, ainsi que d'autres provisions pour risques et charges pour 0,8 million d'euros.

(2) Les reprises de provisions pour restructuration s'élèvent à 3,8 millions d'euros dont 2,5 millions d'euros de provisions utilisées et 1,3 million d'euros devenus sans objet.

Les reprises de provisions pour autres risques et charges s'élèvent à 6,9 millions d'euros dont 3,5 millions d'euros de provisions utilisées et 3,4 millions d'euros de provisions devenues sans objet.

(3) Variation essentiellement liée à l'évolution des taux d'actualisation.

Les provisions pour risques et litiges sont destinées à couvrir chaque risque et chaque litige identifiés. Pour ce qui est des litiges nés, en liaison avec ses avocats et conseils, le Groupe ne constitue une provision que lorsqu'il estime probable une issue défavorable.

Au 31 décembre 2017, les principaux risques et litiges provisionnés concernent les restructurations pour 5,5 millions d'euros (décembre 2016 : 7,9 millions d'euros), des litiges sociaux pour 4,2 millions d'euros (décembre 2016 : 5,7 millions d'euros), des risques et litiges commerciaux pour 0,9 million d'euros (décembre 2016 : 1,1 million d'euros), des litiges fiscaux pour 2,2 millions d'euros (décembre 2016 : 1,8 million d'euros) et divers risques pour 1 million d'euros (décembre 2016 : 3,7 millions d'euros).

### Description générale des régimes de retraite

Les avantages postérieurs à l'emploi accordés par le Groupe varient en fonction des obligations légales de chaque entité. Ils comprennent des régimes à cotisations définies et des régimes à prestations définies.

### Régimes à cotisations définies

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les charges relatives à ces plans correspondent aux cotisations payées pendant la période de référence.

### Régimes à prestations définies

Ces régimes se caractérisent par une obligation de l'employeur à l'égard de ses salariés et donnent lieu à la comptabilisation de provisions.

L'engagement est calculé selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte d'hypothèses actuarielles concernant les variables démographiques, économiques et financières. L'évaluation est réalisée périodiquement par des actuaires indépendants.

Ces régimes à prestations définies essentiellement composées des indemnités de fin de carrière et de régimes de retraite supplémentaire à prestations définies sont soit en partie préfinancés, soit non préfinancés.

Les régimes en partie préfinancés sont situés essentiellement en France, Allemagne, Royaume-Uni et Belgique. Ces obligations sont préfinancées par des cotisations employeur et éventuellement employés auprès d'organismes extérieurs notamment des compagnies d'assurance.

Les régimes non préfinancés sont essentiellement des régimes d'indemnités de fin de carrière ou d'autres avantages postérieurs à l'emploi dont les droits ne sont acquis que si l'employé est dans le Groupe au moment de son départ en retraite.

Pour les départs à la retraite, pensions et médailles du travail, les hypothèses utilisées sont fonction des pays et des règlements. Elles se résument de la façon suivante :

	France		Allemagne		UK		Belgique	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Taux d'actualisation <sup>(1)</sup>	1,30 %	1,40 %	1,30 %	1,40 %	2,60 %	2,80 %	1,25 % à 1,15 % à	1,90 % 1,50 %
Taux d'inflation	1,80 %	1,80 %	1,80 %	1,80 %	3,20 %	3,40 %	1,80 %	1,80 %
Taux de croissance des salaires	2,00 %	2,00 %	3,00 %	3,00 %	n/a	n/a	1,80 %	1,80 %

(1) 0,96 % pour les régimes de rente et les médailles du travail en 2017 (0,4 % en 2016).

Le taux d'actualisation a pour référence l'indice IBOXX AA10+ correspondant au taux d'émission des obligations des entreprises de première catégorie pour la France et l'Allemagne.

La sensibilité du taux d'actualisation de plus 0,50 % diminuerait l'engagement de l'ordre de 3,6 millions d'euros pour la France, de 5,8 millions d'euros pour l'Allemagne.

La sensibilité du taux d'inflation de plus 0,50 % augmenterait l'engagement de 4 millions d'euros pour la France, 5,1 millions d'euros pour l'Allemagne.

Les taux de rendement attendus des actifs sont évalués en fonction des taux d'actualisation respectifs de chaque pays conformément à la norme IAS 19 révisée.

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité sont issues des données statistiques publiées et des données historiques de chaque pays. L'âge de départ à la retraite est celui des règlements en vigueur dans chaque pays.

## ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS

	2017	2016
<b>Engagements à l'ouverture</b>	<b>163 800</b>	<b>198 029</b>
Charge d'intérêt	1 894	5 074
Coût des services rendus	7 088	6 697
Coût des services passés acquis	77	- 76
Écarts actuariels liés aux hypothèses démographiques	- 307	4
Écarts actuariels liés aux hypothèses financières	2 101	13 426
Écarts actuariels liés aux écarts d'expérience	- 695	- 871
Prestations payées	- 6 176	- 3 853
Transfert interne	86	9
Taxes et charges administratives	- 102	- 103
Différences de conversion	- 220	- 1 977
Autres mouvements *	106	- 52 559
<b>ENGAGEMENTS À LA CLÔTURE</b>	<b>167 652</b>	<b>163 800</b>

<b>ÉVOLUTION DES ACTIFS DE COUVERTURE</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Actifs à l'ouverture</b>	<b>73 316</b>	<b>114 565</b>
Rendement des fonds	945	3 168
Prestations servies par le fonds	- 4 142	- 3 179
Cotisations aux fonds par les sociétés du Groupe	3 035	7 470
Taxes et charges administratives	- 134	- 165
Différences de conversion	- 252	- 1 685
Pertes/Gains actuariels	1 382	1 838
Autres mouvements *	232	- 48 696
<b>ACTIFS À LA CLÔTURE</b>	<b>74 382</b>	<b>73 316</b>

\* Le plan de pension US a été liquidé en novembre 2016. Le fond a été transféré à une compagnie d'assurance. L'impact net de la sortie a été de 1,4 million d'euros sur le résultat global avant impôts.

<b>CHARGES DE L'EXERCICE</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Coûts des services rendus	7 088	6 697
Coûts des services passés	77	- 76
Charges exceptionnelles	-	137
<b>Total coûts des services</b>	<b>7 165</b>	<b>6 758</b>
Charge d'intérêt	1 894	5 074
Rendement des fonds	- 945	- 3 168
<b>Total intérêts nets</b>	<b>949</b>	<b>1 906</b>
Autres mouvements *	- 122	- 3 374
<b>Charges de l'exercice</b>	<b>7 992</b>	<b>5 290</b>

<b>GAINS ET PERTES ACTUARIELS À L'OUVERTURE IMPACTANT LE RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Montants reconnus au cours de l'exercice :		
• Gains et pertes liés aux hypothèses démographiques	- 307	4
• Gains et pertes liés aux hypothèses financières	2 101	13 426
• Gains et pertes liés aux écarts d'expérience	- 695	- 871
• Gains et pertes sur les actifs (autres que les produits financiers)	- 1 382	- 1 838
<b>TOTAL</b>	<b>- 283</b>	<b>10 721</b>

<b>ÉVOLUTION DES PROVISIONS</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Provisions à l'ouverture</b>	<b>90 484</b>	<b>83 464</b>
Charge de l'exercice	7 992	5 290
Gains et pertes actuariels à la clôture impactant le résultat global	- 283	10 721
Prestations directement payées par l'employeur	- 2 034	- 674
Différences de conversion	32	- 292
Cotisations aux fonds par les sociétés du Groupe	- 3 035	- 7 470
Transferts et autres mouvements	114	- 555
<b>PROVISIONS À LA CLÔTURE</b>	<b>93 270</b>	<b>90 484</b>

<b>RÉCONCILIATION DES ENGAGEMENTS NETS ET DES PROVISIONS</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Engagements nets</b>	<b>167 652</b>	<b>163 800</b>
Actifs des régimes	- 74 382	- 73 316
<b>PROVISIONS À LA CLÔTURE</b>	<b>93 270</b>	<b>90 484</b>

\* Le plan de pension US a été liquidé en novembre 2016. Le fonds a été transféré à une compagnie d'assurance. L'impact net de la sortie a été de 1,4 million d'euros sur le résultat global avant impôts.

Au 31 décembre 2017, la valeur actuarielle de l'obligation est égale à 167,6 millions d'euros et se décompose comme suit :

- 25,8 millions d'euros liés à des régimes entièrement non financés ;
- 141,8 millions d'euros liés à des régimes partiellement financés.

Le montant des cotisations pour 2017 pour les sociétés françaises est de 0,8 million d'euros.

La plupart des sociétés du Groupe ont externalisé tout ou partie de leurs engagements d'indemnité de fin de carrière au sein d'un contrat d'assurance.

Le montant estimé des principaux fonds externalisés au 31 décembre 2017 est ventilé comme suit :

	France		Allemagne		UK		Belgique	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Instruments de capitaux propres	34,6 %	37,0 %	9,4 %	8,2 %	27,3 %	36,1 %	-	-
Instruments d'emprunts	53,2 %	55,0 %	42,2 %	45,5 %	58,3 %	50,8 %	-	-
Immobilier	9,1 %	5,0 %	12,2 %	11,5 %	12,4 %	12,3 %	-	-
Contrats d'assurance	-	-	-	-	-	-	100,0 %	100,0 %
Autres	3,2 %	3,0 %	36,1 %	34,8 %	2,0 %	0,8 %	-	-

## NOTE 25. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2017			Au 31 décembre 2016		
	Non courant	Courant		Non courant	Courant	
Emprunts auprès d'établissements financiers et autres	578 064	4 663 573 401		546 698	15 339 531 359	
Comptes courants bloqués de la participation	14 176	10 850 3 326		14 725	11 570 3 155	
Emprunts obligataires	281 568	260 481 21 087		187 599	166 758 20 841	
Contrats de crédit-bail	3 662	2 635 1 027		3 997	2 906 1 091	
Concours bancaires courants	38 058	- 38 058		38 901	- 38 901	
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES À LA CLÔTURE</b>	<b>915 528</b>	<b>278 629 636 899</b>		<b>791 920</b>	<b>196 573 595 347</b>	

Le Groupe dispose des lignes de crédits confirmés à long terme non utilisées pour couvrir l'utilisation des crédits à court terme.

En 2014, le Crédit Syndiqué a été renouvelé pour une période allant jusqu'à sept ans.

Les « Emprunts auprès d'établissements financiers », pour le non-courant, correspondent à des tirages sur des lignes de crédit accordées notamment dans le cadre du Crédit Syndiqué mis en place en 2014.

La ligne « Emprunts obligataires » comprend quatre emprunts privés. Le premier émis en 2003, d'un montant nominal de 100 millions d'euros et remboursable par cinquième à compter de 2014, le second émis en 2011 et 2013 échéances 2025 et 2026, d'un montant nominal de 132,5 millions de dollars, remboursable progressivement à compter du 22 novembre 2019, le troisième émis en 2016 d'un montant nominal de 20 millions d'euros, remboursable par cinquième à compter de 2027 et le quatrième émis en 2017 d'un montant nominal de 130 millions d'euros, remboursable par cinquième à compter de 2028.

Pour l'exercice 2017, l'encours moyen des emprunts auprès des établissements de crédit est de 993 millions d'euros.

Le taux moyen des emprunts s'élève à 2,1 % en 2017, protections de taux et commissions bancaires incluses.

Dans le but de maîtriser l'impact de la variation des taux d'intérêt sur ses résultats, le Groupe a mis en place une politique d'échange de taux et de contrats optionnels couvrant la totalité des en-cours de financement net en euros à taux variable à moyen et long terme. Les taux variables utilisés par le Groupe sont principalement Euribor et Eonia.

Afin de maîtriser l'impact de la variation du dollar de l'emprunt en devise, le Groupe a mis en place une couverture de change couvrant la totalité des flux de l'emprunt émis en dollar.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Exigibles dans un délai d'un an	636 899	595 347
Au cours de la 2 <sup>e</sup> et jusqu'à la 5 <sup>e</sup> année y compris	49 161	76 429
Au-delà de la 5 <sup>e</sup> année	229 468	120 144
	<b>915 528</b>	<b>791 920</b>

Répartition par devise :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
EUR	760 080	615 098
JPY	1 994	1 890
USD	113 922	142 493
Autres	39 532	32 439
	<b>915 528</b>	<b>791 920</b>

Répartition par type de taux d'intérêt :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Dettes financières à taux fixe	311 529	228 342
Dettes financières à taux variable	603 999	563 578
	<b>915 528</b>	<b>791 920</b>

Les coûts de financement des dettes à taux variables sont assis sur l'Euribor ou l'Eonia majorés de marges inférieures ou égales à 100 points de base.

La répartition ci-dessus s'entend avant effet des protections de taux (note 28).

L'évolution de l'endettement brut se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
<b>EMPRUNTS À L'OUVERTURE</b>	<b>791 920</b>	<b>779 285</b>
Émission d'emprunts	188 087	130 824
Remboursement d'emprunts	- 52 778	- 39 829
Variation des concours bancaires et comptes courants financiers	- 1 668	- 78 355
Variation des locations-financement	- 299	- 880
Écarts de conversion	- 16 724	875
Variation de périmètre *	6 990	-
<b>EMPRUNTS À LA CLÔTURE</b>	<b>915 528</b>	<b>791 920</b>

\* Entrée de B.M.K.

L'endettement financier brut augmente de 123,6 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2016, en lien avec les opérations de croissance externe. Compte tenu des placements classés en autres actifs financiers courants nets de la trésorerie active, l'endettement net augmente de 190,3 millions d'euros avec un solde net de 539 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Certains crédits sont assortis de clauses imposant le respect d'un ratio financier de leverage. Ce ratio porte sur un montant maximum d'endettement calculé en proportion de l'EBITDA courant. L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant avant les dotations et reprises d'amortissements et provisions d'exploitation.

Ce ratio est toujours respecté.

Pour le calcul du ratio financier, la dette financière nette applicable au Crédit Syndiqué et à la majorité des contrats bilatéraux est déterminée comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Emprunts et dettes non courants auprès des établissements financiers	- 278 629	- 196 573
Emprunts et concours bancaires	- 636 899	- 595 347
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>- 915 528</b>	<b>- 791 920</b>
Autres actifs financiers courants	14 443	12 466
Trésorerie et équivalents trésorerie	362 116	430 824
<b>ENDETTEMENT NET</b>	<b>- 538 969</b>	<b>- 348 630</b>
Actions en auto-détention	7 361	8 557
<b>DETTE FINANCIÈRE NETTE</b>	<b>- 531 608</b>	<b>- 340 073</b>

## NOTE 26. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Les autres passifs non courants correspondent au montant des options d'achat et de vente contractées avec les détenteurs de participations minoritaires.

Le mouvement sur la période est lié pour l'essentiel aux variations de périmètre sur les options sur titres de sociétés consolidées.

## NOTE 27. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Fournisseurs d'exploitation *	695 892	668 519
Fournisseurs d'immobilisations	7 583	5 069
Dettes fiscales (hors IS) et sociales	220 864	211 495
Produits constatés d'avance	769	618
Autres	51 465	46 986
<b>TOTAL</b>	<b>976 573</b>	<b>932 687</b>

\* L'évolution du poste Fournisseurs d'exploitation est en lien avec l'accroissement du niveau d'activité sur certains marchés et à l'évolution des prix des matières premières.

## NOTE 28. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS PASSIFS

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2017		Échéance 2018		Échéance > 2018	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<b>Couvertures de juste valeur</b>						
Matières premières	187	-	187	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt <sup>(1)</sup>	203	27 099	-	-	203	27 099
Options de taux	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments de transactions</b>						
Dérivés sur devises	2 497	21 196	2 497	21 196	-	-
Dérivés sur taux d'intérêt <sup>(2)</sup>	4 621	90 000	-	-	4 621	90 000
Dérivés sur matières premières	905	-	905	-	-	-
	<b>8 413</b>	<b>-</b>	<b>3 589</b>	<b>-</b>	<b>4 824</b>	<b>-</b>
Dont classés en passifs courants	3 589	-	3 589	-	-	-
Dont classés en passifs non courants	4 824	-	-	-	4 824	-

(1) Échéance 2025.

(2) Échéance 2020 pour 90 000.

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2016		Échéance 2017		Échéance > 2017	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<b>Couvertures de juste valeur</b>						
Matières premières	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Options de taux	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments de transactions</b>						
Dérivés sur devises	3 172	99 623	3 172	99 623	-	-
Dérivés sur taux d'intérêts <sup>(1)</sup>	6 559	90 000	-	-	6 559	90 000
Dérivés sur matières premières	621	-	621	-	-	-
	<b>10 352</b>	-	<b>3 793</b>	-	<b>6 559</b>	-
Dont classés en passifs courants	3 793	-	3 793	-	-	-
Dont classés en passifs non courants	6 559	-	-	-	6 559	-

(1) Échéance 2020 pour 90 000.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques du marché, principalement le risque de taux d'intérêt provenant des emprunts, et le risque de change portant sur des transactions commerciales futures.

Concernant les couvertures de juste valeur sur les swaps de taux d'intérêts et sur les matières, les couvertures sont 100 % efficaces. Il n'y a donc aucune charge ou produit enregistré sur la partie inefficace.

Les couvertures de change ainsi que les couvertures de taux sont traitées en IFRS en instruments de transactions.

## COUVERTURE DE RISQUE DE TAUX

Les couvertures de flux de trésorerie sont traitées en instruments de transactions depuis 2008 à l'exception de l'emprunt en USD. Celui-ci a été considéré comme une couverture de flux de trésorerie impactant les capitaux propres.

La politique de couverture de risque de taux préconise l'utilisation d'options de taux et/ou de swap de taux classés en instruments de transaction.

Le Groupe a mis en place en 2013 des swaps de taux d'intérêts (60 millions d'euros) à départ décalé de deux ans. Ces swaps ont été opérationnels à partir du mois d'août 2015 et protégeront le Groupe d'une hausse des taux jusqu'en 2020.

L'impact de cette politique sur la répartition des emprunts et dettes financières à taux fixe ou variable est le suivant :

EMPRUNTS ET DETTE FINANCIÈRES	Euros			Autres			Total		
	Taux fixes	Taux Variables	Total	Taux fixes	Taux Variables	Total	Taux fixes	Taux Variables	Total
<b>Avant protection de taux</b>	<b>190 500</b>	<b>569 580</b>	<b>760 080</b>	<b>121 029</b>	<b>34 419</b>	<b>155 448</b>	<b>311 529</b>	<b>603 999</b>	<b>915 528</b>
• Swap	60 000	- 60 000					60 000	- 60 000	
• Cap	150 000	- 150 000					150 000	- 150 000	
• Collar									
<b>Après protection de taux</b>	<b>400 500</b>	<b>359 580</b>	<b>760 080</b>	<b>121 029</b>	<b>34 419</b>	<b>155 448</b>	<b>521 529</b>	<b>393 999</b>	<b>915 528</b>
Autres actifs financiers courants		2 509	2 509		11 934	11 934		14 443	14 443
Trésorerie et équivalents de trésorerie		226 203	226 203		135 913	135 913		362 116	362 116
<b>TOTAL TRÉSORERIE NETTE ACQUISE</b>		<b>228 712</b>	<b>228 712</b>	<b>-</b>	<b>147 847</b>	<b>147 847</b>	<b>-</b>	<b>376 559</b>	<b>376 559</b>

Analyse de la sensibilité à la hausse des taux d'intérêts court terme au 31 décembre 2017 :

Une variation de + 1 % des taux court terme aurait un impact sur la dette brute variable du Groupe de 5,5 millions d'euros.

Cette hausse des taux court terme aurait également un impact sur les placements court terme à taux variable estimé à 3,8 millions d'euros. L'impact global d'une hausse des taux court terme sur le résultat financier du Groupe serait alors de 1,7 million d'euros.

## COUVERTURE DE RISQUE DE CHANGE

Contrats à terme et options – couverture latente au 31 décembre 2017.

Le Groupe est principalement exposé aux risques de variation des devises suivantes : yuan, yen, dollar US, livre sterling, franc suisse et réal brésilien.

Convention de signe : + achat de la devise – vente de la devise

<i>En milliers de devises</i>	Total devise 1		Total devise 2		Couverture en milliers d'EUR	Contre-valeur euro devise 1	Fixing au 31/12/2017
CNY USD	- 125 180	CNY	18 547	USD	- 238	- 16 040	EUR 6,5075
	-						
JPY EUR	1 444 349	JPY	11 774	EUR	987	- 10 698	EUR 135,0100
CNY EUR	- 81 652	CNY	10 308	EUR	- 25	- 10 462	EUR 7,8044
GBP EUR	- 30 386	GBP	34 561	EUR	194	- 34 248	EUR 0,8872
USD EUR	- 52 398	USD	44 532	EUR	675	- 43 690	EUR 1,1993
BRL USD	- 62 878	BRL	19 199	USD	401	- 15 822	EUR 3,3136
CHF EUR	- 9 033	CHF	8 340	EUR	489	- 7 719	EUR 1,1702
Autres devises					233	- 23 634	EUR
<b>TOTAL</b>					<b>2 716</b>	<b>- 162 313</b>	<b>EUR</b>

Analyse de la sensibilité à la variation des devises : une variation de 1 % des principales devises (CNY, USD, GBP, BRL, JPY et CHF), à partir d'un cours de référence du 31 décembre 2017, aurait un impact de 1,4 million d'euros sur le résultat financier du Groupe.



Le tableau suivant indique la valeur comptable des instruments financiers actifs et passifs par classe et par catégorie comptable, ainsi que leur juste valeur :

<b>ACTIF</b> <i>En milliers d'euros</i>	<b>Instruments financiers par résultat</b> <sup>(1)</sup>	<b>Dérivés qualifiés de couverture</b> <sup>(2)</sup>	<b>Actifs/ Passifs évalués à la juste valeur par résultat</b> <sup>(2)</sup>	<b>Actifs disponibles à la vente</b> <sup>(2)</sup>	<b>Actifs détenus jusqu'à échéance</b>	<b>Prêts et créances</b>	<b>Valeur comptable au bilan</b>	<b>Juste valeur</b>
<b>Au 31 décembre 2017</b>								
Titres de participation	-	-	-	4 664	-	-	4 664	4 664
Actifs financiers de transaction								
long terme	-	-	82	-	-	-	82	82
Prêts et créances financiers long terme	-	-	-	-	8 831	16 197	25 028	25 028
<b>Autres actifs financiers non courants</b>	-	-	<b>82</b>	<b>4 664</b>	<b>8 831</b>	<b>16 197</b>	<b>29 774</b>	<b>29 774</b>
Dérivés sur taux	1 619	1 108	-	-	-	-	2 727	2 727
<b>Instruments financiers dérivés non courants</b>	<b>1 619</b>	<b>1 108</b>	-	-	-	-	<b>2 727</b>	<b>2 727</b>
<b>Créances clients</b>	-	-	-	-	-	<b>734 791</b>	<b>734 791</b>	<b>734 791</b>
<b>Prêts et créances financiers court terme</b>	-	-	-	-	-	<b>1 323</b>	<b>1 323</b>	<b>1 323</b>
Dérivés de couverture sur matières premières	-	48	-	-	-	-	48	48
Dérivés de couverture sur change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés sur matières premières	911	-	-	-	-	-	911	911
Autres dérivés sur change	5 213	-	-	-	-	-	5 213	5 213
Autres dérivés sur taux	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments financiers dérivés courants</b>	<b>6 124</b>	<b>48</b>	-	-	-	-	<b>6 172</b>	<b>6 172</b>
<b>Actifs financiers de transaction court terme</b>	-	-	-	<b>13 249</b>	-	<b>1 194</b>	<b>14 443</b>	<b>14 443</b>
Comptes courants financiers	-	-	-	-	-	36	36	36
Disponibilités	-	-	-	-	-	120 787	120 787	120 787
Équivalents de trésorerie	-	-	241 293	-	-	-	241 293	241 293
Actifs disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Trésorerie et équivalents trésorerie</b>	-	-	<b>241 293</b>	-	-	<b>120 823</b>	<b>362 116</b>	<b>362 116</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>7 743</b>	<b>1 156</b>	<b>241 375</b>	<b>17 913</b>	<b>8 831</b>	<b>874 328</b>	<b>1 151 346</b>	<b>1 151 346</b>

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

Les évaluations de juste valeur sont classées à différents niveaux de la hiérarchie de la juste valeur, en fonction des données d'entrées utilisées dans la technique d'évaluation. Les différents niveaux sont définis ainsi :

- niveau 1 : il existe des cours (non ajustés) sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques, auxquels le Groupe peut avoir accès à la date d'évaluation ;
- niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement ;
- niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

La détermination, par le Groupe, de la juste valeur de niveau 2 pour les instruments financiers dérivés de gré à gré repose sur les cotations des établissements financiers. Le Groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables et que les justes valeurs reflètent le risque de crédit de l'instrument et intègrent des ajustements pour prendre en compte le risque de crédit du Groupe et de la contrepartie le cas échéant.

Au cours de l'exercice, le Groupe n'a pas procédé à des transferts de niveaux de hiérarchie de la juste valeur.

<b>PASSIF</b> <i>En milliers d'euros</i>	<b>Instruments financiers par résultat <sup>(1)</sup></b>	<b>Dérivés qualifiés de couverture <sup>(2)</sup></b>	<b>Actifs/ Passifs évalués à la juste valeur par résultat <sup>(2)</sup></b>	<b>Passifs au coût amorti</b>	<b>Valeur comptable au bilan</b>	<b>Juste valeur</b>
<b>Au 31 décembre 2017</b>						
Emprunts obligataires	-	-	-	260 481	260 481	260 481
Autres emprunts et dettes	-	-	-	18 148	18 148	18 148
<b>Emprunts et dettes financières non courantes</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>278 629</b>	<b>278 629</b>	<b>278 629</b>
Dettes liées aux options de ventes accordées aux intérêts des participations ne conférant pas le contrôle	-	-	23 901	-	23 901	23 901
Autres	-	-	7	-	7	7
<b>Autres passifs non courants</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>23 908</b>	<b>-</b>	<b>23 908</b>	<b>23 908</b>
Autres dérivés sur taux	4 621	203	-	-	4 824	4 824
<b>Instruments financiers dérivés non courants</b>	<b>4 621</b>	<b>203</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 824</b>	<b>4 824</b>
<b>Fournisseurs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>715 692</b>	<b>715 692</b>	<b>715 692</b>
<b>Dépôt et cautionnements reçus</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 066</b>	<b>1 066</b>	<b>1 066</b>
Dérivés de couverture sur matières premières	-	187	-	-	187	187
Autres dérivés sur matières premières	905	-	-	-	905	905
Autres dérivés sur devises	2 497	-	-	-	2 497	2 497
Autres dérivés sur change	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments financiers dérivés courants</b>	<b>3 402</b>	<b>187</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 589</b>	<b>3 589</b>
Dettes financières courantes	-	-	-	597 636	597 636	597 636
Comptes courants financiers	-	-	-	1 205	1 205	1 205
Concours bancaires courants	-	-	-	38 058	38 058	38 058
<b>Emprunts et dettes financières courantes</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>636 899</b>	<b>636 899</b>	<b>636 899</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>8 023</b>	<b>390</b>	<b>23 908</b>	<b>1 632 286</b>	<b>1 664 607</b>	<b>1 664 607</b>

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques du marché, principalement le risque de taux d'intérêt provenant des emprunts, et le risque de change portant sur des transactions commerciales futures.

Concernant les couvertures de juste valeur sur les swaps de taux d'intérêts et sur les matières premières, les couvertures sont 100 % efficaces. Il n'y a donc aucune charge ou produit enregistré sur la partie inefficace.

<b>ACTIF</b> <i>En milliers d'euros</i>	<b>Instrument s financiers par résultat <sup>(1)</sup></b>	<b>Dérivés qualifiés de couverture <sup>(2)</sup></b>	<b>Actifs/ Passifs à la juste évaluation par résultat <sup>(2)</sup></b>	<b>Actifs disponibles à la vente <sup>(2)</sup></b>	<b>Actifs détenus jusqu'à échéance</b>	<b>Prêts et créances</b>	<b>Valeur comptable au bilan</b>	<b>Juste valeur</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>								
Titres de participation	-	-	-	3 701	-	-	3 701	3 701
Actifs financiers de transaction long terme	-	-	3 489	-	-	-	3 489	3 489
Prêts et créances financiers long terme	-	-	-	-	6 378	17 255	23 633	23 633
<b>Autres actifs financiers non courants</b>	-	-	<b>3 489</b>	<b>3 701</b>	<b>6 378</b>	<b>17 255</b>	<b>30 823</b>	<b>30 823</b>
Dérivés sur taux	2 294	15 959	-	-	-	-	18 253	18 253
<b>Instruments financiers dérivés non courants</b>	<b>2 294</b>	<b>15 959</b>	-	-	-	-	<b>18 253</b>	<b>18 253</b>
<b>Créances clients</b>	-	-	-	-	-	<b>660 206</b>	<b>660 206</b>	<b>660 206</b>
<b>Prêts et créances financiers court terme</b>	-	-	-	-	-	<b>3 351</b>	<b>3 351</b>	<b>3 351</b>
Dérivés de couverture sur matières premières	-	1 072	-	-	-	-	1 072	1 072
Autres dérivés sur matières premières	623	-	-	-	-	-	623	623
Autres dérivés sur change	5 253	-	-	-	-	-	5 253	5 253
<b>Instruments financiers dérivés courants</b>	<b>5 876</b>	<b>1 072</b>	-	-	-	-	<b>6 948</b>	<b>6 948</b>
<b>Actifs financiers de transaction court terme</b>	-	-	-	<b>12 465</b>	-	<b>1</b>	<b>12 466</b>	<b>12 466</b>
Comptes courants financiers	-	-	-	-	-	27	27	27
Disponibilités	-	-	-	-	-	212 373	212 373	212 373
Équivalents de trésorerie	-	-	218 420	-	-	-	218 420	218 420
Actifs disponibles à la vente	-	-	-	4	-	-	4	4
<b>Trésorerie et équivalents trésorerie</b>	-	-	<b>218 420</b>	<b>4</b>	-	<b>212 400</b>	<b>430 824</b>	<b>430 824</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>8 170</b>	<b>17 031</b>	<b>221 909</b>	<b>16 170</b>	<b>6 378</b>	<b>893 213</b>	<b>1 162 871</b>	<b>1 162 871</b>

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

<b>PASSIF</b> <i>En milliers d'euros</i>	<b>Instruments financiers par résultat <sup>(1)</sup></b>	<b>Dérivés qualifiés de couverture <sup>(2)</sup></b>	<b>Actifs/Passifs évalués à la juste valeur par résultat <sup>(2)</sup></b>	<b>Passifs au coût amorti</b>	<b>Valeur comptable au bilan</b>	<b>Juste valeur</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>						
Emprunts obligataires	-	-	-	166 758	166 758	166 758
Autres emprunts et dettes	-	-	-	29 815	29 815	29 815
<b>Emprunts et dettes financières non courantes</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>196 573</b>	<b>196 573</b>	<b>196 573</b>
Dettes liées aux options de ventes accordées aux intérêts des participations ne conférant pas le contrôle	-	-	36 197	-	36 197	36 197
Autres	-	-	7	-	7	7
<b>Autres passifs non courants</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>36 204</b>	<b>-</b>	<b>36 204</b>	<b>36 204</b>
Autres dérivés sur taux	6 559	-	-	-	6 559	6 559
<b>Instruments financiers dérivés non courants</b>	<b>6 559</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 559</b>	<b>6 559</b>
<b>Fournisseurs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>668 519</b>	<b>668 519</b>	<b>668 519</b>
<b>Dépôt et cautionnements reçus</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>870</b>	<b>870</b>	<b>870</b>
Autres dérivés sur matières premières	621	-	-	-	621	621
Autres dérivés sur devises	3 172	-	-	-	3 172	3 172
<b>Instruments financiers dérivés courants</b>	<b>3 793</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 793</b>	<b>3 793</b>
Dettes financières courantes	-	-	-	555 323	555 323	555 323
Comptes courants financiers	-	-	-	1 122	1 122	1 122
Concours bancaires courants	-	-	-	38 902	38 902	38 902
<b>Emprunts et dettes financières courantes</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>595 347</b>	<b>595 347</b>	<b>595 347</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>10 352</b>	<b>-</b>	<b>36 204</b>	<b>1 461 309</b>	<b>1 507 865</b>	<b>1 507 865</b>

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

## NOTE 29. VARIATION DU BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>Au 31 décembre 2016</b>
Clients	- 86 647	- 4 778
Stocks	- 39 171	- 32 843
Fournisseurs	67 631	31 491
Débiteurs et créditeurs divers	- 3 197	- 4 658
	<b>- 61 384</b>	<b>- 10 788</b>

La variation du besoin en fonds de roulement, sur 2017, est impactée par la forte hausse des cotations du beurre et de la crème, par la hausse des prix matières sur l'ensemble des zones géographiques et en particulier en Amérique Latine, ainsi que par le développement des ventes à l'international.

## NOTE 30. ENGAGEMENTS HORS BILAN

### Les engagements hors bilan comprennent :

- Les engagements de prise de participation pour 39,7 millions d'euros (2016 : 41,2 millions d'euros) qui sont à la fois donnés et reçus ne concernent en 2017 qu'une seule participation \* ;
- Les engagements donnés liés au financement de la Société.

Les garanties financières accordées aux sociétés du Groupe s'élèvent à 118,8 millions d'euros (2016 : 100,6 millions d'euros) ;

- Les engagements liés aux activités opérationnelles.

### Au titre des engagements donnés :

Ils comprennent des engagements pour loyers futurs à payer pour 68,2 millions d'euros (2016 : 63,6 millions d'euros), des paiements minimaux de crédit-bail pour 3,9 millions d'euros (2016 : 4,1 millions d'euros), et les autres engagements donnés pour 103,6 millions d'euros (2016 : 97,8 millions d'euros).

Le détail pour loyers futurs à payer et les paiements minimaux de crédit-bail sont :

En millions d'euros	Loyers simples	Paiements minimaux de crédit-bail
En 2018	23,6	1,2
De 2019 à 2022	41,5	2,7
Au-delà de 2022	3,1	0,0

Concernant les contrats d'approvisionnement en lait, Le Groupe dispose de contrats avec plusieurs producteurs, conclus à des conditions normales de marché.

### Au titre des engagements reçus :

Les autres engagements reçus représentent 29,9 millions d'euros (2016 : 24,2 millions d'euros).

## NOTE 31. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les transactions entre les parties liées ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cadre de transactions soumises à des conditions de concurrence normale seulement si ces modalités peuvent être démontrées.

Le Groupe est contrôlé par SAVENCIA Holding SCA (ex SOPARIND SCA), société enregistrée en France qui détient directement ou indirectement 66,64 % du capital. Le reste, détenu par un nombre important d'actionnaires fait l'objet de transaction sur la Bourse de Paris. Certaines filiales ne sont pas entièrement détenues par SAVENCIA SA (voir note 33 sur le périmètre de consolidation). Leurs actionnaires minoritaires sont pour l'essentiel des coopératives de production ou de collecte de lait à qui le Groupe achète leur production et peut vendre certaines productions. Ces transactions constituent l'essentiel des transactions avec les parties liées. À ce titre SAVENCIA Fromage & Dairy a enregistré des ventes aux coopératives liées pour 75,3 millions d'euros en 2017 (contre 60,3 millions d'euros en 2016) et des charges pour un montant de 780,4 millions d'euros en 2017 (contre 683,2 millions d'euros en 2016). Le Groupe assure la gestion de trésorerie de parties liées. À ce titre, il a perçu une rémunération de 1,2 million d'euros en 2017 (0,7 million d'euros en 2016).

Le Groupe a créé une co-entreprise avec Sodiaal, La Compagnie des Fromages et RichesMonts. Le Groupe assure une partie de l'approvisionnement laitier, une partie de la reprise des co-produits industriels. Il assure une partie des prestations logistiques et commerciales ainsi que la distribution dans un certain nombre de pays étrangers. Il fournit également des prestations informatiques et administratives.

Le poste « Autres actifs financiers » comprend un prêt de 3,1 millions d'euros avec La Compagnie des Fromages et RichesMonts.

Les ventes du Groupe aux entreprises associées représentent 215,8 millions d'euros en 2017 (193,6 millions d'euros en 2016) et les achats 201 millions d'euros (182,3 millions d'euros en 2016), ces transactions étant essentiellement des ventes et achats de matières laitières.

\* Cet engagement disparaîtra à compter du 22 février 2018 suite à l'évolution de la participation du Groupe dans la société italienne Ferrari.

Le montant global des rémunérations des dirigeants s'élève à 3,8 millions d'euros (4 millions d'euros en 2016). Il se ventile en 2017 de la manière suivante : avantages à court terme pour 3,7 millions d'euros, avantages postérieurs à l'emploi 0,1 million d'euros. Il n'y a ni autres avantages à long terme ni indemnités versées de fin de contrat de travail. Aucun paiement fondé sur des actions n'a été réalisé en 2016 ni en 2017.

Les principaux dirigeants comprennent : le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué ainsi que les Administrateurs.

## NOTE 32. ÉVÈNEMENT POST CLÔTURE

Dans le cadre du développement de ses activités Retail et Foodservice Premium, le Groupe est engagé dans l'acquisition d'une société en Corée du Sud. Cette opération a obtenu l'accord de l'autorité de la concurrence coréenne. Elle reste soumise à quelques conditions suspensives et devrait être signée dans les prochains jours. Par ailleurs, le Groupe a porté son taux de détention dans la participation minoritaire Compagnie Fromagère de Tunisie à 50 % le 30 janvier 2018. Il a également renforcé sa participation minoritaire dans la société italienne Ferrari, passant de 22 % à 49 %, le 22 février 2018.

Enfin, certaines filiales d'Europe Centrale ont lancé des plans de restructuration dans un objectif de rationalisation de leurs activités. Les impacts comptables sont de l'ordre de 14 millions d'euros.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas, à la date d'arrêt des comptes consolidés annuels 2017 par le Conseil d'Administration du 7 mars 2018, d'autres événements significatifs postérieurs à la clôture.

## NOTE 33. LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Consolidation par intégration globale	N° Siren	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
France			31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
SAVENCIA SA					Société-	
	847 120 185	FRANCE	Société-mère	mère	Société-mère	Société-mère
SAVENCIA Fromage & Dairy Foodservice	389 330 739	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
SAVENCIA Produits Laitiers France	394 530 703	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Alliance Laitière Européenne SAS	388 435 539	FRANCE	100,00	100,00	100,00	98,50
Armor Protéines SAS	679 200 287	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
B.G. SAS	331 339 275	FRANCE	99,97	99,97	99,97	99,97
SAVENCIA Fromage & Dairy Europe	351 014 352	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Overseas	325 508 653	FRANCE	99,96	99,96	99,96	99,96
SAVENCIA Fromage & Dairy International	402 927 628	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Bressor Alliance SA	379 657 570	FRANCE	66,66	66,66	66,66	66,66
Bressor SA	383 228 764	FRANCE	99,74	99,74	66,48	66,48
Centre Bretagne Lait SA	387 493 315	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
C.F.V.A. SAS	314 830 050	FRANCE	99,97	99,97	99,97	99,97
SAVENCIA Ressources Laitières	389 297 748	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
Compagnie Laitière de Derval SAS	403 001 068	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
Compagnie Laitière Européenne SA	780 876 421	FRANCE	85,86	85,86	85,86	84,58
Compagnie Laitière Normandie-Bretagne SAS	349 652 560	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
Dutch Cheese Masters SAS	789 660 743	FRANCE	55,00	55,00	55,00	55,00
Elvir SAS	389 297 664	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
Établissements L. Tessier SAS	667 180 392	FRANCE	99,71	99,71	99,71	99,71
Fromagerie Berthaut SA	316 608 942	FRANCE	90,00	90,00	90,00	90,00

Fromagerie de Vihiers SAS	350 546 719	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromageries des Chaumes SAS	314 830 183	FRANCE	99,94	99,94	99,93	99,93
Fromageries Lescure SAS	794 040 956	FRANCE	51,00	51,00	51,00	51,00
Fromageries Perreault SAS	316 085 620	FRANCE	99,98	99,98	99,98	99,98
Fromageries Saint Saviol SAS	793 801 028	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
Fromageries Rambol SAS	315 130 641	FRANCE	99,95	99,95	99,95	99,95
Fromapac SAS	402 180 541	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromarsac SAS	331 260 083	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fruisec SAS	307 963 389	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Grand'Ouche SAS	314 815 457	FRANCE	99,83	99,83	99,83	99,83
La Compagnie des Fromages SAS	393 257 654	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
Les Fromagers de L'Europe SAS	428 744 973	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Les Fromagers Associés SAS	349 542 415	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Les Fromagers de Thiérache SAS	315 332 569	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Messageries Laitières SNC	313 966 103	FRANCE	61,31	61,31	52,64	51,86
Normandie Bretagne Transports SAS (NBT)	403 128 051	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
Normandie Logistics Overseas	824 269 898	FRANCE	61,30	-	52,64	-
Prodilac SNC	389 297 714	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
PJB Advance SA	438 355 877	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SB Alliance SNC	409 080 538	FRANCE	84,99	84,99	84,98	84,98
SB Alliance Informatique	780 876 405	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
SB Biotechnologies SAS	450 983 051	FRANCE	100,00	100,00	97,50	97,50
Société des Beurres et Crèmes des Régions d'Europe	487 220 295	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
Société Les Vergers des Coteaux du Périgord SAS	330 479 213	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sodilac SAS	689 801 470	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
Sofivo SAS	352 848 725	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
Sogasi SAS	315 062 224	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogeps SAS	384 557 880	FRANCE	100,00	100,00	85,86	84,58
Soredab SAS	317 705 267	FRANCE	97,50	97,50	97,50	97,50
<b>Étranger</b>			<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Advanced Food Products LLC		ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
AGRO 2000		RUSSIE	99,90	-	95,90	-
SAVENCIA Cheese USA, LLC		ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Arab French Company for Dairy and Cheese Products		ÉGYPTE	100,00	100,00	100,00	100,00
Balderama N.V.		PAYS-BAS	100,00	100,00	85,86	84,58
BC-USA, Inc. *		ÉTATS-UNIS	-	100,00	-	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Nordics		DANEMARK	100,00	100,00	100,00	100,00
BEV		RUSSIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Belebeevski Molochny Kombinat		RUSSIE	96,00	-	96,00	-
BR Investissements		LUXEMBOUR G	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Suisse		SUISSE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Benelux		BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00

SAVENCIA Fromage & Dairy Deutschland Gmbh	ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Europarticipations	PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Osterreich	AUTRICHE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Italia	ITALIE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Nederland	PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Bonprole SA	URUGUAY	90,00	90,00	90,00	90,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Japon	JAPON	100,00	100,00	100,00	100,00
BSI Tianjin Foods Cy Ltd	CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Corman Deutschland Gmbh	ALLEMAGNE	100,00	100,00	85,86	84,58
Corman Italia Spa	ITALIE	100,00	100,00	85,86	84,58
Corman Miloko Ireland Ltd	IRLANDE	55,00	55,00	47,23	46,52
Corman SA	BELGIQUE	100,00	100,00	85,86	84,58
SAVENCIA Fromage & Dairy India Private Limited	INDE	89,99	89,99	89,99	89,99
Delaco Distribution	ROUMANIE	100,00	72,00	100,00	72,00
Edelweiss Gmbh Co KG	ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Edelweiss Verwaltung Gmbh	ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Eurexpan BV	PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Fleur de Lait East LLC	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Fleur de Lait West LLC	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Food Garden Of Sweden	SUÈDE	100,00	100,00	99,96	99,96
Fromagers Associés Japon KK	JAPON	51,00	51,00	51,00	51,00
Fromunion SA	BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
ICC Paslek	POLOGNE	100,00	100,00	85,86	84,58
Kolb Lena Inc.	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Mantequeras Arias SA	ESPAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Mashreq des Produits Laitiers SA	ÉGYPTE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy SK	SLOVAQUIE	99,99	99,99	99,99	99,99
Milkaut	ARGENTINE	99,88	99,88	99,88	99,88
Mleczarnia Turek Sp ZOO	POLOGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Mleko Produkt	RÉPUBLIQUE DE SERBIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Molkerei Sobbeke Gmbh	ALLEMAGNE	80,00	80,00	80,00	80,00
Molkerei Gebr Rogge Gmbh	ALLEMAGNE	92,49	92,49	92,49	92,49
Molkerei Gebr. Rogge Komplementär Gmbh	ALLEMAGNE	100,00	100,00	92,49	92,49
Novomilk	SLOVAQUIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Pannontej Rt.	HONGRIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Paturain BV	PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Petra SA	URUGUAY	100,00	100,00	100,00	100,00
Polenghi Ltda	BRÉSIL	100,00	100,00	100,00	100,00
Real Fresh, Inc.	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
S.B.M.S. SA	BELGIQUE	99,98	99,98	99,98	99,98
Cabaña y Estancia Santa Rosa SA	ARGENTINE	100,00	100,00	99,88	99,88
Santa Rosa Chile	CHILI	100,00	100,00	100,00	100,00



SB International	BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sinodis Limited	CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sinodis (Shanghai) Co., Ltd.	CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Speciality Distributing Corp. **	ÉTATS-UNIS	-	100,00	-	100,00
TDSI	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Czech Republic	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy UK Limited	ROYAUME- UNI	100,00	100,00	100,00	100,00
Vostok Holding Gmbh	AUTRICHE	100,00	100,00	100,00	100,00
Zausner Foods Corp.	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
ZNHC, Inc. *	ÉTATS-UNIS	-	100,00	-	100,00
Zvenigorodka	UKRAINE	99,97	99,97	99,97	99,97

Consolidation par mise en équivalence	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
		31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
<b>France</b>					
Financière Louis	FRANCE	-	10,38	-	10,38
CF & R Gestion	FRANCE	50,00	50,00	42,93	42,29
Compagnie des Fromages & RichesMonts	FRANCE	50,00	50,00	42,93	42,29
Poitou Chèvre SAS	FRANCE	48,96	48,96	24,97	24,97
Sica Silam	FRANCE	40,16	40,16	39,82	39,82
Sanicoopa SARL	FRANCE	37,99	37,99	32,62	32,13
<b>Étranger</b>					
Esbon SA	TURQUIE	-	50,00	-	50,00
Ferrari Giovanni Industria Casearia Spa	ITALIE	27,00	27,00	27,00	27,00
Forlactaria SA	ESPAGNE	40,00	40,00	40,00	40,00
La Compagnie Fromagère SA	TUNISIE	42,50	42,50	42,50	42,50
Premiumlab	ESPAGNE	20,00	20,00	17,17	16,92
Sodiaal Gmbh	ALLEMAGNE	50,00	50,00	42,93	42,29
Val d'Arve SA	SUISSE	33,34	33,34	33,34	33,34

\* Fusionnée dans Zausner Foods Corp.

\*\* Fusionnée dans SAVENCIA Cheese USA, LLC.

# 6. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

Aux Actionnaires

**SAVENCIA SA**

42, rue Rieussec

78220 Viroflay

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Savencia SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

## Fondement de l'opinion

### RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### ÉVALUATION DE LA VALEUR RECOUVRABLE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ÉCARTS D'ACQUISITION

#### Description du risque

Au 31 décembre 2017, la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles s'élève à 1 493 millions d'euros, soit 43 % du total bilan. Ces actifs non financiers sont essentiellement composés d'immobilisations corporelles (951 m€), d'écarts d'acquisition (373 m€) et de marques (169 m€).

La direction de Savencia réalise des tests de perte de valeur sur ces actifs dont les modalités sont décrites dans les notes 5.2.9.8 et 12 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces tests sont réalisés au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT).

Au regard du fort positionnement des marques reconnues à l'actif, le principal risque porte sur la valorisation des écarts d'acquisition et des immobilisations corporelles.

La valeur recouvrable des UGT est basée sur des projections de flux de trésorerie futurs déterminées à partir de prévisions financières à 3 ans nécessitant l'utilisation d'hypothèses telles que le prix du lait, la croissance du chiffre d'affaires, la rentabilité et le taux d'actualisation.

Nous avons considéré la valorisation de ces actifs non financiers, et plus spécifiquement des écarts d'acquisition et des immobilisations corporelles, comme un point clé de l'audit en raison de l'importance significative de ces actifs dans les comptes consolidés et parce que la détermination de leur valeur recouvrable est une affaire de jugement.

#### **Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque**

Nous avons examiné le processus d'établissement des projections de flux de trésorerie futures servant de base aux tests de perte de valeur de ces actifs.

Pour les UGT pour lesquelles la valeur recouvrable est proche de la valeur comptable, nous avons également effectué les procédures suivantes :

- vérifié l'exhaustivité et l'exactitude des éléments composant la valeur comptable de chacune des UGT ;
- apprécié le caractère raisonnable des projections de chiffre d'affaires et de rentabilité au regard du contexte économique et financier de chaque UGT, des performances historiques de l'UGT et des plans d'action envisagés de chaque UGT ;
- apprécié la fiabilité du processus d'établissement des estimations en examinant les causes des différences entre les prévisions et les réalisations ;
- apprécié le caractère raisonnable des taux d'actualisation avec l'aide de nos spécialistes en évaluation ;
- apprécié la sensibilité du test à certaines hypothèses notamment le taux d'actualisation.

#### **RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES**

##### **Description du risque**

Le chiffre d'affaires consolidé de Savencia SA est présenté net des déductions commerciales accordées aux distributeurs (telles que les remises et ristournes accordées aux clients, coûts liés aux accords commerciaux de développement ou aux actions promotionnelles facturées par les distributeurs).

Ces déductions commerciales correspondent généralement à des remises sur volumes de ventes et/ou des services rendus par la grande distribution dont la construction de prix dépend de la nature des services rendus.

Nous avons considéré que la détermination/l'estimation de ces déductions commerciales à la clôture de l'exercice constitue un point clé de l'audit compte tenu :

- de leur impact significatif sur le chiffre d'affaires ;
- de la complexité et de la diversité des accords contractuels ;
- des retraitements nécessaires à la détermination de la base de chiffre d'affaires sur laquelle s'appliquent les remises (le plus souvent par catégorie de produits) ;
- de la variation possible des taux de remises en fonction de l'atteinte de paliers de chiffre d'affaires.

##### **Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque**

Nous avons apprécié la conception des contrôles mis place par les directions des entités commerciales pour estimer ces déductions commerciales.

Nous avons également :

- rapproché, sur la base d'échantillonnage, les conditions contractuelles aux données figurant dans les systèmes d'information dédiés à la gestion des conditions commerciales ;
- vérifié, sur la base d'échantillonnage, l'exactitude de la provision de fin d'année en particulier la détermination du chiffre d'affaires et des taux appliqués ;
- comparé, sur la base d'échantillonnage, les paiements de l'année en cours avec les remises estimées à la clôture de l'année précédente ;
- analysé l'antériorité des provisions à la clôture.

#### **Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

### DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Savencia SA par l'Assemblée générale du 21 mai 1979 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par l'Assemblée générale du 22 mai 1977 pour le cabinet KPMG Audit ID.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 38<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit ID dans la 40<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

#### OBJECTIF ET DÉMARCHE D'AUDIT

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son

rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et La Défense, le 29 mars 2018

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**

Amélie Wattel

**KPMG AUDIT ID**

Jean-Charles Simon

# 3

## COMPTES SOCIAUX EXERCICE 2017

# 1. Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Produits d'exploitation	2.1	26 699	32 779
Charges d'exploitation	2.1	- 39 511	- 41 225
Résultat d'exploitation	2.1	- 12 812	- 8 446
Résultat financier net	2.2	31 217	32 746
Résultat courant avant impôts		18 405	24 300
Résultat exceptionnel net	2.3	- 7 396	6 015
Résultat de l'exercice avant impôt		11 009	30 315
Impôts sur les bénéfices	2.4	8 073	9 908
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>19 082</b>	<b>40 223</b>

# 2. État des flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Excédent brut d'exploitation		- 10 536	- 12 437
Variation du besoin en fonds de roulement		- 9 918	2 960
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité		33 972	36 346
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité [A]</b>		<b>13 518</b>	<b>26 869</b>
Investissements immobilisations incorporelles/corporelles		- 6 587	- 1 794
Investissements financiers		- 143 005	- 572
Autres encaissements et décaissements		- 22 245	- 46 256
<b>Flux provenant des investissements [B]</b>		<b>- 171 837</b>	<b>- 48 622</b>
Capital			
Dividendes versés		- 22 224	- 13 944
Encaissements provenant de nouveaux emprunts		130 213	
Remboursements des emprunts		- 30 000	
<b>Flux provenant du financement [C]</b>		<b>77 989</b>	<b>- 13 944</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE [A+ B+ C]</b>		<b>- 80 330</b>	<b>- 35 697</b>
Trésorerie nette à l'ouverture		- 438 278	- 402 581
Trésorerie nette à la clôture	3.9	- 518 608	- 438 278
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE</b>		<b>- 80 330</b>	<b>- 35 697</b>

### 3. Bilan actif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2017		Exercice 2016	
		Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>3.1</b>	<b>45 440</b>	<b>- 20 574</b>	<b>24 866</b>	<b>20 232</b>
Concessions, brevets et droits similaires		39 288	- 20 574	18 714	16 403
Fonds commercial		1 548		1 548	1 548
Autres immobilisations incorporelles		4 604		4 604	2 281
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>3.2</b>	<b>273</b>		<b>273</b>	<b>273</b>
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériels et outillages industriels					
Autres immobilisations corporelles		273		273	273
Immobilisations en cours					
<b>Immobilisations financières</b>	<b>3.3</b>	<b>1 585 680</b>	<b>- 1 533</b>	<b>1 584 147</b>	<b>1 420 074</b>
Participations		1 283 903	- 1 532	1 282 371	1 140 943
Créances rattachées à des participations	<b>3.8</b>	300 566		300 566	275 598
Autres titres immobilisés		369	- 1	368	2 657
Prêts					
Autres immobilisations financières		842		842	876
<b>Actif immobilisé</b>		<b>1 631 393</b>	<b>- 22 107</b>	<b>1 609 286</b>	<b>1 440 579</b>
<b>Actif circulant</b>	<b>3.8</b>	<b>80 070</b>		<b>80 070</b>	<b>103 976</b>
Autres créances	<b>3.4</b>	27 793		27 793	40 911
Valeurs mobilières de placement	<b>3.5</b>	36 578		36 578	61 388
Disponibilités		15 699		15 699	1 677
<b>Comptes de régularisation – Actif</b>	<b>3.10</b>	<b>20</b>		<b>20</b>	<b>44</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>1 711 483</b>	<b>- 22 107</b>	<b>1 689 376</b>	<b>1 544 599</b>



## 4. Bilan passif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
		Montants avant répartition	Montants avant répartition
<b>Capitaux propres</b>	<b>3.6</b>	<b>825 012</b>	<b>826 570</b>
Capital social		14 033	14 033
Primes d'émission		73 231	73 231
Écart de réévaluation		378	378
Réserves légales		1 613	1 613
Réserves réglementées			
Autres réserves		326 922	326 922
Report à nouveau		379 902	361 903
Résultat de l'exercice		19 082	40 223
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		9 851	8 267
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>3.7</b>	<b>4 007</b>	<b>3 320</b>
<b>Dettes</b>	<b>3.8</b>	<b>860 197</b>	<b>714 709</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		268 330	168 330
Emprunts et dettes financières divers		573 479	525 307
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		6 566	9 426
Dettes fiscales et sociales		492	446
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		589	30
Autres dettes		10 741	11 170
<b>Comptes de régularisation – Passif</b>		<b>160</b>	
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>1 689 376</b>	<b>1 544 599</b>

## 5. Notes annexes

### NOTE 1. PRINCIPES COMPTABLES

Les états de synthèse ont été établis suivant les principes, normes et méthodes comptables découlant du règlement ANC 2014-03 modifié par les règlements ANC 2015-06 et 2016-07.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, sont décrites ci-après par rubrique.

**Les chiffres sont présentés en milliers d'euros sauf mention contraire.**

#### 1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles représentent les fonds de commerce, marques, tournées de lait, licences, brevets et droits au bail qui sont évalués à leur prix d'achat.

Les frais d'établissement, les frais de recherche et de développement, les frais de dépôts ou de renouvellement des marques et des brevets sont comptabilisés en charges à compter de 2005 (en application de la méthode préférentielle).

Les logiciels acquis ou créés sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans pour les applications bureautiques et de 7 ans pour les applications industrielles. Au-delà de ces plans d'amortissements, les aides fiscales aux investissements sont comptabilisées en tant qu'amortissements dérogatoires et influencent le résultat exceptionnel.

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels et à leur mise en service sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les mettre en service. Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Lorsqu'ils confèrent un caractère unique aux logiciels acquis ou produits contrôlés par le Groupe, les coûts de

développement sont inscrits au bilan dès lors qu'ils généreront des avantages économiques futurs attendus et sont amortis sur la durée d'utilité des logiciels concernés.

La valeur nette comptable des autres immobilisations incorporelles est comparée chaque année à leur valeur d'utilité qui correspond à l'actualisation des prévisions de flux futurs de trésorerie. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, la différence fait l'objet d'une dépréciation.

## 1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires à l'exclusion de tous frais financiers) ou à leur coût de production.

Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire exclusivement, d'après les natures des biens concernés et selon un plan d'amortissement correspondant à leur durée d'utilité.

Les principales durées figurent dans le tableau ci-après :

	<b>Durées</b>
Agencements des terrains	10 à 20 ans
Constructions	10 à 33 ans
Agencements des constructions	10 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages industriels	5 à 15 ans
Matériel de bureau et informatique, mobilier de bureau	3 à 15 ans
Autres immobilisations	3 à 20 ans

Au-delà de ces plans d'amortissements, les aides fiscales aux investissements sont comptabilisées en tant qu'amortissements dérogatoires et influencent le résultat exceptionnel.

La base d'amortissement des immobilisations qui sont cotées sur un marché est minorée de la valeur résiduelle des biens estimée à leur date d'entrée.

Les éléments qui sont dissociables et qui ont une durée d'utilité différente de celle de l'immobilisation principale sont amortis sur leur durée d'utilité propre (en application de la méthode des composants).

Lorsqu'un élément d'actif amortissable subit au cours d'un exercice, une dépréciation effective et définitive due à des circonstances exceptionnelles, un amortissement exceptionnel est comptabilisé en sus de l'annuité normale.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, la différence fait l'objet d'une provision pour dépréciation.

Compte tenu de la nature des immobilisations corporelles, il n'est pas pratiqué de provision pour grosses réparations.

## 1.3 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont valorisées à leur coût historique. Pour les titres libellés en devises, la conversion est faite au taux de change en vigueur à la date de chaque opération.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'achat hors frais accessoires.

En fin d'année, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée. Outre la quote-part de capitaux propres de la filiale que les titres de participation représentent, leur valeur d'inventaire prend également en compte le potentiel économique et financier de la filiale considérée au moyen d'une actualisation des flux futurs de trésorerie.

## 1.4 Valeurs mobilières de placement

Toutes les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur prix d'acquisition. Une dépréciation est calculée, le cas échéant, lorsque la valeur c'est-à-dire le cours de clôture du dernier jour de l'exercice est inférieure au dit prix d'acquisition. Dans le cas des actions propres, le prix d'acquisition est comparé au cours moyen du dernier mois de l'exercice.

Aucune compensation n'est faite entre les plus-values latentes non comptabilisées et les moins-values latentes qui, elles, font l'objet de provisions.

L'enregistrement des produits obligataires se fait en fonction de la partie courue des coupons durant l'exercice social.

## **1.5 Opérations en devises**

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au taux de fin d'exercice. Les différences résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier taux sont portées au bilan en « écarts de conversion ». Les éventuelles pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

## **1.6 Gestion des risques financiers et instruments financiers**

De par ses activités, la Société est exposée à des risques de marché (essentiellement risques de change et/ou risques de taux d'intérêt). La gestion des risques vise à minimiser leurs effets potentiellement défavorables sur la performance financière de la Société. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions au risque.

La gestion du risque est assurée conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'Administration. Les risques financiers sont identifiés, évalués et couverts. Pour chaque catégorie de transactions, des procédures spécifiques précisent les instruments utilisables, les montants maximum autorisés, les contreparties possibles et les contrôles à effectuer.

Des instruments financiers dérivés sont utilisés par la Société pour gérer les risques de change et de taux d'intérêts auxquels elle est confrontée dans le cadre de ses activités.

Les instruments financiers dérivés utilisés sont principalement des contrats de change à terme ferme ou optionnel et des contrats d'échange de devises ou de taux d'intérêts.

Les résultats dégagés sur ces couvertures sont comptabilisés de manière symétrique aux résultats comptabilisés sur les éléments couverts. Lorsque les positions ne sont pas qualifiées comptablement de couvertures de risques, elles sont évaluées à leur valeur de marché et les pertes ou les gains qui en résultent sont portés au compte de résultat.

## **1.7 Provisions réglementées**

L'application des incitants fiscaux permet de calculer les amortissements déductibles fiscalement (durées d'usage et taux dégressifs) de manière différente de celle utilisée pour l'amortissement comptable (durée d'utilité et taux linéaire). La réglementation fiscale impose néanmoins d'enregistrer dans ce poste l'écart entre ces deux méthodes.

## **1.8 Indemnités de départ en retraite**

Les indemnités de départ en retraite prévues dans la convention collective sont en partie couvertes par un contrat d'assurance. Le calcul des indemnités est effectué par un organisme extérieur en fonction des salariés présents dans la Société et est actualisé chaque année.

## **1.9 Impôt sur les bénéfices et détermination du résultat fiscal**

L'impôt sur les bénéfices comptabilisé correspond à l'impôt à payer au titre de l'exercice. Aucun impôt différé n'est comptabilisé. Une convention d'intégration fiscale avec les sociétés françaises du Groupe détenues directement ou indirectement à 95 % ou plus a été mise en place. Le régime autorise la compensation des résultats taxables des unes avec les déficits des autres permettant ainsi à SAVENCIA SA de n'acquitter que le solde à l'Administration fiscale.

## NOTE 2. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RÉSULTAT

### 2.1 Résultat d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2017	Exercice 2016
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>26 699</b>	<b>32 779</b>
Les produits d'exploitation sont composés essentiellement de prestations de services facturées aux filiales		
Loyers		
Redevances	25 536	24 901
Autres produits	1 163	7 878
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>- 39 511</b>	<b>- 41 225</b>
Autres achats et charges externes *	- 35 280	- 36 719
Impôts et taxes	- 826	- 636
Salaires et traitements	- 313	- 284
Charges sociales	- 201	- 168
Opérations en commun		
Autres charges	- 412	- 354
Dotations aux amortissements et provisions	- 2 479	- 3 064
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 12 812</b>	<b>- 8 446</b>

\* Dont 828 milliers d'euros au titre du contrôle légal des comptes par les commissaires aux comptes pour l'exercice 2017. En 2016, ce montant était de 805 milliers d'euros. Au titre de Conseil et/ou de prestations de services, les honoraires comptabilisés sont nuls au titre de l'exercice 2017, il en était de même en 2016.

### 2.2 Résultat financier net

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2017	Exercice 2016
<b>Sur participations et autres titres</b>	<b>37 246</b>	<b>39 600</b>
Dividendes reçus	32 934	42 511
Provisions sur titres et autres titres (net)	4 312	- 2 911
<b>Sur charges financières nettes</b>	<b>- 6 038</b>	<b>- 6 848</b>
Produits financiers	9 146	9 301
Charges financières	- 15 184	- 16 149
<b>Sur changes et divers</b>	<b>9</b>	<b>- 6</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER NET</b>	<b>31 217</b>	<b>32 746</b>

### 2.3 Résultat exceptionnel net

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2017	Exercice 2016
Charges exceptionnelles*	- 376	- 5 139
Produits exceptionnels*	944	446
Plus ou moins values nettes de cessions d'immobilisations**	- 5 488	10 612
Dotations et reprises d'amortissements dérogatoires	- 1 584	659
Dotations et reprises de provisions pour risques***	- 892	- 563
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL NET</b>	<b>- 7 396</b>	<b>6 015</b>

\* Le montant net des produits et charges exceptionnels de l'année 2017 qui s'établit à 568 milliers comprend principalement un produit de refacturation des pertes latentes sur plan de stock-options.

\*\* Cette moins values réalisée correspond à la cession des titres de la société Financière Louis SAS.

\*\*\* Il s'agit principalement d'une dotation pour perte latente sur plan de stock-options.

## 2.4 Impôt sur les bénéfices

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôt et Crédit d'impôt propres à SAVENCIA SA	208	186
Contribution additionnelle sur les dividendes	- 669	- 421
Produit de l'intégration fiscale	8 655	7 958
Produit d'impôt au titre des exercices antérieurs *	- 121	2 184
<b>TOTAL</b>	<b>8 073</b>	<b>9 907</b>

\* Le produit enregistré en 2016 était lié aux contestations de l'imposition des dividendes de source étrangère.

### Impôts latents

Les impôts latents dus aux retraitements fiscaux (amortissements dérogatoires, différences temporaires...) représentent une charge fiscale future, au taux de 34,43 %, d'un montant de 3 526 milliers d'euros, contre 3 298 milliers d'euros en 2016 :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2017	Exercice 2016
<b>Accroissement</b>	<b>- 3 536</b>	<b>- 3 330</b>
Sur amortissements dérogatoires	- 3 392	- 2 846
Sur autres retraitements fiscaux	- 144	- 484
<b>Allègement</b>	<b>10</b>	<b>32</b>
Sur autres charges non déductibles	10	32
<b>CHARGE NETTE FUTURE D'IMPÔT</b>	<b>- 3 526</b>	<b>- 3 298</b>

## NOTE 3. NOTES ANNEXES AU BILAN

### 3.1 Immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	Variation des immobilisations incorporelles				
	Valeurs au 31/12/2016	Augmentations	Compte à compte	Diminutions	Valeurs au 31/12/2017
<b>Valeurs brutes</b>	<b>38 293</b>	<b>7 147</b>			<b>45 440</b>
Concessions, brevets et droits similaires	34 464		4 824		39 288
Fonds commercial	1 548				1 548
Autres immobilisations incorporelles*	2 281	7 147	- 4 824		4 604
<b>Amortissements &amp; dépréciations</b>	<b>- 18 061</b>	<b>- 2 513</b>			<b>- 20 574</b>
Concessions, brevets et droits similaires**	- 18 061	- 2 513			- 20 574
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES</b>	<b>20 232</b>	<b>4 634</b>			<b>24 866</b>

\* À la clôture, les autres immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de logiciels en cours de développement.

\*\* La dotation de l'année intègre un amortissement exceptionnel de 34 milliers d'euros.

## 3.2 Immobilisations corporelles

En milliers d'euros Rubriques	Variation des immobilisations corporelles			
	Valeurs au 31/12/2016	Augmentations	Compte à compte Diminutions	Valeurs au 31/12/2017
<b>Valeurs brutes</b>	<b>273</b>			<b>273</b>
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	273			273
Immobilisations en cours				
<b>Amortissements &amp; dépréciations</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques				
Autres immobilisations corporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES</b>	<b>273</b>			<b>273</b>

## 3.3 Immobilisations financières

En milliers d'euros Rubriques	Variation des immobilisations financières			
	Valeurs au 31/12/2016	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2017
<b>Valeurs brutes</b>	<b>1 425 918</b>	<b>228 160</b>	<b>- 68 398</b>	<b>1 585 680</b>
Participations*	1 146 787	143 005	- 5 889	1 283 903
Créances rattachées à des participations**	275 598	85 000	- 60 032	300 566
Autres titres immobilisés***	2 657	155	- 2 443	369
Prêts				
Autres immobilisations financières	876		- 34	842
<b>Dépréciations</b>	<b>- 5 844</b>	<b>- 46</b>	<b>4 357</b>	<b>- 1 533</b>
Participations	- 5 844	- 45	4 357	- 1 532
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés		- 1		- 1
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES NETTES</b>	<b>1 420 074</b>	<b>228 114</b>	<b>- 64 041</b>	<b>1 584 147</b>

\* La diminution de 5 889 milliers d'euros correspond à la cession des titres de la société Financière Louis, qui avaient fait l'objet d'une dépréciation pour 4 357 milliers d'euros. La valeur des participations à la clôture est impactée par les augmentations de capital des filiales SAVENCIA Fromage & Dairy International pour 100 000 milliers d'euros et Alliance Laitière Européenne pour 42 885 milliers d'euros.

\*\* Les créances rattachées à des participations correspondent à des prêts d'une durée de 5 ans.

\*\*\* Dont 3 050 actions propres détenues au 31 décembre 2017 dans le cadre d'un contrat de liquidité. À la clôture du précédent exercice 2 515 actions propres étaient détenues.

## 3.4 Autres créances

En milliers d'euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Comptes courants financiers filiales	1 405	22 989
Clients, état et divers	26 388	17 922
<b>AUTRES CRÉANCES NETTES</b>	<b>27 793</b>	<b>40 911</b>

### 3.5 Valeurs mobilières de placement

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Le portefeuille des valeurs mobilières de placement est constitué de valeurs françaises selon le détail suivant :		
<b>Valeurs brutes</b>	<b>36 578</b>	<b>61 395</b>
SICAV	2 510	1 000
FCP		
Billets, bons et assimilés	27 076	52 073
Actions propres*	6 992	8 322
<b>Dépréciations</b>		<b>7</b>
SICAV		7
FCP		
Billets, bons et assimilés		
Actions propres		
<b>VALEUR MOBILIÈRE DE PLACEMENT NETTE</b>	<b>36 578</b>	<b>61 388</b>

\* Au 31 décembre 2017 SAVENCIA SA détient 119 007 actions propres classées en valeurs mobilières de placement et affectées aux plans de stock-options pour une valeur d'acquisition de 6 992 milliers d'euros. Le cours moyen unitaire des actions sur le mois de décembre 2017 est de 78,86 €. Le pourcentage global du capital auto-détenu s'élève à 0,8698 % en incluant les 3 050 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité. À la clôture du précédent exercice, SAVENCIA SA détenait 144 339 actions propres. Le pourcentage global du capital auto-détenu représentait 1,0465 % en incluant les 2 515 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

Les valeurs mobilières représentent le placement de liquidités et les actions propres. En fin d'exercice, lorsque la valeur de marché est inférieure au prix de revient, une provision est comptabilisée.

### 3.6 Capitaux propres

Le capital social de 14 032 930 euros est divisé en 14 032 930 actions de 1 euro chacune, dont 9 327 176 actions bénéficiant d'un droit de vote double. Au 31 décembre 2017, le principal actionnaire connu de la Société est SAVENCIA HOLDING SCA qui détient directement 66,64 % du capital et 79,52 % en droits de vote. Par ailleurs, au 9 février 2018, le seul actionnaire détenant plus de 5 % du capital est Silchester Northern Trust qui détient 6,59 % du capital (dont 2,66 % pour compte de tiers).

#### TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Primes d'émission d'actions et de fusion	Écart de réévaluation	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées	Résultat de l'exercice	Total
<b>Situation au 01/01/2017 (avant affectation des résultats)</b>	<b>14 033</b>	<b>73 231</b>	<b>378</b>	<b>1 613</b>	<b>-</b>	<b>326 922</b>	<b>361 903</b>	<b>8 267</b>	<b>40 223</b>	<b>826 570</b>
Réduction de capital										
Provisions fiscalement réglementées										
Reprises de provisions								- 2 153		- 2 153
Dotations de l'année								3 737		3 737
Distribution de dividendes							-			-
							22 453			22 453
Autres prélèvements										
Affectation aux réserves										
Dividendes non distribués (actions propres détenues)							229			229
Imputations en report à nouveau							40 223		- 40 223	
<b>Résultat 2017</b>									<b>19 082</b>	<b>19 082</b>
<b>SITUATION AU 31/12/2017 (avant affectation des résultats)</b>	<b>14 033</b>	<b>73 231</b>	<b>378</b>	<b>1 613</b>	<b>-</b>	<b>326 922</b>	<b>379 902</b>	<b>9 851</b>	<b>19 082</b>	<b>825 012</b>

Des options d'achats d'actions ont été attribuées à certains mandataires sociaux et/ou dirigeants de la Société ou des sociétés affiliées du Groupe. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de Bourse précédant la date d'octroi des options. Elles peuvent être exercées pendant les 10 ans qui suivent la date d'octroi. Depuis le plan 2006, la période d'acquisition des droits a été portée à 4 ans durant laquelle la présence dans les sociétés affiliées du Groupe est obligatoire. Les cessions sont autorisées après un blocage de 2 ans suivant l'exercice des options.

Année d'attribution	Plan en cours jusqu'en	Prix d'exercice en euro/action	Options attribuées	Options en circulation
2008	2018	42,78	85 000	42 920
2009	2019	51,14	40 000	29 000
2010	2020	57,11	80 000	67 250
2011	2021	46,87	80 000	60 850
<b>TOTAL</b>			<b>285 000</b>	<b>200 020</b>

Lorsque le cours de Bourse de l'action SAVENCIA SA à la clôture est supérieur au prix d'exercice, une provision pour risque est comptabilisée à hauteur des stock-options attribuées et restant à acquérir. Cette provision s'élève à 3 369 milliers d'euros en 2017 contre 2 500 millions d'euros en 2016.

La cotisation sociale est calculée sur la plus faible des valeurs de marché et/ou de juste valeur comme prévu par la réglementation en vigueur.

### 3.7 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont impactées par les litiges fiscaux, par les moins-values latentes sur plan de stocks options et par différents litiges relatifs à la propriété intellectuelle.

### 3.8 Échéancier des dettes et créances

En milliers d'euros	Échéances			
	Montant total	- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
<b>Dettes</b>				
Dettes financières				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	268 330	20 000	29 332	218 998
Dettes financières diverses	573 479	573 479		
Dettes d'exploitation et diverses	18 388	18 388		
<b>TOTAL</b>	<b>860 197</b>	<b>611 867</b>	<b>29 332</b>	<b>218 998</b>

*Les dettes financières diverses principalement composées de billets de trésorerie seront soit renouvelées à court terme soit remboursées par les lignes de crédit à moyen terme dont dispose SAVENCIA SA.  
Les emprunts et dettes financières diverses sont libellés en euros.*

En milliers d'euros	Échéances		
	Montant total	- de 1 an	+ de 1 an
<b>Créances</b>			
Créances rattachées à des participations	300 566	180 566	120 000
Créances d'exploitation, financières et diverses	27 793	27 793	
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	52 277	52 274	3
<b>TOTAL NET DE PROVISIONS</b>	<b>380 636</b>	<b>260 633</b>	<b>120 003</b>



### 3.9 Trésorerie

La trésorerie dont l'évolution est détaillée dans le tableau des flux de trésorerie se réconcilie comme suit, avec les bilans présentés :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Au 31/12/2017</b>	<b>Au 31/12/2016</b>
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	52 277	63 065
Comptes courants financiers filiales à l'actif	1 405	22 989
Concours bancaires et billets de trésorerie	- 562 507	- 514 598
Comptes courants financiers filiales au passif	- 9 783	- 9 734
<b>TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE</b>	<b>- 518 608</b>	<b>- 438 278</b>

### 3.10 Comptes de régularisation et comptes rattachés

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Au 31/12/2017</b>	<b>Au 31/12/2016</b>
Charges constatées d'avance	20	44
Les charges constatées d'avance sont composées d'intérêts et de commissions bancaires.		
Produits constatés d'avance	160	
Les produits constatés d'avance sont composés d'intérêts bancaires.		

#### Produits à recevoir

Pour 2 919 milliers d'euros en 2017 contre 2 754 milliers d'euros en 2016, ces montants correspondent d'une part aux produits d'intérêts relatifs à des prêts, placements de trésorerie et opérations de couverture et d'autre part à une moins value sur stocks options facturée aux entités du Groupe.

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Au 31/12/2017</b>	<b>Au 31/12/2016</b>
<b>Charges à payer</b>		
Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan :		
Emprunts et dettes financières divers	1 862	1 617
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	892	2 436
Dettes fiscales et sociales	324	308
<b>TOTAL DES CHARGES À PAYER</b>	<b>3 078</b>	<b>4 361</b>

### 3.11 Engagements financiers et garanties reçus ou donnés

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Au 31/12/2017</b>	<b>Au 31/12/2016</b>
<b>Engagements reçus</b>		
Titres de participations et autres titres		
Cautions bancaires		
<b>Engagements donnés</b>		
Indemnités de départ à la retraite*	121	122
Lignes de crédit allouées en filiales	111 970	100 630

\* Les engagements en matière de retraite sont externalisés auprès de la société Eparinter. La juste valeur des actifs versés à ce titre est de 84 milliers d'euros.

Les charges pouvant résulter de contentieux en cours afférents à des opérations courantes et estimées probables donnent lieu à leur prise en compte.

#### Instruments financiers

Les contrats d'échange de taux existants au 31 décembre 2017 sont de 308 millions d'euros en valeur nominale et constituent des instruments financiers de couverture. Ils ont été souscrits auprès d'une entreprise liée.

L'application, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, du règlement 2015-05 de l'ANC relatif aux instruments financiers, n'a pas eu d'impact sur les comptes.

### **3.12 Personnel**

La masse salariale pour l'exercice 2017 est de 313 milliers d'euros. L'effectif au 31 décembre 2017 est de 2 personnes.

Les rémunérations des membres des organes de Direction et d'Administration se sont élevées à 412 milliers d'euros.

### **3.13 Événements postérieurs à la clôture**

Aucun événement susceptible de remettre en cause les comptes présentés ci-joints n'est intervenu postérieurement à la date de la clôture.

### 3.14 Filiales et participations

(En milliers d'euros sauf mention contraire)

Forme juridique	Activité exercée	Société ou groupe de sociétés	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par SAVENCIA SA	Montant des cautions et avals fournis par SAVENCIA SA	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes bruts encaissés par la Société au cours de l'exercice
						brute	nette					
<b>A. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la Société astreinte à la publication</b>												
<b>1. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la Société)</b>												
<b>France</b>												
SAS	Étude et recherches	et SOREDAB – La Boissière École (78)	75	5 035	98	74	74			10 884	1 869	2 535
SAS	Prestataire de services	SOGASI – Viroflay (78)	25 910	1 985	100	27 980	27 980			9 925	3 235	553
SAS	Holding	SAVENCIA Fromage & Dairy EUROPE – Viroflay (78)	294 760	232 643	100	429 363	429 363				69 379	25 546
SA	Holding	ALLIANCE LAITIÈRE EUROPÉENNE – Paris (75)	231 900	166 271	99	255 180	255 180				- 941	
SAS	Holding	SAVENCIA Fromage & Dairy INTERNATIONAL – Viroflay (78)	122 513	3 560	100	313 033	313 033	1 405			- 14 949	
SAS	Holding	Cie DES MAÎTRES FROMAGERS – Viroflay (78)	17		100	91	18				- 6	
<b>Étranger</b>												
SARL	Holding	EUREXPAN BV – Breda (Pays-Bas)	10 414	330 406	100	256 055	256 055				4 180	4 300
<b>2. Participations (10 % à 50 % du capital détenu par la Société)</b>												
<b>B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations</b>												
<b>Filiales non reprises au paragraphe A</b>												
Filiales françaises (ensemble)							116	116				
Filiales étrangères (ensemble)							2 011	552				

## 6. Résultats des cinq derniers exercices

Art. R225-81, R225-83 et R225-102 du code de commerce.

<i>En euros et unités</i>	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Situation financière en fin d'exercice</b>					
Capital social	14 032 930	14 032 930	14 032 930	14 032 930	14 032 930
Nombre d'actions émises	14 032 930	14 032 930	14 032 930	14 032 930	14 032 930
Nombre d'obligations convertibles en actions					
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires HT.	13 863 988	16 083 530	21 741 606	25 680 011	26 187 613
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	906 000	- 4 844 983	31 712 554	29 148 789	11 473 614
Impôt sur les bénéfices	- 10 325 098	- 4 437 754	- 9 260 089	- 9 907 258	- 8 073 363
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	- 1 953 246	4 331 730	38 941 932	40 222 684	19 081 687
Montant des bénéfices distribués	14 019 350	11 220 780	13 943 830	22 223 742	
<b>Résultat des opérations réduit à une seule action (1 € nominal)</b>					
Bénéfice après impôts mais avant amortissements et provisions	0,80	- 0,03	2,92	2,78	1,39
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	- 0,14	0,31	2,78	2,87	1,36
Dividende versé à chaque action	1	0,80	1	1,60	
<b>Personnel</b>					
Nombre de salariés	2	2	2	2	2
Montant de la masse salariale	298 261	259 116	226 802	283 582	313 327
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	89 363	201 063	147 697	167 936	200 350

# 7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

## Aux Actionnaires

### Savencia SA

42, rue Rieussec  
78220 Viroflay

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Savencia SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

## Fondement de l'opinion

### RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### VALORISATION DES TITRES DE PARTICIPATION

#### Description du risque

Les titres de participation figurent au bilan pour un montant net de 1 282 371 K€, représentant 76 % du total bilan.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres repose, selon les participations, soit sur des éléments historiques (capitaux propres), soit sur des éléments prévisionnels (actualisation des flux futurs de trésorerie).

Lorsque qu'il s'agit d'actualisation de flux futurs de trésorerie, l'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer (tels que prix du lait, croissance de chiffre d'affaires, rentabilité et taux d'actualisation).

Nous avons donc considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé d'audit.

## Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons pris connaissance des procédures mises en place par Savencia SA pour la détermination de la valeur d'utilité des titres de participations.

Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques, nous avons vérifié que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités ;

Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels nous avons :

- obtenu les prévisions de flux de trésorerie des activités des entités concernées ;
- apprécié la cohérence des hypothèses retenues par la direction avec l'environnement économique des filiales ;
- comparé les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la fiabilité des projections de la direction ;
- vérifié que la valeur résultant de l'actualisation des flux de trésorerie a été ajusté du montant de l'endettement.

## Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

### INFORMATIONS DONNÉES DANS LE RAPPORT DE GESTION ET DANS LES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES SUR LA SITUATION FINANCIERE ET LES COMPTES ANNUELS

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

### RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-5 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

### AUTRES INFORMATIONS

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

### DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Savencia SA par l'Assemblée Générale du 21 mai 1979 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par l'Assemblée Générale du 22 mai 1977 pour le cabinet KPMG Audit ID.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 38<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit ID dans la 40<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et La Défense, le 29 mars 2018

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**

Amélie Wattel

**KPMG AUDIT ID**

Jean-Charles Simon



# 4

## ATTESTATION DU DIRECTEUR FINANCIER

## ATTESTATION DU DIRECTEUR FINANCIER

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes 2017 figurant dans ce rapport financier sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Le rapport de gestion figurant en page 3 de ce rapport financier, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Fait à Viroflay, le 26 avril 2018



Olivier de Sigalony  
Directeur Financier